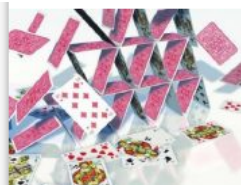




MARDI 29 SEPTEMBRE 2020



L'effondrement pourrait arriver beaucoup plus rapidement que prévu...

Publié le 27 septembre 2020 à 13:06:36 / 9 commentaires / 1 518 vues

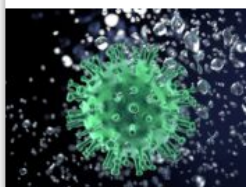
Pour en revenir aux 8 dernières années du quatrième tournant du livre écrit par Neil Howe et intitulé « The Fourth Turning », il s'agit bien sûr d'un délai...
Lire la suite



Covid-19 – Le Professeur Toussaint lâche une bombe sur LCI: "On invente des chiffres de mortalité !"

Publié le 28 septembre 2020 à 14:30:37 / 4 commentaires / 285 vues

Covid-19 – Le Professeur Toussaint lâche une bombe sur LCI: "On invente des chiffres de mortalité !" Le Professeur Toussaint balance ses quatre vérités...
Lire la suite



Janvier 2017: 67.000 morts en France en raison d'un pic de grippe hivernale... et ça n'avait pas fait une vague !!

Publié le 28 septembre 2020 à 13:30:49 / 3 commentaires / 289 vues

[Edit] 67.000 morts en un seul mois, donc un grand nombre de la grippe ! Vous la voyez, l'entourloupe du coronavirus ? Un "couillonavirus" en réalité, puisque... Lire la suite

- **Pourquoi suis-je si anxieux ? La fin du modernisme arrive** (Kurt Cobb) p.2
- **Avons-nous encore une chance ? Le défi des mesures d'urgence pour la survie de l'humanité** (Ugo Bardi) p.5
- **Adieu à tout cela : Nos rituels de "prospérité" sont-ils de plus en plus dénués de sens ?** (Charles Hugh Smith) p.8
- **La route vers nulle part : Ce qui ne peut pas être politisé cesse d'exister** (Charles Hugh Smith) p.11

- **Arnaqué** (Tim Watkins) p.12
- **Une interview de Jean-Marc Jancovici dans l'Agefi de Genève en septembre 2020** p.15
- **Kurt Andersen sur Trump & Covid-19 dans "Evil Geniuses" (en anglais)** (Alice Friedemann) p.18
- **Pas d'avenir : Feuille de route pour les énergies renouvelables en Australie = Vers la ruine économique et le désespoir** p.23
- **Les conséquences involontaires du désinvestissement des combustibles fossiles** p.35
- **[Blague du jour :] La Belgique s'engage à arrêter le déclin de la nature d'ici 2030** p.34
- **Croire au progrès, un vrai obscurantisme** (Michel Sourrouille) p.35
- **Principe d'innovation / principe de précaution** (Michel Sourrouille) p.37
- **232 000 avortements en France, insuffisant ?** (Michel Sourrouille) p.38
- **POLOGNE, LA QUESTION DU CHARBON** (Patrick Reymond) p.41

SECTION ÉCONOMIE

- **Le quatrième tournant : "Les années sombres sont là"** p.46

- ▶ Steve Quayle: “L’Amérique va vivre une vraie guerre civile et subir une énorme famine ! Dépêchez-vous d’acheter des boîtes de conserve, et ce n’est pas une blague !!” p.51
- ▶ USA – Warning: La chaîne d’approvisionnement est rompue et les pénuries alimentaires sont là ! p.52
- ▶ « Immobilier. Le choc de la transition écologique !! » (Charles Sannat) p.55
- ▶ Editorial: il faut oser parler de la finance, la faire sortir de l’ombre, oser des-amalgamer, la désacraliser. Sortir du Ponzi financier. (Bruno Bertez) p.60
- ▶ Editorial. Une mutation historique passée inaperçue. A lire pour faire partie des happy fews! (Bruno Bertez) p.64
- ▶ Billet. L’essentiel que l’on ne vous dit pas: le système doit devenir partiellement socialiste (Bruno Bertez) p.69
- ▶ Pourquoi les banques centrales ont peur des marchés (Bruno Bertez) p.70
- ▶ Place au neuf ! (Bill Bonner) p.72

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Pourquoi suis-je si anxieux ? La fin du modernisme arrive

Par Kurt Cobb, publié à l'origine par Resource Insights le 27 septembre 2020



Un de mes amis m'a dit que c'est une chose de parler de la fin du modernisme - comme nous le faisons tous les deux depuis plus de 25 ans - et une autre de le vivre. Il pourrait sembler que de telles notions soient beaucoup trop abstraites pour rendre compte de l'anxiété de notre époque. Mais derrière tout le désordre que nous constatons dans nos vies économiques, sociales et politiques en proie à une pandémie, il y a l'effondrement des hypothèses clés sur ce que nous appelons la modernité, une période de "lumières" qui nous a soi-disant libérés du passé.

Tout d'abord, permettez-moi de rappeler ce que je considère comme quatre hypothèses clés du modernisme - j'ai déjà écrit à leur sujet - qui sont démolies chaque jour sous nos yeux à l'aide d'un virus invisible.

1. Les humains sont dans une catégorie et la nature dans une autre.
2. L'échelle n'a pas d'importance.
3. L'histoire peut être ignorée sans risque, car la société moderne a vu clair dans les illusions du passé.

4. La science est un domaine unifié et cohérent qui explique les principes rationnels selon lesquels nous pouvons gérer le monde physique.

La prochaine chose que je dois vous rappeler est que le modernisme est une religion autant qu'une autre. Dans un passé pas si lointain, chaque fois que quelqu'un soulevait des questions sur ses principes de base - directement ou indirectement sous une forme ou une autre - cette personne était rapidement réduite au silence. Si la personne persistait, elle était alors humiliée. Si l'humiliation ne fonctionnait pas, la personne était évincée ou même expulsée sans cérémonie du parti.

Entrez dans l'ère du COVID-19.

La toute première chose que le COVID-19 nous a rappelée est que l'homme et la nature sont tous deux dans la même catégorie, quel que soit le nom que vous lui donniez. (Mon penseur français vivant préféré, Bruno Latour, a proposé le terme composé "nature-culture" dans son livre fondateur "Nous n'avons jamais été modernes"). Nous sommes dans cette danse de l'existence ensemble, faisant à jamais partie d'un continuum que j'appelle parfois "le tout" (un terme qui, sans surprise, a obtenu une traction nulle). L'univers dans lequel nous vivons est sans faille. Personne n'a été capable de me montrer où l'univers s'arrête, a un vide, puis recommence.

D'un point de vue écologique, cette prise de conscience a d'énormes implications. Le changement climatique est un autre phénomène qui ne peut s'expliquer que si nous réunissons les deux catégories d'êtres humains et de nature en une seule.

Quant au deuxième principe, l'échelle n'a pas d'importance, la pandémie n'a que trop bien montré que l'ampleur de notre système de transport et la taille de nos villes et l'étendue de leurs connexions ont fait faire le tour du monde à COVID-19 en quelques mois seulement. Aucun endroit n'a été épargné. Et une fois de plus, le changement climatique démontre que l'échelle de notre industrie est importante. Cette échelle entraîne de profonds changements dans le climat de la Terre.

Les techno-utopistes et leurs alliés économistes imaginent que l'économie mondiale en 2050 sera plus de deux fois plus importante qu'en 2016. Ils n'imaginent pas une seule minute qu'elle puisse être plus petite ou la même. Ils ne croient pas que réussir à doubler l'ampleur de notre intrusion actuelle dans les systèmes naturels, ou du moins essayer de le faire, déstabilisera ces systèmes à un point tel que la croissance économique ne sera pas possible et pourrait même s'inverser. En bref, ils ne peuvent pas imaginer de limites à l'échelle des entreprises humaines. Et pourtant, ces limites se manifestent tout autour de nous.

Quant au fait que l'histoire soit ignorée, nous l'avons fait particulièrement bien pendant la pandémie, mais à un coût élevé. Les mêmes combats pour le port des masques ont eu lieu lors de la pandémie de grippe espagnole de 1918-1919. Et certains responsables ont jugé bon de minimiser la gravité de l'épidémie. À l'époque, chacune des puissances belligérantes de la Première Guerre mondiale pensait qu'en reconnaissant publiquement la pandémie, elle saperait son propre effort de guerre en sapant le moral et en alertant les ennemis sur une vulnérabilité.

Le commissaire à la santé de la ville de New York, Royal Copeland, a fait le nécessaire pour réduire l'affluence dans les rues en adoptant des mesures telles que la distanciation sociale, les masques et l'étalement des heures de début des événements publics comme les spectacles de Broadway. Tant que les théâtres refusaient d'admettre des spectateurs manifestement malades, leurs productions étaient autorisées et donnaient l'occasion à Copeland et à son équipe d'agents de santé publique et de bénévoles d'informer le public, par de brèves conférences avant les représentations, sur la manière dont la grippe se propageait et sur les moyens de l'enrayer. Les heures de travail ont également été décalées afin d'éviter la surpopulation dans les transports publics.

Copeland a même gardé les écoles ouvertes, estimant qu'en raison de meilleures mesures de santé publique, les enfants seraient bien mieux lotis que dans les conditions qui prévalaient dans la plupart des résidences d'une ville remplie de maisons de rapport mal entretenues.

Le résultat de l'approche de Copeland a été un nombre de décès pour mille habitants bien inférieur à celui de Philadelphie et de Boston.

Quelle que soit votre opinion sur les mesures actuelles adoptées pour lutter contre la pandémie de COVID-19, les leçons de l'histoire n'ont pas été étudiées et semblent perdues pour nous. De nombreux pays ont tout misé sur un vaccin au lieu de se préparer à la longue et peut-être annuelle confrontation saisonnière avec ce virus.

Enfin, nous avons appris à nos risques et périls que la science est tout sauf unie. En général, les luttes au sein de la profession médicale pour le traitement de diverses maladies ont été peu remarquées par le public - jusqu'à présent. Soudain, ces combats ont éclaté aux yeux du public et sont rapportés quotidiennement. Dans ces rapports, nous constatons que le COVID-19 ne ressemble à aucun autre virus que nous ayons vu : C'est un virus respiratoire. Non, il peut également affecter les organes internes, y compris le cœur. Attendez ! Il peut aussi affecter le cerveau. Non, attendez, c'est aussi une maladie vasculaire. Et cela ne tient pas compte des conséquences psychologiques de la pandémie qui entraîne une augmentation des maladies mentales.

Une chose est sûre. L'establishment médical moderne a des idées contradictoires et peu nombreuses sur la manière d'aider une personne atteinte d'un cas grave d'infection par COVID-19.

Et pourtant, les alternatives sont ridiculisées ; certaines, bien sûr, avec raison. Mais il est certain que l'idée d'une science unifiée qui peut nous donner des réponses définitives et rationnelles à chaque problème a été brisée. Il s'avère que la science est un processus et non une réponse. Et, elle a généralement de nombreuses réponses provenant de différentes sciences, chacune ayant ses propres méthodes et normes. Lorsque quelqu'un vous dit : "la science dit", soyez sceptique. Ils sont généralement payés pour dire ce qu'ils s'apprêtent à dire ou, du moins, ils ont été complètement endoctrinés par d'autres personnes qui sont payées. Il n'y a jamais de réponse unique à une question soi-disant scientifique.

Toutes nos institutions sont remises en question. C'est en partie parce qu'elles fonctionnent sur la base des quatre principes énumérés ci-dessus. Maintenant que ces principes ne peuvent plus être maintenus, nous sommes en mer en tant que société. En quoi pouvons-nous croire ? Quels principes fondamentaux pouvons-nous trouver pour le monde qui émerge autour de nous ?

Je crois que nous devons commencer par faire confiance à notre expérience sur les concepts réductionnistes que nous nourrissent nos dirigeants dans pratiquement tous les domaines. Ces concepts sont souvent caractérisés par l'idée que "le monde n'est rien d'autre", puis l'orateur remplit le vide avec des phrases telles que "les atomes et les molécules" ou "une arène de compétition où seuls les plus forts survivent" ou quelque autre absurdité réductrice.

Il est vrai que notre expérience peut être mal interprétée. Mais nous pouvons rapidement corriger cette mauvaise interprétation, car l'expérience nous en apprend davantage. Et, si nous incluons un principe qui dit que nous devons honorer les expériences des autres, nous avons un début. Bien sûr, nous devons garder à l'esprit que pour honorer l'expérience des autres, nous sommes obligés de NE PAS usurper leur autonomie.

Les grands concepts qui sont imposés à des sociétés entières peuvent avoir des effets extrêmement négatifs, précisément parce que l'expérience nous dit qu'une taille unique ne convient JAMAIS à tous et souvent très mal à beaucoup. Il me suffit de citer les quatre principes du modernisme ci-dessus.

Le modernisme est en train de mourir. De plus en plus de gens perdent la foi en lui parce qu'il a toujours été une foi. Nous pouvons choisir de le remplacer par d'autres concepts, nouveaux ou anciens, ou nous pouvons façonner un système ouvert qui se concentre étroitement sur notre expérience et s'ajuste en fonction de celle-ci, sans chercher une quelconque camisole de force idéologique qui nous sépare une fois de plus de notre réalité humaine essentielle, l'expérience.

Avons-nous encore une chance ? Le défi des mesures d'urgence pour la survie de l'humanité

Ugo Bardi Dimanche 27 septembre 2020



https://www.youtube.com/watch?v=fwvPJnPP9KI&feature=emb_logo

L'épidémie de COVID-19 semble avoir étouffé tous les autres sujets de débat. Mais il reste des problèmes que nous pourrions définir comme un peu plus préoccupants que la pandémie de COVID, par exemple la possibilité d'une extinction de l'humanité et, peut-être, de la biosphère terrestre. Ici, le Dr Ye Tao fait une présentation efficace qui souligne que nous sommes dans une situation d'urgence extrême. Et, comme d'habitude, les solutions et les problèmes sont les deux faces d'une même médaille.

Attention : poste hautement catastrophiste !

Le problème

Le clip ci-dessus montre un récent exposé du Dr Ye Tao, intéressant à plus d'un titre. L'une d'elles est la façon dont il va au cœur de l'histoire du climat avec l'approche typique des physiciens : basée sur des données et sur les lois de la physique. Cette approche contourne une grande partie du débat en cours, en grande partie détournée par les modélisateurs et leurs opposants.

Malheureusement, l'accent mis sur les modèles a généré un malentendu diffus, à savoir que le changement climatique est principalement une question de modèles et que le climat futur peut être prédit par les modèles. Cela a conduit les sceptiques à tenter de montrer que les modèles ont généré de mauvaises prédictions dans le passé. De là, ils soutiennent que si les modèles ne peuvent pas prédire les choses correctement, alors le

changement climatique n'existe pas ou n'est pas un problème. Une raison, mais pas la seule, pour laquelle le débat reste bloqué et ne mène à aucune décision.

Au lieu de cela, si vous vous penchez sur la physique fondamentale du problème, vous découvrirez que les modèles sont certainement erronés en tant qu'outils de prédiction simplement parce qu'ils ne peuvent pas inclure les forces non linéaires qui poussent le système à changer d'état. Mais la physique vous dit que le problème est bien pire que ce que les modèles peuvent calculer. C'est ce que fait le Dr Tao.

Une fois que nous avons fait notre travail, les résultats sont - enfin - disons un peu gênants. Il y a beaucoup d'incertitudes, mais le résultat robuste est que nous nous dirigeons vers une catastrophe. Nous ne pouvons même pas exclure l'extinction totale de la biosphère.

Il pourrait bien être trop tard pour les solutions conventionnelles : les fenêtres à double vitrage et le fait de se rendre au travail à vélo ne nous aideront pas beaucoup. Même si nous pouvions passer à une énergie 100 % renouvelable demain matin, la trajectoire du réchauffement pourrait bien se poursuivre en suivant les tendances actuelles. Alors, à quelle heure est-il trop tard ? Nous ne le savons pas, mais le Dr Tao a une belle touche lorsqu'il regarde le public et dit : "vous allez tous ressentir certains de ces effets" (et certains dans le public ont les cheveux blancs.).

Solutions

Si c'est comme ça que les choses se passent, que faisons-nous ? Certaines personnes semblent trouver une certaine satisfaction à rejoindre les différents groupes qui portent des noms tels que "extinction à court terme" où ils se disent "nous allons tous mourir bientôt". Mais d'autres ont une réaction plus agressive. S'il s'agit d'une urgence extrême (et permettez-moi de répéter que c'est le cas), ne devrions-nous pas penser à des mesures d'urgence extrême ? C'est ce que propose le Dr Tao.

Le point principal de la proposition est de contrer l'effet de serre du CO₂ en augmentant l'albédo de la terre (la fraction de la lumière réfléchiée dans l'espace). L'idée est d'utiliser des miroirs standard, recouverts d'aluminium, qui seraient déployés à la surface de la Terre, soit sur terre, soit à la surface des plans d'eau. Bien sûr, la surface nécessaire serait énorme, de l'ordre de 3 à 4% du total si l'on veut compenser le forçage thermique généré par la concentration actuelle de CO₂. C'est beaucoup, mais pas inconcevable.

Ce n'est pas le seul élément de la proposition de Tao. Le plan pivote autour de miroirs qui seront utilisés pour produire de l'énergie renouvelable dans des centrales solaires à concentration. Les miroirs devraient également être utilisés pour créer les hautes températures nécessaires à la décomposition du carbonate de calcium des coquillages afin de capturer le CO₂, qui serait ensuite séquestré dans le sous-sol. L'oxyde de calcium résultant de ce processus serait dissous dans l'océan, où il réduirait le problème de l'acidification. La production de mollusques comestibles permettrait également d'atténuer, voire de résoudre, le problème de la faim dans le monde.

Le plan est aussi bon que les meilleurs plans des souris et des hommes (ceux qui ont tendance à se regrouper) peuvent l'être. Mais, comme vous pouvez probablement le deviner, il souffre d'un problème typique des physiciens, leur tendance à l'approche "dos de l'enveloppe" des problèmes. Les physiciens sont normalement très doués pour déterminer ce qui est possible et ce qui ne l'est pas en se basant sur les lois de la physique. Le problème est que l'enveloppe est ensuite confiée à un ingénieur, qui est chargé de construire le vaisseau spatial qui ira jusqu'à Mars. Habituellement, ce n'est pas si facile.

Ce problème apparaît très clairement avec l'approche du Dr Tao. La physique est bonne, mais qu'en est-il de l'ingénierie ? Je n'ai pas assez de détails sur le plan pour entrer dans une évaluation détaillée, mais les questions sont nombreuses.

Quelques exemples : si les miroirs sont placés sur la terre ferme, comment s'assurer qu'ils restent propres et brillants ? S'ils sont placés sur l'eau, comment éviter d'effacer des écosystèmes entiers ? La décomposition du carbonate de calcium n'est pas une idée nouvelle pour capter le CO₂ de l'atmosphère. Mais a-t-elle des avantages par rapport aux méthodes qui fonctionnent à basse température ? Ensuite, les dispositifs réfléchissants placés dans l'espace ou à haute altitude présentent de nombreux avantages par rapport à ceux placés sur terre : d'abord, il n'est pas nécessaire de les protéger du vent et de la poussière.

Plus fondamentalement, la proposition tient compte du fait que les miroirs ne peuvent rien faire contre l'acidification. C'est la raison pour laquelle l'excès de CO₂ est éliminé par la réaction CaCO₃/CaO. Mais il y a un problème de base : si vous voulez éliminer l'acidification, vous devez éliminer tout le CO₂ excédentaire, mais si vous pouvez le faire, alors vous n'avez pas besoin de miroirs. L'idée semble être qu'il existe un rapport optimal entre les efforts et les coûts pour équilibrer l'effet des miroirs et l'élimination du CO₂. Mais un tel rapport existe-t-il ? Et comment le déterminer ?

Il y aurait beaucoup plus à dire, mais laissez-moi vous expliquer ma position. Je ne dis pas que le plan du Dr Tao est impossible (et vous vous souvenez probablement de quelque chose qu'Arthur Clarke a dit et qui dit que "lorsqu'un vieux et éminent scientifique dit que quelque chose est impossible, il a presque certainement tort". Ce n'est pas une loi de la physique, mais elle a une certaine valeur). Au contraire, je pense que le plan est audacieux, intelligent et prometteur, bien qu'il soit nécessaire de l'affiner considérablement. Le problème va au-delà des technologies de géo-ingénierie spécifiques que nous pourrions choisir de déployer dans une situation d'urgence. La question est de savoir comment gérer une situation d'urgence planétaire qui nécessite des mesures d'urgence.

Le problème des urgences.

L'intelligence collective de la société occidentale actuelle est comparable à celle d'un enfant de cinq ans. La société, comme les enfants, fonctionne principalement sur un mode émotionnel. Les choses sont soit ignorées, soit elles prennent toute l'attention, et la durée d'attention est très courte. Donc, soit notre société ignore les problèmes, soit elle se met en plein "mode urgence". C'est un interrupteur, il est soit allumé soit éteint.

Nous avons vu le passage en mode d'urgence avec la pandémie COVID-19. C'était une perturbation mineure, mais elle a été amplifiée par les médias au point que la société occidentale est entrée en pleine panique. Cela a généré le besoin d'agir, un comportement typique des êtres humains qui a même un nom : "biais d'action". Nous avons tendance à penser que "faire quelque chose" est toujours mieux que ne rien faire, même s'il n'y a aucune preuve qu'une certaine action sera efficace pour résoudre le problème. C'est un problème typique de la médecine où les médecins ont tendance à réagir de façon excessive avant d'avoir suffisamment de données.

Dans le cas des pandémies COVID, la société a réagi en agissant sur les problèmes, se débarrassant soudainement de toutes les préoccupations concernant les droits de l'homme, l'économie et le bien-être des personnes. Sans parler de la négligence d'autres pathologies, bien plus mortelles encore que la COVID-19 elle-même. Ce comportement a été poussé par une intoxication collective qui voyait le virus comme une menace existentielle à combattre par tous les moyens imaginables, quelles qu'en soient les conséquences négatives. Un parti pris pour l'action, en effet.

Un tel passage à l'urgence ne s'est jamais produit pour le changement climatique, du moins jusqu'à présent. Il n'est pas évident qu'il se produira un jour : le changement climatique se produit lentement et la société est tout simplement incapable de réagir à tout ce qui n'est pas directement détectable sur une échelle de temps inférieure à quelques mois. Mais que se passerait-il si, soudainement, nous voyions le changement climatique traité avec la même demande frénétique de "faire quelque chose" que celle que nous avons vue avec la pandémie ?

Si cela devait se produire, nous assisterions probablement au même type d'intoxication collective que celle que nous avons connue pour le virus et aux tentatives désespérées de faire quelque chose, quoi qu'il arrive, et au diable les conséquences. Les miroirs de Tao pourraient être considérés comme la baguette magique qui dissipe le réchauffement climatique, mais il existe d'autres moyens qui pourraient être utilisés en parallèle. Fertiliser l'océan avec de l'oxyde de fer, lancer des bombes nucléaires dans la caldeira des volcans actifs, ou se débarrasser de la plus grande partie de l'humanité (ce n'est pas une solution que je propose !!). L'important est de faire quelque chose, de faire quelque chose, de faire quelque chose. Un parti pris pour l'action, en effet.

Voilà comment les choses se présentent : nous sommes confrontés à un changement entre deux états tout aussi dangereux : ne rien faire contre le changement climatique ou faire quelque chose qui pourrait aggraver le problème. Mais, malheureusement, la société n'a pas d'autre moyen de gérer les urgences que de s'engager dans une frénésie collective où le mécanisme mortel de renforcement du retour d'information entraîne la disparition de toutes les approches intermédiaires.

Vous avez peut-être remarqué que, dans ce blog, j'ai récemment examiné le bilan de certains dirigeants forts du passé (Napoléon III, Mussolini, Hitler). C'est parce que je pensais à l'évolution des situations d'urgence sociétale. Généralement, on élimine la dissidence (parfois en éliminant physiquement les dissidents) et on choisit des leaders forts. Malheureusement, sans la possibilité de dissension en exprimant des opinions alternatives, aucune planification rationnelle n'est possible. Le bilan des leaders forts est alors terriblement mauvais : non seulement ils sont incapables de résoudre les problèmes, mais ils ont tendance à les aggraver et à faire beaucoup de dégâts dans le processus - y compris en tuant un grand nombre de personnes.

Avons-nous encore le temps de choisir une ligne de conduite rationnelle ? Dans un document que j'ai publié en 2016, avec mes collègues Sgouridis et Csala, nous avons exposé les conditions requises pour mettre en place un système d'approvisionnement en énergie renouvelable suffisamment rapide pour pouvoir arrêter l'accumulation de CO2 dans l'atmosphère avant qu'il ne soit trop tard. Nos résultats ont montré que c'était coûteux, mais possible. Mais, quatre ans plus tard, les mesures prises n'étaient pas suffisantes par rapport à ce qui aurait été nécessaire (non pas que nous nous attendions à quelque chose de différent, bien sûr !) Il semble donc que nous soyons coincés entre deux alternatives peu attrayantes : ne rien faire ou faire quelque chose de désespéré. Peut-être pouvons-nous trouver du réconfort en pensant que toutes les crises sont aussi des opportunités. Mais parfois, on souhaite ne pas avoir autant d'opportunités. (Je vous ai dit au début que c'était un poste catastrophique !)

Adieu à tout cela : Nos rituels de "prospérité" sont-ils de plus en plus dénués de sens ?

Charles Hugh Smith Dimanche 27 septembre 2020



La vérité hérétique est que nombre des "rituels de consommation" qui ont signifié la "prospérité" pendant des décennies sont soit dénués de sens, soit inabordables, soit nécessitent bien plus d'efforts que ne le valent les maigres bénéfices.

De toutes les hérésies économiques imaginables, la plus hérétique est peut-être de reconnaître ce que nous appelons la "prospérité" comme des rituels de plus en plus dénués de sens qui s'apparentent davantage à des parades mises en scène à l'époque soviétique qu'au bien-être réel.

C'est l'hérésie la plus dangereuse car elle brise le lien entre la consommation - l'activité principale de notre économie - et le bonheur humain. Si la consommation ostentatoire/excédentaire est ritualiste plutôt que satisfaisante (c'est-à-dire qu'elle ajoute à notre bien-être), elle devient alors dénuée de sens ou même corrosive.

L'attention se porte alors sur les conséquences négatives de la consommation, c'est-à-dire sur la manière dont les rituels de consommation érodent / perturbent notre bien-être.

Les rituels sont satisfaisants parce que l'accomplissement du rituel est lui-même la source de notre satisfaction. Il n'est pas nécessaire de croire ou de se réjouir ; l'accomplissement du rituel est sa propre récompense.

Mais une fois que nous nous éloignons des rituels, le vide de la performance devient clair et nous commençons à nous demander, qu'est-ce que j'en retire pour la dépense et l'effort ?

Ces questions se posent parce que de nombreux rituels de consommation conventionnels sont devenus excessivement coûteux et gênants, et que d'autres demandent beaucoup de temps avec très peu de bénéfices.

Prenons par exemple le rituel de la consommation passive de sport. L'audience des jeux télévisés était en baisse avant la pandémie et, selon certaines mesures, semble être en chute libre. Il n'est pas difficile d'en discerner les raisons potentielles : Les millénaires n'ont jamais eu l'habitude/le rituel de passer des heures à regarder un match ou à assister à des matchs ; malgré les protestations des fans inconditionnels, la plupart des matchs sont interchangeables, tout comme les joueurs, car les sports professionnels et universitaires se sont homogénéisés à bien des égards.

Comme pour beaucoup d'autres rituels de consommation, ceux qui les pratiquent s'arrêtent rarement pour se demander si le rituel améliore réellement leur bien-être ou s'il s'est lentement transformé en une perte colossale de temps et d'argent.

De nombreuses activités de consommation discrétionnaire sont en grande partie des rituels : partir en vacances, faire des croisières, faire du shopping, aller au restaurant, etc. Alors que beaucoup regretteront l'accomplissement de ces rituels, d'autres réaliseront qu'ils ne les manquent pas vraiment. Certains éprouveront un immense soulagement de ne plus avoir à faire semblant de profiter de ces rituels fastidieux et dénués de sens.

L'énorme coût de rituels autrefois abordables, comme les sorties au restaurant, signifie que beaucoup renonceront à ces rituels de consommation parce qu'ils ne peuvent plus se le permettre. Deux sandwiches et deux boissons, la taxe de vente et le pourboire sont désormais couramment de 50 dollars ou plus. (Note aux lecteurs aisés : dans le monde réel, il est assez difficile de gagner 50 dollars hors taxes et hors frais d'exploitation).

D'autres rituels de consommation ont été intégrés dans des modes de travail qui se dissolvent parce qu'ils ne sont plus financièrement viables. Les rituels des voyages d'affaires et de la participation à des conférences payées par les employeurs meurent parce que le luxe de ces rituels de consommation n'est plus abordable pour les employeurs dont les revenus et les profits sont en phase terminale de déclin.

Chaque responsable qui bat la mesure pour le retour de tous les employés au bureau central n'a pas encore découvert ce qui se passe lorsque l'entreprise déclare une perte ahurissante et refuse de donner des conseils à l'avenir. Si le directeur a la chance de conserver son emploi, sa tâche consistera à éliminer tous les bureaux et à numériser et/ou automatiser chaque fonction pour réduire les coûts.

Les nombreux rituels d'un bureau central - les réunions interminables, les petites disputes, les pauses cigarette, les sorties au restaurant - sont autant de choses à oublier. Quelques trimestres de pertes de revenus importantes vont pousser chaque entreprise et chaque agence à se débarrasser de tous les rituels de consommation qui ne sont plus abordables.

Ces énormes dépenses de temps et d'argent nous ont-elles vraiment rendu heureux, ou bien n'avons-nous fait que passer à l'acte ? Même ceux qui étaient si impatients de reprendre l'exécution de ces rituels de consommation peuvent constater que la performance leur laisse un sentiment tenace d'ennui et de vide, comme si quelque chose manquait, malgré la répétition parfaite du rituel.

Certains accuseront la pandémie, mais ce n'est pas la véritable source de leur mécontentement. La vérité hérétique est que nombre des rituels de consommation qui ont signifié la "prospérité" pendant des décennies sont soit dénués de sens, soit inabordables, soit nécessitent bien plus d'efforts que ne le valent les maigres bénéfices.

Le jeu se joue donc à la télévision mais personne ne regarde. Le journal télévisé est diffusé sur un autre téléviseur, mais personne ne le regarde non plus. Un expert boursier désincarné déclare un nouveau marché Bull, mais personne ne l'écoute. Le flux des médias sociaux défilent avec une fureur folle sur un smartphone mais personne ne clique dessus. Tout cela est inutile, creux, fatigant, car l'accomplissement du rituel ne suffit plus.

L'inutilité des rituels de fiançailles et des rituels de consommation est désormais si évidente que le désespoir des fournisseurs de ramener tout le monde à bord ajoute un point d'exclamation à la vacuité de leurs offrandes.

Voici pourquoi s'attaquer à ce problème est une hérésie : qu'est-ce qui soutient l'économie une fois que tous les rituels de consommation ne sont plus en vogue ou ne sont plus abordables ? La réponse est bien sûr : rien.

La route vers nulle part : Ce qui ne peut pas être politisé cesse d'exister

Charles Hugh Smith 25 septembre 2020

Tout comme le temps est une flèche à sens unique, "la politisation de tout" est une voie à sens unique vers la dissolution et l'effondrement.

L'essence de toute société totalitaire est la politisation de tout, car tout doit soit soutenir le statu quo, soit le menacer.



Il n'y a pas de juste milieu dans une société totalitaire et donc tout - littéralement tout - doit être politisé pour évaluer sa véritable nature, à savoir être "pour" ou "contre" le statu quo.

Dans une telle société, ce qui ne peut être politisé cesse d'exister. Il n'est ni compté ni reconnu, et il s'efface donc dans un monde d'ombres, un royaume dangereux où le simple fait de tenter de reconnaître une expérience non politisée est en soi une menace pour le statu quo.

Vous penserez bien sûr à l'ex-Union soviétique (URSS) et aux autres sociétés totalitaires. Voici un exemple extrême de la façon dont la politisation de tout fonctionne : un travailleur conventionnel dans une usine conventionnelle se trouve à mentionner à un collègue qu'il a rêvé que Staline était tombé malade, et cela l'a inquiété. Le collègue a rapporté ce rêve troublant aux autorités compétentes, qui ont immédiatement reconnu la vraie nature du rêve et ont condamné l'ouvrier à 10 ans de prison au goulag pour avoir fait un rêve antisoviétique.

(Une peine de 10 ans au goulag était si courante qu'on l'a surnommée "un tenner").

En Amérique, vers 2020, le "dixième" pour une mauvaise pensée, opinion ou rêve prend d'autres formes. En effet, même l'affirmation qu'un rêve peut ne pas avoir d'angle politique est en soi une raison pour être condamné à un "dixième", car le cœur de la société totalitaire est la politisation de tout.

Chaque objet, entité, image, document, "fait" historique, personne, pensée, émotion, réaction, récit, opinion, tout ce qui est tangible ou intangible, a un sous-texte politique à peine dissimulé dans une société totalitaire.

Il n'y a rien d'inoffensif, d'innocent ou de fantaisiste dans une société totalitaire, du moins dans la sphère publique. À une époque marquée par le mariage cruel du capitalisme de surveillance et de l'État amèrement divisé, même la sphère autrefois privée est exposée au public et fait l'objet de honte et de condamnation.

Comme dans un cauchemar orwellien, votre téléphone "intelligent", votre véhicule, votre télévision ou votre sonnette alimentée par Alexa peuvent écouter et enregistrer vos conversations et comportements privés, et quelqu'un, quelque part, a accès à ces données et peut les partager avec d'autres.

La justification ostensible est "votre sécurité" ou "pour attraper des méfaits", mais c'est manifestement faux. La vraie raison est de discerner vos crimes politiques. Il n'est pas nécessaire de commettre des crimes en soi pour être persécuté ; il suffit d'une toute petite preuve qui reflète vos véritables convictions qui, par définition, doivent être favorables au statu quo par le biais d'une signalisation virtuelle sans fin ; sinon, elles constituent nécessairement une menace pour le statu quo.

Pour rester confidentielle, la vie quotidienne doit être traitée comme en temps de guerre. Votre journal manuscrit est en sécurité, tant que vous ne le partagez pas sous forme numérique. Mais depuis que nous sommes entrés dans un ordre social basé sur l'engagement, votre vie personnelle dépend maintenant de l'engagement numérique des autres par le biais de "j'aime", de partages, etc. et du partage de vos images et expériences les plus "engageantes".

Une vie privée non partagée et non numérique est désormais une forme de non-existence que la plupart des gens trouvent douloureuse et isolante. D'où la dépendance obsessionnelle aux médias sociaux et au "partage" de sa vie (soigneusement édité) en ligne.

Hélas, même le montage le plus soigné ne peut dissimuler vos véritables convictions qui seront révélées par le moindre détail : votre localisation, la marque des articles que vous portez, etc.

Dans une société amèrement divisée, vos convictions seront des crimes politiques pour un camp ou un autre. Toute tentative de "trouver un terrain d'entente" sera rejetée comme un stratagème intéressé, ou plus dangereusement, comme un programme caché des forces qui tentent de détruire le Parti.

Ceux qui font furieusement preuve de vertu pour maintenir leur droiture politique au sein du camp qu'ils ont choisi trouvent le sable mouvant sous leurs pieds. La plus extrême des vertus est récompensée jusqu'à ce qu'elle devienne une nouvelle menace, et alors ceux qui se sont égarés sans le savoir au-delà des lignes invisibles se retrouveront chassés pour des crimes politiques dont la définition change constamment.

La science a longtemps été politisée, bien sûr, mais aujourd'hui elle est hyperpolitisée car les enjeux ne cessent d'augmenter. Les revendications de neutralité sont nécessairement considérées comme de simples façades intelligentes destinées à masquer les véritables motifs de l'intérêt personnel et de la collusion.

Tout comme le temps est une flèche à sens unique, la politisation de tout est une voie à sens unique vers la dissolution et l'effondrement. Souhaiter que ce ne soit pas le cas n'en fait pas une réalité.

Arnaqué

Tim Watkins 26 septembre 2020

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is coming - will you be ready?



Comment dissimuler un chômage de masse à peu de frais pour l'État ? Un moyen est de créer un système d'enseignement supérieur géant pour maintenir des millions de jeunes hors du marché du travail ; et de le financer en utilisant la dette des étudiants.

Ce n'était peut-être pas l'intention des architectes du système universitaire contemporain, mais c'est la conséquence imprévue de la croyance folle selon laquelle il suffisait de produire plus de diplômés pour faire disparaître des millions d'emplois de niveau supérieur. Comme on pouvait s'y attendre, les emplois de diplômés ne se sont jamais concrétisés. Au lieu de cela, l'afflux de diplômés a simplement érodé la valeur des diplômes. Les formes d'emploi qui auraient été ouvertes à une personne titulaire d'un baccalauréat de premier ordre dans les années 1980 exigent maintenant au moins un diplôme de maîtrise. Entre-temps, la Grande-Bretagne compte certains des baristas et des hamburgers les plus qualifiés de la planète.

Les gagnants de cette combine à la Ponzi sont les cadres supérieurs des universités, qui se sont rapidement octroyés des salaires gonflés en échange de la conversion d'universités d'instituts d'apprentissage en exploitations immobilières commerciales de qualité inférieure. Parmi les perdants, il y avait les étudiants eux-mêmes. Jusqu'en 1989, les étudiants avaient payé leurs frais de scolarité, reçu une bourse pour couvrir leurs frais de subsistance et des allocations pour couvrir leurs frais de logement. En 1990, les bourses ont été supprimées et en 1998, les étudiants ont dû emprunter pour payer leurs frais de scolarité. Et malgré les promesses du gouvernement que ces frais n'augmenteraient pas, ils ont triplé en assez peu de temps.

Les autres perdants ont été les enseignants, qui sont devenus des éléments accessoires des modèles économiques des universités. Au lieu d'être jugés sur les performances de leurs étudiants, les enseignants sont évalués en fonction des subventions qu'ils peuvent obtenir pour leurs départements, ainsi que du nombre d'articles et de citations obtenus dans les revues universitaires (qui sont un élément clé du processus d'obtention de subventions). De manière moins évidente, étant donné que de nombreuses universités ont fait des raids sur les fonds de pension de leur personnel pour faire la transition vers le marché immobilier étudiant, il n'y a aucune chance que les membres du personnel qui prennent leur retraite reçoivent les avantages qui leur ont été promis lors de leur inscription.

Le système Ponzi était déjà en panne avant que le SRAS-CoV-2 ne fasse son apparition. Avec le passage au millénaire, le nombre d'étudiants a commencé à diminuer simplement en raison de la diminution de la population. En outre, de nombreux jeunes ont commencé à se demander si le fait de s'endetter massivement pour s'assurer une éducation qui ne leur permettait plus d'accéder à la table d'honneur valait la peine. Dans

l'ensemble, le même groupe étroit de cours dans les mêmes universités de haut niveau continue à représenter la plupart des emplois de diplômés bien rémunérés. Le reste - la majorité - n'est plus un ticket d'entrée automatique pour un emploi dans la classe des salariés aisés. Ainsi, de nombreux jeunes ont exploré des voies alternatives à un salaire décent, comme des métiers plus traditionnels tels que la plomberie et la menuiserie.

Puis le virus est arrivé. En 2020, la plupart des universités proposaient leurs cours en Extrême-Orient dans l'espoir d'attirer des étudiants d'outre-mer payant des droits d'inscription élevés. En effet, l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement britannique n'a pas fermé ses frontières assez tôt pour ralentir la propagation du virus, était la volonté de maintenir les universités ouvertes à ce marché. Selon l'Institut d'études fiscales (IFS), la perte de revenus des étudiants étrangers est d'environ 2,8 milliards de livres sterling et pourrait atteindre 4,3 milliards de livres sterling.

Ce n'est pas non plus la seule perte de revenus. De nombreuses universités dépendent de la location d'installations de conférence et de logements pour étudiants à des entreprises en dehors des périodes de cours. Mais avec la crise économique et les difficultés de la plupart des entreprises à se maintenir à flot, ces revenus ont dû être amortis en 2020. On ne peut pas non plus compter sur lui pour rebondir en 2021 si - comme cela semble probable - l'économie est plongée dans une profonde récession.

Selon l'IFS, les pertes totales des universités britanniques pourraient atteindre 19 milliards de livres sterling :

"En général, les établissements comptant une grande proportion d'étudiants étrangers et ceux qui ont des obligations importantes en matière de retraite sont les plus touchés. Il s'agit généralement d'établissements de haut niveau, ainsi que d'établissements de troisième cycle et d'institutions musicales et artistiques. Certaines des universités les moins sélectives, qui dépendent en grande partie des droits d'inscription nationaux, seront également durement touchées si les universités les mieux classées admettent davantage d'étudiants britanniques pour compenser le déficit de leurs inscriptions internationales..."

"Il est peu probable que les universités puissent récupérer une grande partie de ces pertes par des économies de coûts, à moins qu'elles ne licencient un nombre important de personnel..."

Cela se passait avant même que le gouvernement britannique ne parvienne à faire aux A-levels ce qu'il fait à son système de suivi et de traçabilité depuis mars. Davantage de places d'étudiants ont été créées ; et pour des raisons financières uniquement, il est devenu impératif de faire entrer les étudiants dans leurs résidences avant l'arrivée d'une deuxième vague de Covid-19. Mais, comme on pouvait s'y attendre, le fait même que des milliers d'étudiants se soient installés sur les campus universitaires en septembre a généré l'augmentation du nombre d'infections que le gouvernement prétend avoir voulu réprimer. Qui aurait pensé que des milliers de jeunes de 18 ans remplis de testostérone et d'œstrogènes ne parviendraient pas à maintenir une distance sociale pendant leur première semaine d'absence du domicile parental ?

Personne ne devrait être surpris (sauf peut-être notre incompetent secrétaire d'État à la santé) que la nouvelle série de "verrouillages locaux" se déroule principalement dans les districts universitaires. Et comme des agneaux à l'abattoir, ayant été spoliés de leur loyer, de nombreux étudiants sont enfermés dans leur résidence et reçoivent des cours à distance via Internet ; une situation qui pourrait se poursuivre jusqu'à Noël.

Ce n'est pas non plus la seule difficulté à laquelle est confronté le groupe d'étudiants de cette année. D'ordinaire, les étudiants travaillent pour couvrir une partie de leurs frais de subsistance. Et la plupart de ces emplois se trouvent dans le commerce de détail et l'hôtellerie où, avant 2020, il y aurait eu beaucoup d'emplois temporaires et à temps partiel. Cette année, cependant, beaucoup de ces emplois ont été entièrement supprimés

; et ceux qui restent seront généralement confiés à du personnel permanent plus expérimenté. Ainsi, les étudiants peuvent ajouter la pauvreté au malheur d'être enfermés dans leur cellule pendant toute la durée de leur séjour.

Il aurait dû être assez évident qu'un système universitaire conçu pour entasser les étudiants sur les chevrons afin de maximiser les revenus n'allait jamais créer l'environnement socialement distant nécessaire pour stopper la propagation du SRAS-CoV-2. Les résidences universitaires, par exemple, sont délibérément exclues des normes de construction normales précisément parce qu'elles entassent les étudiants comme des sardines. Il était donc raisonnable de permettre aux étudiants de rester chez eux et d'accéder aux cours en ligne dès le début. Après tout, l'enseignement en ligne, c'est là où nous avons fini de toute façon.

Mais pour un système universitaire au bord de la faillite, ne pas garantir ces revenus locatifs aurait été un désastre. En attendant, la dernière chose dont un gouvernement confronté à un chômage de masse dans les mois à venir a besoin est l'effondrement du secteur universitaire et l'ajout de milliers d'anciens étudiants aux statistiques du chômage. C'est pourquoi le gouvernement et les responsables des universités ont conspiré pour créer les circonstances épouvantables dans lesquelles se trouvent aujourd'hui des milliers d'étudiants.

La question est de savoir si cela suffira. Si les chiffres de l'IFS sont corrects, la pandémie ne fait qu'accélérer des tendances qui se manifestaient déjà :

"La question de savoir si les pertes liées à COVID exposent un établissement donné au risque d'insolvabilité dépend en grande partie de sa rentabilité et de sa position bilantaire avant la crise, plutôt que des pertes prévues par COVID-19. Les établissements dont les pertes prévues sont les plus élevées disposent tous d'une importante réserve financière et sont donc peu exposés au risque d'insolvabilité. Les institutions les plus risquées ont tendance à avoir des pertes prévues plus faibles, mais étaient déjà entrées dans la crise en mauvaise santé financière".

Si les universités font faillite dans les prochains mois, ce ne sera que le début d'une restructuration qui allait de toute façon se produire. Et ce n'est peut-être pas une si mauvaise chose. Si - et c'est malheureusement une grande IF - le gouvernement est prêt à prendre le taureau par les cornes, nous pouvons en finir avec le mythe selon lequel la création de diplômés est un moyen de créer des emplois de niveau supérieur. Cela n'a pas fonctionné pendant les années où la Grande-Bretagne était inondée par une monnaie basée sur la dette, et cela ne fonctionnera certainement pas dans une économie post-pandémique déprimée.

Une interview de Jean-Marc Jancovici dans l'Agefi de Genève en septembre 2020

Entretien réalisé par Matteo Ianni Interview parue dans l'Agefi de Genève le 23 septembre 2020



NB : le chapô n'est pas de moi, mais du journaliste qui a rédigé le texte initial. Par ailleurs j'ai reproduit le texte envoyé au journal (je n'ai pas vérifié la concordance exacte avec le texte publié).

Jean-Marc Jancovici était à Genève jeudi passé pour donner une conférence consacrée aux défis climatiques. Chose assez rare, banquiers, asset managers, investisseurs et autres acteurs financiers étaient face à lui. L'occasion pour l'ingénieur et consultant en écologie français d'alerter les acteurs du secteur sur le réchauffement climatique tout en prônant une économie libérée de la contrainte carbone. Entretien.

Vous êtes à Genève, l'une des places financières les plus importantes d'Europe. De manière générale, quels regards critiques portez-vous sur ses établissements bancaires en termes de comportement éthique ?

Globalement, le secteur financier est beaucoup plus avancé pour parler que pour agir. Vous savez, les gens qui gagnent le plus d'argent sur la question du changement climatique sont les organisateurs d'évènement pour dire que les financiers sont actifs. Aujourd'hui, la finance durable est sur toutes les lèvres. Mais il ne faut pas l'exercer à côté de la finance non durable. Ce qu'il faut, c'est rendre durable la totalité de la finance. Il ne faut pas dire « j'ai fait 3 greens bonds pour des éoliennes, et à côté de cela continuer d'investir dans Glencore ou Vitol ». Ça n'a pas de sens. Pour rendre la totalité de la finance compatible avec une trajectoire « 2°C », cela demande le déploiement de formations, d'instruments spécifiques et de budgets conséquents.

Credit Suisse a récemment été prise pour cibles par des collectifs citoyens à cause de ses financements des énergies fossiles. Même notre icône nationale, Roger Federer a dû se justifier d'avoir une banque polluante comme sponsor. Mais au-delà des acteurs privés, la Banque nationale suisse (BNS) est un grand supporteur des entreprises les plus polluantes de ce monde (plus de 94 milliards de dollars d'actions américaines, dont ExxonMobil et Chevron). La BNS prétend que ces investissements sont neutres car il s'agit de placements passifs. Que faut-il en penser ? la BNS met-elle littéralement de l'huile sur le feu en contribuant grandement au réchauffement climatique ?

Je ne crois pas que l'argent de la BNS ne serve à rien pour les entreprises concernées ! À priori, il sert aux acteurs dont elle achète les actions et obligations pour se financer. Donc, elle ne peut pas dire qu'elle ne joue pas de rôle dans cette histoire, ce n'est pas vrai, puisqu'elle assure le financement de leur activité. De plus, la BNS ne peut pas dire : « mes revenus sont indépendants de l'existence de ces acteurs » puisqu'une partie de l'argent qu'elle gagne vient des revenus assurés par les actions et obligations de ces acteurs-là.

Aujourd'hui, il faut faire pression sur la BNS pour l'inciter à l'action. Il faut qu'elle agisse. Mais pour agir, il lui faut un outil. Cela commence à se faire. On peut calculer par exemple, pour une banque, les émissions de CO2 dont dépend l'activité de celle-ci. Nous serions ravis si la BNS venait nous voir pour mettre en place cela.

En raison des mesures imposées à travers le monde pour ralentir l'épidémie de Covid-19, les émissions mondiales de CO2 responsables du dérèglement climatique devraient diminuer de 5 % en 2020. N'est-ce pas au final ce qu'il faudrait faire chaque année pour être dans la trajectoire de l'Accord de Paris sur le climat, selon lesquels les émissions mondiales doivent chuter de 3% à 7% par an d'ici à 2030 pour limiter à +2°C la hausse des températures ?

Pas tout à fait. Pour respecter les deux degrés, il faut que les émissions se mettent à baisser de 5% par an durant les trente ans qui viennent. C'est à peu près ce que nous aurons comme baisse des émissions en 2020 à la suite du ralentissement économique engendré par le confinement. Autrement dit, il nous faudrait un Covid supplémentaire tous les ans durant 30 ans pour que l'on respecte les objectifs de l'Accord de Paris. L'accident que nous vivons en ce moment donne une idée de l'effort qui nous attend.

Reste un problème de taille: le très vraisemblable effet rebond dans les prochains mois. Le redoutez-vous ?

L'effet de rebond sera réel mais sera limité, notamment dans le transport aérien international, parce que la baisse de la production de pétrole empêche qu'il soit total. Ce qu'il faudrait, c'est profiter de cet accident pour limiter l'effet de rebond et encaisser au moins les bénéfices de cette baisse d'émissions. Cependant, l'effet rebond est encouragé par tous les gouvernements. Par conséquent, ils se retrouvent devant une nouvelle contradiction : leur objectif économique de court terme, et leur ambition climatique de long terme.

Concrètement, selon votre raisonnement, entre CO2 et PIB, il faut choisir ?

Il faut abandonner l'idée que la décarbonation de l'économie peut aller de pair avec la course au gain de PIB qui donne le « là » de notre système économique. Abandonner cette théorie économique qui a diffusé une vision fautive dans laquelle [les ressources naturelles ont été considérées comme gratuites](#) – puisqu'il suffisait de se baisser pour les ramasser. Or, si ces ressources sont gratuites, [leur destruction n'a pas de coût non plus](#) : voilà comment le système de pensée économique se révèle incapable d'appréhender le changement en cours. Comme le proposait Boulding dès les années 60, il faut arrêter de se focaliser sur le PIB pour mesurer notre progrès, proposer des projets qui n'ont pas besoin de la croissance pour susciter l'enthousiasme, et s'appuyer, aux côtés des énergies renouvelables, notamment sur le nucléaire qui peut [amortir la décroissance et ses conséquences néfastes](#).

Vous dites que le rebond sera limité pour le secteur de l'aviation. Or, les gouvernements le soutiennent à coup de milliards. On parle aussi d'un domaine qui cherche à se verdir. A quand une industrie totalement décarbonée ? Concrètement, quel avenir pour secteur de l'aviation ?

Le transport aérien est né avec le pétrole et il mourra pour l'essentiel avec le pétrole. Il est très difficile de faire de l'aviation de masse sans carburant pétrolier. Le secteur aérien rêve de voler avec un apport massif de biocarburants, mais c'est hors de portée. Pour vous donner un ordre de grandeur, le secteur aérien représente 10% du pétrole consommé dans le monde. Si l'on transformait en carburant la totalité des céréales produites sur Terre, cela permettrait de fournir seulement l'équivalent d'un quart du pétrole consommé dans le monde. C'est évident qu'on ne va pas remplacer une fraction significative du pétrole par des agrocarburants.

Et l'électricité ?

Même problème d'ordre de grandeur : dans 1 litre de kérosène, il y a 10 kWh d'énergie thermique. Dans un kg de batterie lithium ion moderne, il y a entre 0,15 et 0,2 kWh. En clair, il faut 50 kilos de batterie, pour emporter la même quantité d'énergie que vous avez dans un litre de kérosène.

Pourtant, les gouvernements semblent croire à des alternatives. La France a par exemple annoncé un investissement de 7,2 milliards d'euros sur dix ans sur l'hydrogène pour faire baisser son bilan CO₂ et créer une filière industrielle, dont un avion à hydrogène d'ici à 2035.

L'avion à hydrogène existe déjà, c'est la fusée Ariane ! Pour moi, ce rêve d'un trafic conservé avec juste de l'hydrogène est une perte de temps. L'hydrogène n'est pas une énergie primaire. On n'en trouve pas dans la nature, c'est un vecteur comme l'électricité. L'hydrogène n'est qu'un moyen de conversion et de stockage d'une autre énergie. Nous savons en faire de grandes quantités avec du méthane (mais cela émet beaucoup de CO₂), pour deux grandes utilisations industrielles : la production d'ammoniac et la désulfuration des carburants.

Si on veut se servir de l'hydrogène comme vecteur, il faudrait le faire avec des énergies sans carbone, c'est-à-dire essentiellement des énergies électriques. Il faudrait multiplier par 30 le parc éolien français pour remplacer les carburants pétroliers par de l'hydrogène. Encore une fois, il y a un problème d'échelle.

Pour ce qui est de l'avion du futur, je doute qu'il soit à l'hydrogène. Pour stocker ce gaz, il faut beaucoup de place. Pour un long courrier, l'appareil ressemblerait à un gros réservoir volant, avec quelques sièges à bord, donc peu rentable pour les compagnies. En résumé, nous sommes dans des ordres de grandeur qui interdisent une aviation commerciale économiquement accessible.

Quel est votre avis sur la taxe sur les billets d'avion et sur les carburants ?

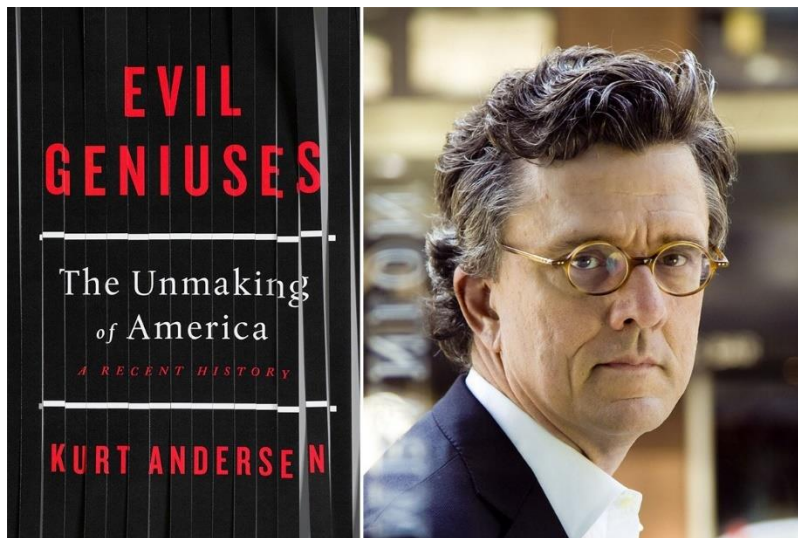
Il serait plus simple de [réguler les créneaux de décollage et d'atterrissage](#), et de moduler cela en fonction de la consommation des appareils.

Dans vos travaux, vous défendez l'idée que le pic pétrolier n'est pas une théorie, mais une réalité. Or, Goldman Sachs prévoit une hausse du prix du baril de pétrole à 65 dollars en 2021. Contestez-vous ces prévisions ?

Pour le pétrole, vous pouvez prévoir un prix, et vous pouvez prévoir une date, mais jamais les deux en même temps. Plus sérieusement, je n'ai aucune idée de ce que sera le prix du pétrole en 2021. Les prévisions passées ont très souvent été invalidées.

Kurt Andersen sur Trump & Covid-19 dans "Evil Geniuses" (en anglais)

Alice Friedemann Posté le 27 septembre 2020 par energyskeptic



Préface. Si vous voulez connaître toute l'histoire économique et politique qui nous a menés au parti d'extrême droite Trump and Republican, il n'y a pas de façon plus divertissante de le faire que le dernier livre de Kurt Anderson "Evil Geniuses". Mieux encore, son livre "Fantasyland" : How America Went Haywire" : A 500-Year History" est l'un des meilleurs livres que j'ai lus.

Ce livre contient des aperçus sur Trump, les soins de santé et le covid-19 que je n'ai pas vus ailleurs, comme par exemple comment Koch et d'autres milliardaires à l'origine du Tea Party ont utilisé les mêmes opérations sur l'astroturf pour créer un faux mouvement de personnes en colère qui refusaient de porter des masques, ce qui s'est transformé en millions de personnes réelles refusant de le faire et en dizaines de milliers de morts inutiles. Les milliardaires n'ont-ils pas assez d'argent ? Ne peuvent-ils pas simplement laisser les gens se protéger jusqu'à ce qu'un vaccin soit trouvé, et les aider à payer leur loyer et leurs salaires avec les milliards mal acquis obtenus en payant de faibles salaires au départ, plutôt que de partager les profits avec leurs travailleurs ? Qu'est-il arrivé à la noblesse oblige.

J'ai été frustrée qu'un si grand écrivain et un si grand livre soient entachés par un manque de sensibilisation à l'économie biophysique, à l'écologie ou aux limites de la croissance. Andersen aurait peut-être écrit un meilleur

livre s'il avait lu "Energy and the Wealth of Nations : understanding the biophysical economy", "Limits to Growth", "When trucks stop running : energy and the future of transportation", "Living within Limits", ou "Extracted" : Comment la quête de la richesse minérale pille la planète", et "Une nation sous Dieu : Comment les entreprises américaines ont inventé l'Amérique chrétienne".

Alice Friedemann www.energyskeptic.com auteur de "When Trucks Stop Running : L'énergie et l'avenir des transports", 2015, Springer, Barrières à la production de biocarburants à base d'algues, et "Crunch ! Whole Grain Artisan Chips and Crackers". Podcasts : Collapse Chronicles, Derrick Jensen, Practical Prepping, KunstlerCast 253, KunstlerCast278, Peak Prosperity , XX2 report

* * *

Kurt Andersen. 2020. Les génies maléfiques : The Unmaking of America : Une histoire récente. Random House.

C'est dommage que vos salaires n'aient pas augmenté depuis quarante ans, dit un argument courant de la droite et des riches concernant la condition économique de la majorité américaine, et que les pensions, les syndicats et des millions de bons emplois aient disparu, mais, hé, on ne vous a pas laissé manger du gâteau ? C'est-à-dire que, sérieusement, ils disent que l'inégalité des revenus n'est pas aussi grave qu'elle en a l'air parce que certaines choses, comme le lait et les œufs, sont en fait moins chères maintenant, et que les télévisions sont gigantesques et bon marché, et que toutes les autres choses dans les Walmarts et les magasins à un dollar sont si bon marché, grâce aux importations chinoises.

Et donc, même si nous pouvons encore acheter des cosmétiques et des jouets de mauvaise qualité et des calmars congelés à bas prix, nous payons maintenant définitivement plus cher que nous ne le devrions pour des choses plus essentielles. En raison de politiques gouvernementales moins strictes et plus favorables aux grandes entreprises, chaque élément du complexe médico-industriel américain est devenu beaucoup plus concentré au cours des années 1990 et 2000 - hôpitaux, compagnies d'assurance maladie, grands groupes de médecins - et les prix ont augmenté en raison du pouvoir de marché accru. **Selon une estimation prudente, depuis 1980, les changements de politique du gouvernement ont amené les Américains à dépenser 130 milliards de dollars supplémentaires chaque année pour les soins de santé. Par exemple, pourquoi les prix des médicaments sur ordonnance sont-ils systématiquement deux à trois fois plus élevés aux États-Unis que dans d'autres pays ? Une raison importante est que dans les années 1980 et par la suite, le Congrès et les responsables fédéraux de l'application des lois antitrust ont cédé le magasin aux sociétés pharmaceutiques en leur permettant de contrôler les brevets plus longtemps et de fixer des prix minimums.**

L'obéissance de la droite riche et de ses consiglieri à Trump au cours des quatre dernières années a exposé plus nue que jamais leur pacte - tout sur l'argent, tout pour l'argent - et les événements de 2020 ont poussé cela à un crescendo encore plus éhonté et grotesque. Au début du printemps, alors que COVID-19 n'avait tué que des dizaines d'Américains, Stuart Stevens, stratège pour quatre des cinq précédents candidats à la présidence du GOP mais désormais apostat féroce, a écrit que "ceux d'entre nous qui font partie du Parti républicain ont construit ce moment", car "les échecs de la réponse du gouvernement à la crise du coronavirus peuvent être directement attribués à certains des fantasmes toxiques désormais chers au Parti républicain....Le gouvernement est mauvais. Les experts de l'establishment sont surestimés ou ont tout simplement tort. La science est suspecte.

Il aurait également pu citer Croire en notre mythique passé parfait, Tous saluent les grandes entreprises, Les profits à court terme sont tout, L'inégalité n'est pas si mauvaise, Les soins de santé universels sont une tyrannie,

La liberté égale l'égoïsme, Les libéraux coopératifs, et Le droit à nos propres faits comme principes de fonctionnement du Parti républicain et de la droite. Au cours des six premiers mois de 2020, toutes ces maximes ont suscité les réactions (et la non-réponse) de l'administration Trump et de sa famille élargie de propagandistes et d'alliés et de singes volants.

L'exacerbation de presque toutes les crises par celles-ci était inévitable parce que chacune d'entre elles est sortie directement du livre de jeu de la droite de ces dernières décennies.

Le gouvernement est mauvais. Une administration républicaine particulièrement inadaptée et peu prête et vraiment peu désireuse de faire face à une telle crise nationale ? Des décennies avant que notre dernier président du show-business ne diffame l'ensemble de son exécutif en le qualifiant de "Deep State" subversif, le co-créateur du républicanisme tardif a annoncé en 1981, quelques minutes après être devenu notre premier président du show-business, que "dans la crise actuelle, le gouvernement n'est pas la solution à notre problème, le gouvernement est le problème", puis il a fait une blague pour avertir les Américains de considérer toute offre d'aide du gouvernement comme "terrifiante".

Croyez en notre mythique passé parfait. Dans les années 70 et 80, la droite a détourné et exploité la nostalgie pour arriver à ses fins, en vendant aux gens une restauration de l'Amérique d'antan avec des descriptions de livres d'histoires qui omettaient toutes les terribles parties du passé, y compris les épidémies que nous avons avant de construire un système de santé publique et avant que les gouvernements n'exigent des citoyens qu'ils obtiennent des vaccins financés par le gouvernement ; les paniques et les effondrements économiques que nous avons avant que le gouvernement n'intervienne pour aider les chômeurs ; les faux remèdes miracles que les charlatans nous ont vendus avant que le gouvernement ne les arrête.

Nous avons droit à nos propres faits. Cette désinformation systématique sur le coronavirus par Trump et la droite pendant le premier hiver pandémique n'aurait pas pu se produire sans la création, à la fin des années 80 (Rush Limbaugh) et dans les années 90 (Fox News), de grands médias de droite. Leur effacement continu des distinctions entre les faits et les opinions a toujours servi les objectifs de propagande du parti politique le plus dévoué à servir les intérêts des grandes entreprises et des investisseurs, et pendant les crises COVID-19 - réouvertes maintenant - ils ont tenté de servir directement ces intérêts.

Les profits à court terme sont tout ce qui compte. Pendant des années, des opérateurs financiers téméraires ont entraîné des entreprises saines dans des rachats d'entreprises par endettement et ont accumulé des dettes excessives, gagnant personnellement des milliards, mais les entreprises étaient faibles et à peine capables de survivre en temps normal. Puis, lorsque les choses se sont dégradées en 2020, les entreprises rachetées par endettement (comme J. Crew et Neiman Marcus) ont commencé à mourir encore plus vite que les autres : l'endettement excessif s'est avéré être une des principales conditions sous-jacentes, en même temps que les effets économiques de la pandémie.

La liberté est synonyme d'égoïsme. La droite a passé des décennies à faire du morveux un synonyme d'ultra-conservateur, en forgeant une politique de colère axée sur la haine des règles raisonnables qui réduisent les décès et les maladies inutiles : pas de contrôle des armes à feu ! pas de vaccinations obligatoires ! pas d'assurance maladie universelle ! Ainsi, au printemps 2020, des foules d'adultes enfants étaient bien sûr enthousiastes à l'idée de faire des crises de colère à la télévision sur le fait d'être puni par des adultes méchants. Tout en jouant au soldat en portant des fusils semi-automatiques en public.

L'inégalité n'est pas si grave. La nouvelle lumière éclatante de la pandémie a montré de façon éclatante les résultats du système que nous avons mis en place. Les risques pour la santé et les charges économiques sont

supportés de manière disproportionnée par les personnes qui se trouvent à la limite de l'autonomie financière, les Noirs et les gens de couleur, les personnes ayant des emplois mal payés qui ne peuvent pas être exercés depuis leur domicile. D'autre part, nous voyons plus clairement que jamais comment les dix premiers chanceux, ceux qui possèdent plus de 80 % de toutes les actions et autres richesses financières, vivent dans un univers économique alternatif.

Les soins de santé universels sont une tyrannie. Un système de santé déjà fracturé, injuste, inefficace, déroutant et anxiogène du fait de sa capture par un complexe médico-industriel à but lucratif ? Vérifiez. Et un système unique au monde pour avoir fait de ses soins exceptionnellement coûteux un bénéfice marginal de (certains) emplois particuliers - à un moment où des dizaines de millions d'emplois ont soudainement disparu ? Vérifiez.

Dix jours plus tard, début mars, une sous-commission de la Chambre a tenu une audition régulière sur le budget annuel du CDC, que l'administration essayait de réduire, comme elle avait essayé de le faire chaque année - des réductions importantes que l'organisation Koch, Americans for Prosperity, avait recommandées parce que, comme elle s'en était plainte en 2018, "le financement du CDC a déjà augmenté de manière significative au cours des quinze dernières années". Le directeur du CDC de Trump, Robert Redfield, un conservateur, a témoigné. Un membre du Congrès républicain de droite, qui comme Redfield est médecin, a utilisé son temps de parole pour expliquer pourquoi la lutte contre "ce genre de nouveaux virus" exige que le gouvernement continue à garantir des profits élevés à l'industrie pharmaceutique. "Sur le front des vaccins", a-t-il dit, des lois potentielles comme le projet de loi que la Chambre vient d'adopter pour permettre au gouvernement de négocier à la baisse les prix des médicaments de Medicare "détruiront l'innovation américaine" en matière de médecine. Il a demandé à M. Redfield de convenir avec lui que seul "le secteur privé" peut traiter correctement le COVID-19 et "ce genre de menaces pour la santé publique".

Mais M. Redfield a ensuite fait part au député de sa surprise et de sa déception de voir que les deux grandes sociétés américaines de tests médicaux n'avaient pas, à elles seules, "préparé plus tôt", à partir de la mi-janvier, les tests de masse pour le coronavirus. "Je m'attendais à ce que le secteur privé s'engage et contribue à son développement" et "s'engage pleinement il y a huit semaines" pour traiter correctement cette nouvelle maladie, a déclaré le directeur national du contrôle des maladies.

"Voici deux hommes qui se demandaient à voix haute", écrivait alors le journaliste Alex Pareene, "pourquoi la réalité n'avait pas été conforme à leur idéologie. Comme il est étrange que ces sociétés, dont la seule responsabilité est envers leurs actionnaires, n'aient pas réussi à compenser l'incompétence de cette administration.

Lundi 16 mars, lorsque la fermeture a vraiment commencé, la Hoover Institution, un organisme conservateur, a publié un article intitulé "Perspective sur les coronavirus" recommandant de ne pas restreindre l'économie parce que la pandémie n'allait tout simplement pas être un problème majeur de santé publique. "Aux États-Unis, les 67 décès actuels devraient atteindre environ 500" en tout, prévoyait l'article du think tank de Stanford, et dans un article de suivi rapide intitulé "Coronavirus Overreaction", le même auteur a complètement montré ses cartes idéologiques. "Les progressistes pensent qu'ils peuvent diriger la vie de chacun par le biais d'une planification centrale", a-t-il averti, alors ne les laissez pas faire pour lutter contre la propagation de cette maladie sans gravité.

L'écrivain n'était ni un professionnel de la santé ni un économiste, mais un avocat nommé Richard Epstein, un éminent économiste de droite des années 70 et 80, professeur de droit à l'Université de Chicago, VIP de la première Société fédéraliste, chercheur au Cato Institute, rédacteur en chef de la principale revue du mouvement

juridique et économique. Tout de suite, "les conservateurs proches de Trump et de nombreux fonctionnaires de l'administration [faisaient] circuler" les déclarations inexpérimentées d'Epstein, rapportait le Washington Post.

À peu près à ce moment-là, selon "un confident de Trump qui parle fréquemment au président" et qui a parlé de ces conversations à un journaliste du Financial Times, Jared Kushner disait à son beau-père "que tester trop de personnes ou commander trop de ventilateurs effraierait les marchés et que nous ne devrions donc pas le faire" (....). Ce conseil lui a été bien plus utile que ce que les scientifiques disaient.

Fin mars, Rush Limbaugh disait encore à ses 15 millions d'auditeurs de douter des médecins et des scientifiques de Deep State qui conseillent Trump. "Nous n'avons pas élu un président pour qu'il s'en remette à un groupe d'experts de la santé que nous ne connaissons pas,

"Et comment savoir s'ils sont même des experts en matière de santé ? Eh bien, ils portent des blouses blanches et ils travaillent depuis un certain temps, ils sont au CDC et au NIH..... Mais ce sont toutes sortes de choses que je me suis interrogé.

Lors de la dernière grande crise économique en 2009, les Koch ont utilisé leurs organisations FreedomWorks à Washington et Americans for Prosperity juste de l'autre côté du Potomac pour exploiter et amplifier l'anxiété et la confusion de la population dans les provinces. Depuis ces sièges, ils avaient produit les spectacles politiquement utiles de la colère des manifestants du Tea Party contre le gouvernement fédéral dirigé par les démocrates. En 2020, la pandémie a fourni une occasion de redémarrage - cette fois-ci pour les protestations contre les gouvernements des États et les gouvernements locaux, en particulier ceux dirigés par les démocrates, qui ne suivaient pas la ligne maximaliste sur la réouverture instantanée des affaires. Ils ont mobilisé leurs milices - Tea Partiers, gun nuts, antivaxxers, Trumpists - pour des manifestations dans tout le pays qui ont commencé le lundi de Pâques.

"Il y a un mouvement massif à droite en ce moment", a déclaré Stephen Moore, "qui croît de façon exponentielle. Les gens sont au point d'ébullition. Ils protestent contre l'injustice et la perte des libertés". Il a insisté, selon le Washington Post, sur le fait que "les protestations ont été spontanées et organisées au niveau local", tout en admettant que "son groupe leur a offert des conseils et un soutien juridique".

Alors pourquoi, selon les sondages, deux tiers des Américains étaient-ils favorables à la quasi-quarantaine nationale ? Parce que, selon ce conseiller présidentiel et futur gouverneur de la Fed, "le peuple américain est un mouton".

Les deux entreprises créées par Koch et Moore ont été rejointes par une organisation plus récente également consacrée à la promotion de l'économie de droite, la Convention des États, financée par Robert Mercer - milliardaire du fonds de couverture, investisseur des débuts de Breitbart News, le plus grand donateur de Trump pour 2016 - et supervisée par un cofondateur des Tea Party Patriots et (un jeu si long) un stratège de la campagne vice-présidentielle libertarienne de David Koch en 1980. Dans le Michigan, les manifestations ont été organisées et promues par des groupes républicains existants, dont l'un était lié à la famille milliardaire de droite DeVos, et dans l'Idaho par un groupe financé par un nouveau Coors, le fils du fondateur du contre-établissement, Joseph.

La mission de ces manifestations, comme l'a rapporté le Washington Post, était de "faire en sorte que l'opposition à l'ordre de rester chez soi - qui n'était en place dans la plupart des États que depuis quelques semaines ou moins - semble plus répandue que ne le suggèrent les sondages". Le terme "Astroturf" pour ce genre de manifestations est une abréviation impropre. Il s'agit plutôt de gazon en plaque : du vrai gazon mais

plus cher, produit et récolté de manière centralisée, puis déroulé par des professionnels sur commande pour avoir un aspect instantanément pittoresque. Il semblait évident, d'après les messages des médias sociaux de groupes nominalemt locaux dans tout le pays, que des points de discussion et un langage spécifique étaient émis depuis le siège.

La marque de protestation de FreedomWorks, Reopen America, est devenue le nom des protestations locales dans tout le pays - Reopen Wisconsin, Reopen Oregon, Reopen Nevada, Reopen Delaware, et bien d'autres. Leur calendrier national de manifestations en ligne stipulait que "ce ne sont pas des événements FreedomWorks, mais... si vous souhaitez planifier votre propre événement, cliquez ici pour notre guide de planification.

Les professionnels de droite de la rue K ont fourni des instructions sur les techniques de protestation photographique aux autorités provinciales, en veillant à "inclure autant que possible des infirmières, des travailleurs de la santé, etc.

Americans for Prosperity a organisé une session de formation en ligne pour les agitateurs potentiels sur la façon de répandre les mimes, qu'ils ont en fait appelé "Best at Going Viral".

Le président n'ayant pu organiser aucun de ses rassemblements MAGA pendant des semaines, puis des mois, les manifestations ont également servi d'événements ad hoc pour la réélection, permettant aux super enthousiastes de rester enthousiastes et de manifester leur amour pour le président à la télévision, où il pouvait le voir.

À la fin de la première semaine de manifestations en avril, le pays était encore en plein milieu des "30 jours pour ralentir la propagation" de son gouvernement, comme on appelait la deuxième phase, mais le président a dit merde, en quatre minutes un matin, il a posté des tweets pour faire revivre les sectes dans trois États escrocs : "LIBEREZ MINNESOTA !" et "LIBEREZ MICHIGAN !" et "LIBEREZ VIRGINIA, et sauvez votre grand 2e amendement. Il est assiégé !

Les tests sont quelque peu surestimés", a-t-il dit, "et cela va disparaître sans vaccin." En d'autres termes, a demandé un journaliste au président, les Américains devaient simplement accepter que la réouverture sans suffisamment de tests et de recherche de contacts causerait beaucoup plus de morts ? Oui. "J'appelle ces gens des guerriers, et j'appelle en fait maintenant... la nation, des guerriers. Vous devez être des guerriers", par lequel il voulait dire, bien sûr, être prêt à être tué par COVID-19, des soldats tombés pour le capitalisme américain. Mais à part cela, tout serait bientôt fantastique.

Pas d'avenir : Feuille de route pour les énergies renouvelables en Australie = Vers la ruine économique et le désespoir

26 septembre 2020 par stopthesethings



Amnésie politique : Le Premier ministre oublie la solution qui lui est proposée.

La calamité de l'Australie en matière de prix et d'approvisionnement en énergie a été entièrement auto-infligée ; la conséquence d'une obsession pour l'énergie éolienne et solaire fortement subventionnée et totalement peu fiable.

La récente annonce politique du Premier ministre Scott Morrison (appelée sa "feuille de route énergétique") revient à utiliser un pansement pour soigner une jambe coupée. Tout ce qui se présente comme une "réponse" à l'intermittence chaotique du vent et du soleil ne fait qu'aggraver la débâcle.

Il y a tellement de choses qui ne vont pas dans ce qui est proposé qu'il est difficile de savoir par où commencer.

C'est pourquoi, dans un effort pour couvrir le terrain, nous avons rassemblé quatre pièces, en commençant par ce cracker d'Alan Moran.

La déclaration sur les technologies à faibles émissions : une bombe (à hydrogène)

Alan Moran Spectator Australie 23 septembre 2020

Les idées lucides de Matt Canavan, publiées dans l'édition australienne de cette semaine, montrent à quel point les politiciens et les fonctionnaires comprennent mal l'industrie de l'électricité, où l'offre doit exactement égaler la demande et dans laquelle ils ont "alimenté de force" des énergies renouvelables intrinsèquement peu fiables et coûteuses. Cela a créé un Frankenstein rendu encore plus monstrueux par chaque bricolage supplémentaire.

La déclaration d'hier sur les technologies à faibles émissions et les annonces de la semaine dernière montrent que le gouvernement poursuit une nouvelle itération de sa tragique politique énergétique. Il enfonce l'industrie dans un bourbier de planification et de contrôle central conditionné par la réduction des émissions de dioxyde de carbone.

Angus Taylor définit maintenant la politique comme reposant sur cinq piliers : l'hydrogène propre, le stockage de l'énergie, l'acier et l'aluminium verts, le captage et le stockage du carbone et les projets de carbone dans le sol. Elle est soutenue par 1,9 milliard de dollars de nouveaux engagements de dépenses.

Tous ces piliers ne peuvent qu'exacerber la migration de l'industrie de l'électricité de l'énergie compétitive à faible coût qui a créé les niveaux de vie actuels. Le nouveau programme maintient l'ascendant des activistes climatiques bruyants et des chercheurs vénaux de subventions aux énergies renouvelables pour remplacer l'énergie fiable et bon marché.

Dans le cas de l'hydrogène comme carburant pour le 21^e siècle, Angus Taylor a engagé 70 millions de dollars la semaine dernière, en plus des 400 millions de dollars de dépenses précédentes. L'hydrogène a près de trois fois plus d'énergie que le gaz, mais l'astuce consiste à l'extraire à bon marché. Le ministre a fixé un objectif de prix de 2 dollars par kilogramme d'hydrogène ; or, cela équivaut à 16,68 dollars par gigajoule, soit plus de trois fois le prix actuel du gaz. Même avec les progrès technologiques (et en supposant qu'il n'y en ait pas avec le gaz), BloombergNEF prévoit que le coût de l'électricité produite à partir d'hydrogène sera encore le double de celui du gaz dans 30 ans.

Une percée inattendue pourrait se produire et l'AIE recense 319 projets de recherche sur l'hydrogène en cours dans le monde (dont huit en Australie). Mais il s'agit d'un coup de poker et non d'un coup de poker pour le gouvernement, qui était autrefois une épithète dérisoire, mais qui ne l'est apparemment plus.

Le deuxième pilier, le "stockage de l'énergie", fait référence aux batteries, à l'installation de stockage par pompage Snowy 2 et à la liaison de transmission Marinus, la "batterie de la nation" de Tasmanie. Tous ces éléments n'ont leur place que parce que l'alimentation forcée du système en énergies renouvelables crée un manque de fiabilité. Cette situation doit être combattue à un coût considérable - au moins 14 milliards de dollars pour les deux installations hydroélectriques. Dans un système qui est resté non politisé, comme prévu, aucun de ces coûts n'aurait sa place.

Le troisième pilier, l'acier vert et l'aluminium à un coût compétitif par rapport à leurs homologues à combustibles fossiles, est une chimère.

Le quatrième pilier est le captage et le stockage du carbone. Le Global Carbon Capture and Storage Institute a été financé par une subvention initiale de 315 millions de dollars de Kevin Rudd. Tony Abbott a essayé, sans succès, de récupérer le financement et il a depuis reçu des infusions de Malcolm Turnbull. Malgré son financement par le contribuable australien, l'institut ne publie pas ses comptes financiers. Le CSC est une priorité de dépenses dans le cadre de la nouvelle politique. La région est un trou noir qui offre au mieux un certain allègement des coûts que les politiques climatiques imposent.

Enfin, dans une initiative qui rappelle la "protection intégrale" du Country Party, nous avons une politique de séquestration du carbone dans le sol. Si l'objectif de 90 millions de tonnes était atteint au prix de 20 dollars la tonne fixé pour le CSC, cela représenterait un montant pratique de 1,8 milliard de dollars par an injecté dans le secteur agricole.

Le gouvernement lui-même prévoit de dépenser 18 milliards de dollars dans les technologies à faibles émissions au cours des dix prochaines années et considère que cela représente 3 à 5 fois plus d'"investissements" privés. M. Taylor ne semble pas se rendre compte que cela ne fait qu'aggraver les dépenses inutiles. L'initiative technologique représente une subordination de la politique énergétique à la politique climatique. Parmi les ambiguïtés créées, on peut citer :

- L'utilisation de l'électricité a évolué pour être à la demande, mais nous construisons des sources d'énergie intermittentes

- Le stockage de l'électricité est coûteux, mais nous construisons des sources d'énergie qui nécessitent un stockage
- Les réseaux sont la principale composante des factures d'électricité et sont à l'origine de la plupart des pannes, mais nous construisons des sources d'énergie qui dépendent de réseaux plus vastes et plus complexes
- Le photovoltaïque sur les toits réduit la dépendance au réseau, tandis que les parcs éoliens et solaires nécessitent un réseau plus grand et plus coûteux, mais nous construisons beaucoup plus de ces deux types de systèmes
- Les générateurs synchrones fournissent intrinsèquement des services auxiliaires - tels que l'inertie, la puissance réactive, le niveau de défaillance et la puissance apparente - mais nous construisons un système électrique fragile plus complexe où chacun de ces services auxiliaires est fourni par une pièce distincte du système
- Nous construisons un système électrique tellement interconnecté qu'une heure de vent faible en Australie du Sud (la plus petite partie la plus éloignée du réseau) crée une flambée des prix sur l'ensemble du réseau.

Il est ironique que le jour de la déclaration technologique, la désindustrialisation de la réduction de la compétitivité énergétique induite par la politique soit devenue encore plus évidente. La fonderie d'aluminium de Tomago en Nouvelle-Galles du Sud (qui représente 10 % de l'électricité de l'État) a annoncé que l'électricité beaucoup plus chère à laquelle elle est maintenant confrontée lui coûte plus cher que ses rivales à l'étranger. Une telle situation était inconcevable il y a 20 ans, avant que les politiques ne sapent notre approvisionnement en électricité bon marché. Tomago et Portland dans le Victoria, deux des joyaux de la couronne nationale, sont sacrifiés sur l'autel de l'irresponsabilité politique. Leur disparition - ainsi que celle de notre niveau de vie - est inévitable, à moins que nous ne fassions marche arrière et adoptions les sources d'énergie les moins chères.

Angus Taylor pense peut-être qu'en adoptant une version légèrement différenciée de l'orthodoxie de la gauche verte, il gagnera quelques partisans. Les précédents montrent que cela est peu probable. Offrir du Danegeld ne fonctionne jamais - cela ne fait que motiver les bénéficiaires à en chercher davantage.

Spectator Australia



En indiquant la voie à suivre pour l'emploi, la croissance et la prospérité.

Matraquer le cadavre de l'industrie électrique : la politique technologique du gouvernement

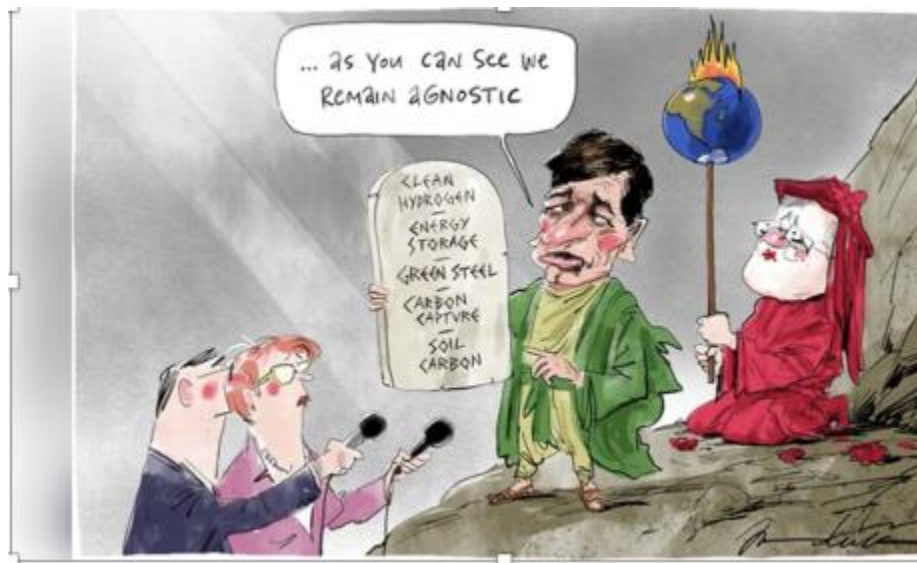
En plus du recul supplémentaire par rapport à une politique énergétique rationnelle que le gouvernement a annoncé la semaine dernière, le gouvernement a annoncé cette semaine la "première déclaration sur les technologies à faibles émissions", curieusement intitulée.

Cette déclaration signale de nouvelles interventions dans l'approvisionnement énergétique et ailleurs pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

J'ai une critique à faire sur les propositions politiques du Spectator, The low emissions technology statement : a (hydrogen) bomb. Pour l'essentiel, la déclaration prévoit un programme de soutien de 18 milliards de dollars sur dix ans :

- Le financement de la R&D et de l'énergie, dont le point culminant est le financement de la R&D sur l'hydrogène, dont l'objectif "extensible" est d'obtenir de l'hydrogène à 2 dollars par kilogramme afin de déplacer les combustibles fossiles ; même si cela était réalisable, cela coûterait plus de 16 dollars par gigajoule, soit trois fois le coût du gaz naturel qu'il est censé remplacer !
- Des mesures, coûtant au moins 15 milliards de dollars, pour atténuer les effets néfastes de l'instabilité et du coût élevé de l'énergie éolienne et solaire, qui représente aujourd'hui 15 % de l'approvisionnement, et dont aucune n'aurait été installée sans subventions ; les mesures comprennent la réduction du Milou en le convertissant en installation de stockage par pompage, la liaison avec la "batterie de la nation" de Tasmanie et les batteries actuelles.
- L'Australie est un leader mondial grâce aux largesses distribuées par Kevin Rudd et Malcolm Turnbull au secret Global Carbon Capture and Storage Institute.
- La perspective de subventions aux agriculteurs pour la séquestration du carbone dans le sol

Johannes Leak a brillamment résumé le message.



Le jour du lancement, le directeur de Tomago, l'une des trois grandes fonderies australiennes, a annoncé que la catastrophe politique créée par l'alimentation forcée en énergies renouvelables dans l'approvisionnement en électricité entraîne la défaillance de la fonderie. L'AGL a ensuite annoncé qu'elle ne participerait pas au renflouement d'une deuxième fonderie, celle de Portland, avec un prix réduit. Elle l'a fait en partie parce que Rod Sims, de l'ACCC, exigeait des fournisseurs d'électricité l'assurance que le prix ne serait pas compensé par une augmentation des tarifs pour les autres clients. Si seulement Sims et ses prédécesseurs avaient pris une telle mesure "de principe" avec les exigences en matière d'énergie renouvelable qui imposent maintenant un coût de 13 milliards de dollars par an à la nation.

La perte de ces fonderies est une conséquence inévitable du sabotage de l'industrie de l'électricité, autrefois peu coûteuse, par les gouvernements successifs, au niveau fédéral et au niveau des États. Leur fermeture confirmera que la nation préfère la désindustrialisation et la baisse du niveau de vie aux industries à forte intensité énergétique qui seraient parmi les plus compétitives du monde si une politique énergétique basée sur le marché était suivie.

Angus Taylor a fidèlement cité la déclaration de la déclaration selon laquelle ces politiques se traduiraient par 130 000 emplois supplémentaires. C'est un résultat absurde pour des politiques qui ajouteront des coûts considérables - un salarié a suggéré que les emplois supplémentaires seraient tous des drones de fonctionnaires.

Catalaxi files



Feuille de route pour l'énergie : 18 milliards de dollars gaspillés à se plier à la religion païenne du climat

Blog de Jo Nova

Jo Nova

24 septembre 2020

Le gouvernement Morrison a publié une nouvelle feuille de route pour les technologies à faibles émissions. La plus belle chose que l'on puisse dire, c'est qu'elle est meilleure que le plan Turnbull. Il ne réjouit pas la pieuvre multinationale des énergies renouvelables, il oriente un qango dans une direction moins dommageable, mais il n'est toujours pas assez courageux pour dire "non" aux brutes à faibles émissions de carbone.

18 milliards de dollars pour des technologies dont nous n'avons pas besoin

Le plan de la coalition est un investissement dans cinq technologies à faibles émissions que les investisseurs privés ont pour la plupart déjà examinées et n'aiment pas :

1. L'hydrogène produit à partir d'énergies renouvelables,
2. Les piles,
3. Acier et aluminium à faible émission,
4. le piégeage et le stockage du carbone, et
5. Ajouter du carbone au sol.

Comme les émissions ne modifient pas le temps de manière mesurable, personne dans le monde n'a "besoin" d'acier ou d'aluminium à faibles émissions. Cela ne résout aucun problème, si ce n'est celui de donner des passes sans culpabilité aux Ecoworriers pour les aider à se sentir mieux à l'achat d'une nouvelle voiture. Nous, les gens, investissons dans un empire de la mode dédié à un marché de niche, afin qu'ils puissent se vanter lors des dîners.

Sur les cinq technologies, le seul résultat utile est un sol plus riche. Les batteries sont pratiques, mais si nous brûlons du charbon pour produire de l'énergie, nous obtenons tout le stockage et la stabilité dont nous avons besoin et ce, à moitié prix. L'industrie des énergies renouvelables a besoin de batteries. Le peuple australien a besoin d'une électricité bon marché.

La feuille de route permet aux ministres de dire qu'ils réduisent le carbone plus rapidement que l'opposition. C'est un coup d'échec défensif fade pour un groupe de personnes qui se sentent constamment harangées pour réduire le carbone sacré. En effet, ces 18 milliards de dollars permettent aux ministres d'obtenir des réponses confortables pour repousser la pression des activistes hostiles. C'est une assurance coûteuse.

MISE À JOUR : Pour en savoir plus : Ces 18 milliards de dollars achètent un cône de protection contre la haine des médias.

Les électeurs n'ont jamais voté pour l'action climatique. Notre Premier ministre le sait sûrement maintenant. Ce qu'aucun premier ministre ne veut, c'est être la cible de la machine verte comme l'a été Tony Abbott. Gagner 90 sièges dans un raz-de-marée n'est pas attrayant pour un quelconque polonais s'il pense que le Green Blob va le forcer à quitter le pouvoir dans deux ans.

Comment appelle-t-on cet argent ? De l'extorsion ?

En tant que carburant, l'hydrogène présente de gros inconvénients

En ce qui concerne l'hydrogène, comme l'a dit David Archibald, les grandes civilisations sont bâties sur le gaz de charbon et les bombes nucléaires, et non sur l'hydrogène :

L'hydrogène a une faible densité énergétique, donc un grand réservoir à haute pression ne vous emmène pas loin. Il a une portée explosive dans l'air de 18 à 60 %. Il provoque la fragilisation de l'acier. Il y a actuellement un complot visant à ajouter de l'hydrogène au système de distribution de gaz naturel - qui pourrait alors commencer à fuir comme un tamis. Il a une flamme incolore, de sorte que les fuites qui ont pris feu ne peuvent pas être vues. A l'époque précédant les caméras infrarouges, les ouvriers d'une usine de carburant pour fusées au

Texas avaient l'habitude de détecter les fuites d'hydrogène en marchant avec un balai de paille devant eux. Lorsque le balai prenait feu, ils avaient trouvé la fuite.

À la poursuite de l'arc-en-ciel du captage et du stockage du carbone

En dépit d'un échec implacable et de lois physiques inquiétantes, le gouvernement espère utiliser le captage et le stockage du carbone pour bourrer un engrais précieux dans un trou dans le sol. S'ils réussissent, ce sera une perte nette pour la nation.

Comme je l'ai dit :

Avec le CSC, le plus difficile est de décider quel est l'obstacle le plus stupidement irréalisable. Une tonne de charbon solide génère près de trois tonnes de CO₂ sous forme de gaz expansé, gonflé et pelucheux. Il ne faut pas être un génie pour savoir qu'il ne rentrera pas dans le même trou. Et même si vous le faites descendre, il peut ne pas y rester. Le gaz doit être comprimé, ou réfrigéré (ou les deux). Les trous souterrains sont chauds. Il n'est pas surprenant que cela nécessite beaucoup d'énergie, de sorte que pour construire une centrale au charbon capable de "stocker CO₂", nous devons dépenser 60 % de plus, et ensuite jeter 40 % de l'électricité également.

Nous savons déjà comment se déroule cette expérience. L'UE a essayé le CSC et elle a dépensé 520 millions de livres sterling pour un projet de capture du carbone qui ne stocke pas de carbone. Le gouvernement britannique a gaspillé 168 millions de livres sterling pour des projets de capture du carbone qui ont été annulés. De même, les États-Unis ont jeté des millions et n'ont rien obtenu.

L'éolien et le solaire sont si compétitifs "qu'ils n'ont plus besoin de subventions".

Il y a des victoires mineures : La feuille de route tient l'industrie des énergies renouvelables à sa propre propagande. Elle est "mature" maintenant et n'a plus besoin de subventions. Le ministre Angus Taylor a donc réorienté la machine verte ARENA. Il s'agit de la QANGO sur les énergies renouvelables mise en place par Julia Gillard avec environ 3 milliards de dollars pour aider, encourager et commercialiser l'industrie des énergies renouvelables. Maintenant, elle va encore gaspiller de l'argent, mais pas pour l'éolien et le solaire. Elle aurait pu être supprimée.

Des opportunités manquées - gâcher de grands avantages électoraux

Le parti libéral (les conservateurs en Australie) joue toujours le rôle d'un mini parti travailliste-vert. Il y a toujours l'acceptation servile du fantasme selon lequel les émissions de dioxyde de carbone de l'homme contrôlent le temps de manière significative, ou que même si elles avaient un certain effet, cela valait la peine de dépenser dix cents pour obtenir un effet de refroidissement non mesurable en cent ans, même si les modèles échouent tous, que le réchauffement sauvera des vies, que le CO₂ nourrit les plantes, et que la Chine et l'Inde ne font rien.

Les libéraux ne peuvent pas se moquer du parti travailliste pour des fantasmes grandioses visant à arrêter les tempêtes alors qu'ils se positionnent comme étant simplement meilleurs dans ces mêmes fantasmes grandioses.

La nouvelle feuille de route fait écho à la stratégie de Tony Abbott qui consiste à trouver des moyens de réduire les émissions de carbone sans nourrir le crocodile. Abbott a mis en place un système d'enchères et a laissé le marché trouver la solution la moins chère (à 14 dollars la tonne), que Morrison conserve, mais ce dernier essaie également de choisir des gagnants. Le plan pourra sans aucun doute réduire les émissions de carbone à un coût inférieur à la taxe sur le carbone de 5 310 dollars par tonne imposée par le parti travailliste. Il sera également

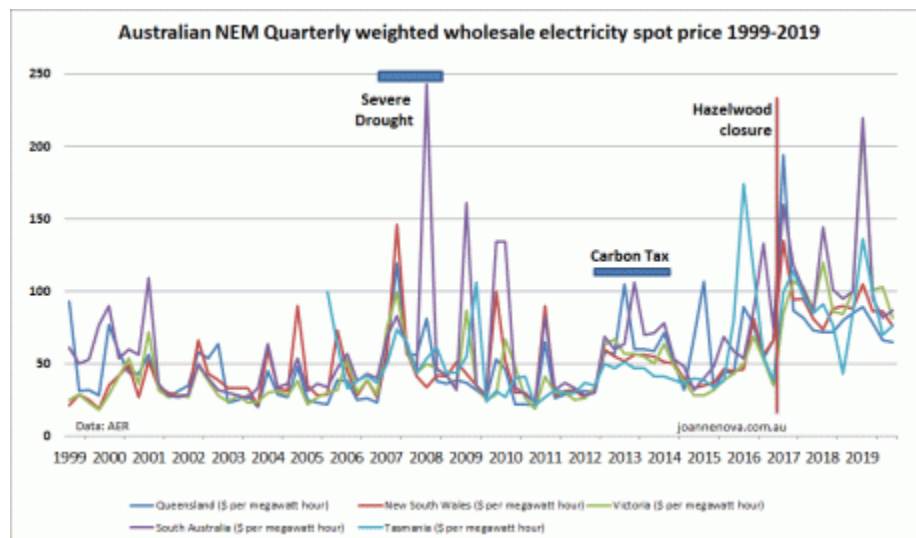
"plus efficace" que le plan des éoliennes et des panneaux solaires plaqués or, qui sont spectaculairement inutiles pour réduire les émissions de carbone. Mais aucun des Verts ne se soucie de cela de toute façon. Morrison sera toujours traité de négationniste du climat par les personnes qui utilisent l'insulte pour définir les politiques publiques, même si la coalition parviendra à une réduction des émissions de carbone plus inutile que le parti travailliste-vert.

C'est une feuille de route pour l'électricité chère

Si je ne me trompe pas, le gouvernement vise une électricité en gros qui ne coûte que 230 % de plus que celle vendue par la centrale au charbon de Hazelwood, vieille de 53 ans, lors de son dernier mois d'exploitation en 2017. Le nouvel "objectif ambitieux" (quoi que cela signifie) pour les batteries, est apparemment "compatible avec un prix moyen de l'électricité en gros inférieur à 70 dollars par MWh".

Le prix moyen pour la plupart des 20 dernières années était de 30 \$/MWh. Maintenant, il semble que cela va coûter une fortune de plus pour faire baisser les prix à deux fois ce que nous avons l'habitude de payer.

La nouvelle norme en matière de prix de l'électricité est bien plus élevée



Le prix de gros habituel de l'électricité était d'environ 30 \$/MWh de 1999 à 2015 | Source : AER

Le petit côté positif

Malcolm Turnbull n'aime pas ça. C'est ce qui se rapproche le plus d'une approbation retentissante de la feuille de route technologique que j'ai vu :

Malcolm Turnbull déclare que les plans énergétiques du gouvernement sont "fous" et "fantaisistes".

M. Turnbull a déclaré que la réticence de M. Morrison à s'engager sur l'objectif de 2050 était en contradiction avec l'accord de Paris, qui vise la neutralité climatique.

"L'idée que vous faites s'effondrer l'économie en réduisant vos émissions est juste une fois de plus, c'est l'idéologie qui prend la place de ce qui devrait être une politique environnementale et économique saine", a-t-il déclaré.

"Il y a une raison pour laquelle presque tous les pays développés du monde, à l'exception de l'Amérique de Donald Trump, adoptent une approche très différente".

L'ABC a laissé Turnbull s'en prendre gratuitement à Donald Trump et laisse entendre que l'Australie est en quelque sorte en retard en matière de réduction du carbone. Ils n'ont pas mentionné que les Australiens sont les superstars des énergies renouvelables qui ont installé plus d'énergies renouvelables par habitant que partout ailleurs dans le monde, et qui paient aussi les prix les plus élevés.

Les choses qu'ils ne mentionnent pas ont beaucoup plus d'importance que celles qu'ils font.

REFERENCE

Feuille de route pour l'investissement technologique : First Low Emissions Technology Statement 2020, gouvernement australien, ministère de l'industrie.

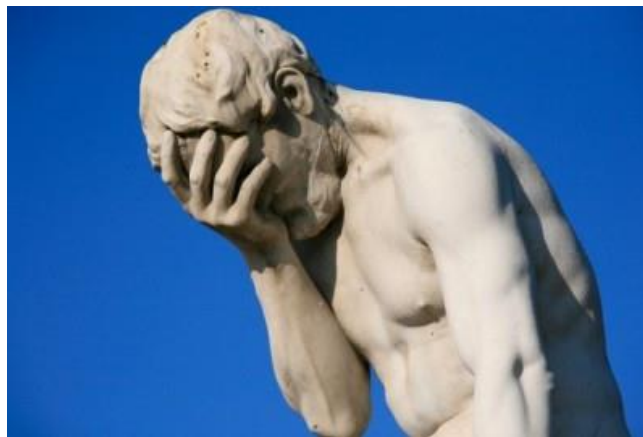
Rapport trimestriel de l'AEMO, 2019, T4.

Blog de Jo Nova



Crise énergétique ou stupidité ?

David Bidstrup [Catallaxy Files](#) 24 septembre 2020

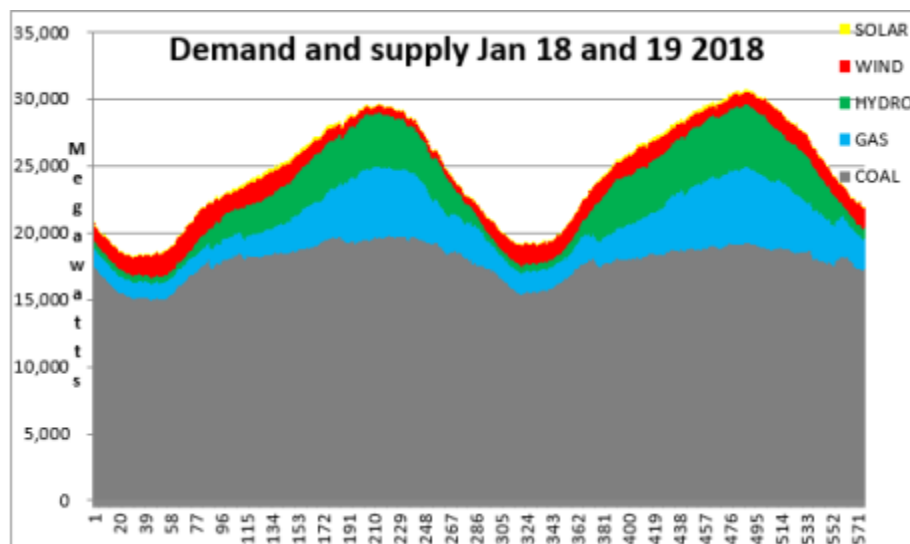


Maintenant que la Coalition a rejoint les chercheurs de fées, supprimant toute différence entre eux et l'idiot de Labor, j'ai réexaminé certains travaux effectués l'année dernière où j'ai examiné la répartition entre les

producteurs les 18 et 19 janvier 2018. Cet article examine ce qui aurait pu être, si la folie des "émissions" n'avait pas existé.

Les 18 et 19 janvier étaient deux "journées chaudes" et les prix de gros dans la bonne vieille SA atteignaient 14 500,00 \$ par MWh pendant la journée. Les données proviennent des fichiers "Aneroid" d'Andrew Miskelly et comprennent la puissance en MW de chaque générateur du système toutes les 5 minutes de la journée, de sorte que les graphiques ci-dessous comportent 576 intervalles sur l'axe X. Le 18 janvier commence au 1er, le 19 janvier se termine à 576.

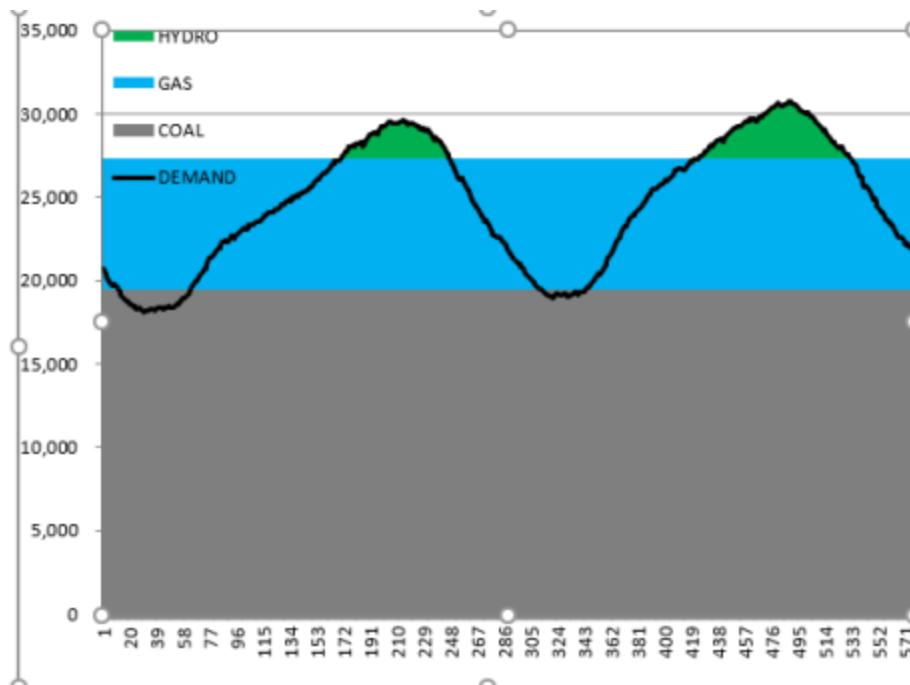
C'est un bon exemple de fonctionnement du réseau au maximum, ces jours-là ont été les plus demandés de toute l'année 2018. La courbe de demande est simplement la somme de toute la production car l'électricité est une marchandise instantanée. Ce qui est produit est utilisé immédiatement ; il ne peut pas se cacher dans le système en attendant que quelqu'un allume les lumières. Le premier graphique montre la situation telle qu'elle était.



Remarquez 2 pics. Le 18 janvier a atteint un pic de 29 945 MW à 16h20 et le 19 janvier un pic de 30 728 MW à 16h35. Pendant ces deux jours, le charbon a produit 72,5%, le gaz 12%, l'hydro 10%, l'éolien 5% et le solaire 0,5% de la consommation totale. La contribution du solaire est le jaune juste visible au-dessus du vent.

Sur les 2 jours, la CF pour le vent était de 20 % et pour le solaire de 4 %.

Le graphique suivant suggère comment les choses auraient pu être gérées si la santé mentale avait prévalu. Il n'y a pas de ligne de "demande" dans le graphique ci-dessus car la production des différents composants du générateur est égale à la demande.



Ce graphique montre des générateurs au charbon (24 316 MW de puissance installée) et au gaz (9 841 MW de puissance installée) fonctionnant avec un facteur de capacité de 0,8, les pointes étant remplies par l'hydroélectricité. Il est intéressant de noter que le charbon est parfaitement adapté pour assurer un approvisionnement constant sur la période et que le gaz serait augmenté ou réduit de zéro à sa pleine capacité selon les besoins. Les pics ne nécessitent l'utilisation que de 41% de la capacité totale installée de l'hydroélectricité, soit 8 355 MW.

L'"arrangement commercial" comprendrait un contrat ferme pour les producteurs de charbon pour leur production totale (à 0,8 CF), chaque jour de l'année. La composante gaz serait un paiement pour la mise à disposition des installations (capacité de 9 814 MW prête à l'emploi à un taux de 0,8 CF), et un paiement supplémentaire pour les MWh effectivement produits, et l'hydroélectricité serait traitée de la même manière.

Ce type d'arrangement permettrait aux exploitants de centrales d'avoir un "marché" stable et prévisible pour leur produit et si les contrats ont des échéances à long terme, la structure des prix devrait être stable et relativement bon marché. Cela permettrait de se débarrasser de la folle "tarification au comptant" que les responsables des ER utilisent pour arnaquer tout le monde.

Voilà un moyen simple, fiable et bon marché de maintenir la lumière allumée. Pas de conneries sur l'éolien et le solaire, ni de conneries sur le "stockage". Les gagnants sont les consommateurs et les perdants sont les parasites des énergies renouvelables.

Je dois avouer que je suis vieux et que je suis ingénieur, donc toutes les "nouvelles" choses me font bailler. Chaque fois que j'entends des politiciens nous dire comment ils vont nous "sauver", je pense à Bertrand Russel, qui a dit :

"Une des particularités du monde anglophone est son immense intérêt et sa croyance dans les partis politiques. Un pourcentage vraiment important d'anglophones croit vraiment que les maux dont ils souffrent seraient guéris si un certain parti politique était au pouvoir.....Un homme vote pour un parti et reste malheureux ; il en conclut que c'est l'autre parti qui doit amener le millénaire. Au moment où il est désenchanté de tous les partis,

il est un vieil homme au bord de la mort mais ses fils conservent les croyances de sa jeunesse et la balançoire continue".

[Catallaxy Files](#)

Les conséquences involontaires du désinvestissement des combustibles fossiles

Par Cyril Widdershoven - 27 septembre 2020, OilPrice.com



La stabilité du marché mondial du pétrole est menacée. L'impact de COVID-19 et la destruction de la demande qui en résulte ont mis un nombre toujours croissant de producteurs de pétrole et de gaz sur la voie de la faillite. À l'heure actuelle, la liste des producteurs américains de pétrole et de gaz de schiste qui déposent une demande au titre du chapitre 11 s'allonge de jour en jour, tandis que les services pétroliers mondiaux et les sociétés de forage en mer se battent pour survivre. En fin de compte, cette situation très difficile est due à la demande et aux prix du pétrole et du gaz, ce qui explique pourquoi une certaine stabilité est revenue avec le retour des prix du pétrole autour de 40 dollars. Mais il existe une autre variable, au-delà de l'offre et de la demande, qui menace maintenant de réintroduire l'instabilité sur les marchés. Le désinvestissement des combustibles fossiles, soutenu par les gouvernements internationaux, les institutions financières internationales et les investisseurs, menace maintenant de pousser les compagnies pétrolières et gazières dans l'abîme. Ces dernières semaines, un groupe de 12 grandes villes de l'UE, des États-Unis et d'Afrique se sont engagées à se défaire du charbon, du pétrole et du gaz. Ces villes abritent plus de 36 millions d'habitants et détiennent plus de 295 milliards de dollars d'actifs. Sous la houlette de Londres et de New York, elles ont décidé de se défaire des actifs liés aux combustibles fossiles qu'elles contrôlent directement et ont demandé aux fonds de pension qui gèrent leur argent de faire de même. Les autres villes qui se joignent à la déclaration de désinvestissement sont Berlin, Bristol, Le Cap, Durban, Los Angeles, Milan, La Nouvelle-Orléans, Oslo, Pittsburgh et Vancouver.

Les investisseurs activistes, en accord avec l'assaut médiatique occidental croissant sur la production et l'utilisation des hydrocarbures, mettent non seulement en danger l'avenir des producteurs internationaux de pétrole et de gaz, mais suppriment de plus en plus l'équilibre nécessaire entre les producteurs indépendants (privés) de pétrole et de gaz et les compagnies pétrolières nationales. Pendant des décennies, la production mondiale de pétrole et de gaz s'est appuyée sur plusieurs structures classiques, dont la Texas Railroad Commission, Seven Sisters et l'OPEP. Ces structures ont contribué à stabiliser et à structurer le marché au profit à la fois des producteurs, des actionnaires et des consommateurs. L'équilibre des pouvoirs entre les Seven Sisters (qui, dans sa forme moderne, se compose de Shell, BP, ExxonMobil et Chevron) et les producteurs de l'OPEP a permis de réguler le marché du pétrole, qui représente entre 1 700 et 1 800 milliards de dollars, en

période de crise financière, de guerres régionales et d'événements liés au cygne noir. Cette coopération nécessaire ou cet équilibre des pouvoirs est aujourd'hui mis à mal par les investisseurs et les hommes politiques, ce qui menace non seulement l'approvisionnement en énergie et en produits pétroliers des marchés mondiaux, mais diminue également l'influence des pays consommateurs sur les producteurs, comme l'OPEP.

Un nombre croissant de géants financiers internationaux, tels que le gestionnaire d'actifs néerlandais Robeco, s'est engagé à exclure de tous ses fonds communs de placement les investissements dans le charbon thermique, les sables bitumineux et le forage dans l'Arctique. Le fonds néerlandais a déclaré cette semaine qu'il exclura les sociétés qui tirent 25 % ou plus de leurs revenus du charbon thermique ou des sables bitumineux, ou 10 % ou plus du forage arctique. Le gestionnaire d'actifs néerlandais, qui détient environ 155 milliards d'euros (181 milliards de dollars), a déjà exclu les investissements dans le charbon thermique de ses fonds durables.

"Notre décision d'exclure de nos fonds les investissements dans les combustibles fossiles est une nouvelle étape dans nos efforts pour réduire l'empreinte carbone de nos investissements, en passant à une économie à faible intensité de carbone", a déclaré Victor Verberk, directeur des investissements à revenu fixe et du développement durable de Robeco. L'initiative de Robeco fait suite à une liste croissante d'assureurs et de gestionnaires d'actifs européens qui ont réduit leurs investissements dans les combustibles fossiles, dont l'assureur néerlandais Aegon. Robeco a déclaré qu'il achèverait l'exclusion des entreprises spécialisées dans les combustibles fossiles d'ici la fin de l'année. Les assureurs, les gestionnaires d'actifs et les fonds de pension européens ne sont pas les seuls. De récents rapports indiquent que les investisseurs mondiaux ont déjà exclu 5 400 milliards de dollars des combustibles fossiles.

Le principal moteur de cet engouement pour les désinvestissements est la détermination à supprimer les émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine afin de lutter contre le changement climatique. Des rapports indiquent que 80 % de toutes les émissions mondiales proviennent des combustibles fossiles. Pour atteindre les objectifs fixés par les gouvernements, les émissions doivent être réduites de deux tiers ou la production de combustibles fossiles doit être réduite de 1 % par an jusqu'en 2050. La production de combustibles fossiles a connu une croissance de 2 % par an au cours des 30 dernières années. Aux yeux de la plupart des investisseurs et des militants/gouvernements, le désinvestissement dans les entreprises de combustibles fossiles sera un grand pas en avant. Certains investisseurs font valoir qu'il est économiquement judicieux de désinvestir en s'appuyant sur l'argument des actifs immobilisés avancé dans un important rapport de la Banque d'Angleterre. Les banques, les fonds d'investissement et les fonds de pension s'inquiètent du fait que la valeur intrinsèque des actifs liés aux combustibles fossiles est bien inférieure aux évaluations actuelles du marché.

Le problème avec cet argument est que les risques ne sont pas pris en compte par la plupart des investisseurs et des hommes politiques. Même si la valeur totale des producteurs d'hydrocarbures en bourse a diminué, l'impact du désinvestissement sur la répartition des actifs et les rendements sera immense. Les producteurs de combustibles fossiles représentent environ 6 % du marché boursier mondial et plus de 12 % du marché britannique. Comme certains l'ont déjà indiqué, l'exclusion d'un secteur entier a des répercussions sur la répartition des actifs, ce qui entraîne un risque de référence accru (par rapport au marché) et une volatilité potentiellement plus importante. Les recherches de la banque d'investissement Schroders montrent qu'à long terme, l'impact des exclusions sur le rendement des investissements est minime. Toutefois, elle peut accroître la volatilité à court terme.

Les investisseurs quittent le marché, les cours des actions chutent, les stratégies des entreprises changent et la production est en danger. Ces dernières semaines, les déclarations de BP et de Shell selon lesquelles ils veulent déplacer une partie de leurs investissements du pétrole et du gaz en amont vers le vert ont suscité de

nombreuses réactions positives de la part des médias, mais ces annonces devraient vraiment donner aux observateurs des raisons de s'inquiéter. Le passage au vert met en danger la stabilité du marché. Les évaluations des principales réévaluations d'actifs effectuées par les compagnies pétrolières privées au cours des derniers mois doivent être prises avec un grain de sel. Même si les plus grandes compagnies pétrolières du monde devaient réduire la valeur des réserves et des projets en cours en 2020, comme le grand groupe français Total qui a déprécié environ 7 milliards de dollars d'actifs dans les sables bitumineux canadiens, ou les 4,7 milliards de dollars de Shell qui ont été touchés au deuxième trimestre concernant des actifs en Amérique du Nord, au Brésil et en Europe et un projet au Nigeria, la valeur réelle est une valeur comptable. En période de crise et d'incertitude, il est toujours intéressant de prendre des dépréciations. Même Exxon Mobil a averti en août que la faiblesse des prix de l'énergie pourrait anéantir jusqu'à un cinquième de ses réserves de pétrole et de gaz naturel. Non seulement les actionnaires ressentent la douleur de la baisse des revenus et des dividendes dans des moments comme celui-ci, mais les projets d'hydrocarbures deviennent non rentables. En supprimant les projets d'investissement dans les hydrocarbures de plusieurs milliards de dollars dans le monde entier, l'offre sera durement touchée dans les années à venir, alors que la demande continuera de croître. Les projets d'énergies renouvelables ne peuvent que contrer la demande croissante d'énergie, et non de produits. Il est inquiétant de constater que les compagnies pétrolières internationales, telles que Shell ou BP, non seulement cèdent une partie de leurs réserves et projets pétroliers et gaziers mondiaux, mais arrêtent également l'exploration de nouvelles réserves. Si les marchés du pétrole et du gaz sont encore plus déstabilisés, il reviendra aux CNO de sauver le marché. Les analystes de l'énergie propre semblent ne pas avoir compris que les actifs bloqués des CIO sont des actifs mûrs pour d'autres. Les marges de profit, les dividendes et les actionnaires militants ne sont pas un problème pour Aramco, ADNOC, NNPC, Gazprom ou CNOOC. Avec la baisse de l'offre dans les années à venir, et le retour probable de la demande, les prix vont augmenter et les marges vont s'accroître. La liste croissante des actifs dits "échoués" redeviendra ainsi commercialement attrayante. Mais cette fois, ils tomberont probablement entre les mains des CNO plutôt que des CIO.

L'avenir des CIO et des indépendants ne semble pas très prometteur. Le manque d'accès aux marchés financiers et la volonté politico-sociétale de bloquer les projets d'hydrocarbures font que certaines des plus grandes sociétés pétrolières du monde ressemblent à des fonds de pension ou même à des entreprises de construction de cimetière. L'avenir des CNO, en particulier des partis de l'OPEP+, est cependant prometteur. Sans actionnaires militants dont il faut se soucier, sans accès facile aux marchés financiers et aux fonds souverains, les CNO ne sont pas seulement capables de récolter les fruits de l'assaut actuel, ils sont aussi désireux. Pour les CNO, il n'y a pas d'actifs immobilisés, chaque goutte de ressource peut être et sera produite et utilisée, car elle fait partie de leur identité nationale. Pour les consommateurs occidentaux et asiatiques, cependant, cela signifie que leurs politiciens et leurs entreprises devront faire face aux nouvelles puissances des hydrocarbures. Il est facile de traiter avec Shell ou BP au niveau des gouvernements européens. Traiter avec un CNO, soutenu par son gouvernement national respectif, est une question bien plus complexe. Réglementer le marché à l'avenir sera un véritable casse-tête pour les consommateurs.

[Blague du jour :]

La Belgique s'engage à arrêter le déclin de la nature d'ici

2030

Belga 28 septembre 2020



La Belgique s'engage à arrêter le déclin de la nature d'ici 2030 - © Santiago Urquijo

Plus de 45 chefs d'État et de gouvernement, dont la Première ministre Sophie Wilmès, ainsi que la présidente de la Commission européenne, ont approuvé la promesse *"Leaders Pledge for Nature"*, via laquelle ils s'engagent à prendre des mesures décisives pour arrêter le déclin de la biodiversité d'ici 2030, a indiqué lundi le WWF. Elle sera officiellement lancée lundi au sommet des Nations unies sur la biodiversité, lors de l'événement *"Leaders for Nature and People"*.

La réduction de la pollution terrestre, atmosphérique et océanique ou encore la transition vers des modes de production, de consommation et des systèmes alimentaires durables font partie des engagements importants de *"Leaders Pledge for Nature"*. *"Le WWF est heureux que la Belgique co-signe cette promesse. Nous attendons que le prochain gouvernement fédéral fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires au niveau belge afin d'arrêter la perte de la nature et réduire de moitié l'impact de notre production et de notre consommation"*, affirme Sofie Luyten, directrice du département politique du WWF-Belgique.

"L'engagement des dirigeants en faveur de la nature marque un moment clé", estime le WWF, qui avertit que *"la nature se détériore à un rythme sans précédent dans l'histoire de l'humanité"*.

L'ONG appelle les signataires à conserver cette ambition lors des négociations internationales sur la biodiversité et le climat prévues en 2021. *"La perte de la nature et de la biodiversité est si importante qu'elle menace gravement notre santé, notre économie et nos moyens de subsistance. Les pandémies, les incendies de forêt, la dégradation de la faune et le changement climatique sont autant de symptômes de notre relation dangereusement déséquilibrée avec le monde naturel. Nous ne pouvons plus les ignorer et nous devons agir avec détermination"*, martèle Marco Lambertini, directeur général du WWF-International.

Croire au progrès, un vrai obscurantisme

Michel Sourrouille 27 septembre 2020 / Par biosphere

Emmanuel Macron veut faire passer en force le passage à la 5G. Au lieu d'argumenter, il ironise sur ceux qui préféreraient « *le modèle Amish* » et le « *retour à la lampe à huile* » au modèle français incarné par « *les Lumières* » et « *l'innovation* ». Mais son « haro sur les écolos » révèle une crainte devant l'émergence d'une alternative à la société thermo-industrielle et à son croissancisme effréné. Loin d'être totalitaire, **l'écologie politique est totalisante**, elle repense la totalité de l'existence, mettant en évidence nos multiples interdépendances avec le vivant, avec les écosystèmes, avec la planète. Nous sommes Terriens bien avant d'être des humains. L'écologie devient la religion du XXI^e siècle, une religion ancrée dans le réel biophysique et non une croyance en un dieu abstrait et invisible, une religion éclairée par l'écologie scientifique qui ne repose pas sur des arguments d'autorité, une religion qui relie et qui rassemble au sens profond du mot « religion ». L'écologie est une alternative au récit bien plus productiviste que progressiste qui a structuré aussi bien le libéralisme que le socialisme. Emmanuel Macron reproche à certains écologistes d'être obscurantistes, anti-

Lumières et de prôner un retour en arrière. *Mais la religion du progrès s'est transformée en croyance aveugle, tout ce qu'on peut faire techniquement doit être réalisé, peu importe les conséquences. Toute hésitation sur une avancée technologique relèverait d'une tentation nostalgique, toute interrogation sur une technique est vue comme une régression de Khmers verts et autres ayatollahs de l'écologie.*

Or qu'est-ce que les Lumières, sinon la définition qu'en donnait Emmanuel Kant en 1784 : « *Ose savoir !* » Questionner la pertinence d'une technique, c'est s'inscrire dans l'héritage des Lumières qui prônaient un usage de la raison critique. Les politiciens, toujours en retard d'une guerre à l'image de Macron, montrent leur vrai visage d'[obscurantistes patentés](#) : « *On ne pourra pas avoir de transition écologique ni rester compétitif sans utiliser les technologies et notamment les objets connectés qui s'appuient sur la 5G* » (Laure de La Raudière, Agir ensemble) ; « *On ne met pas assez dans la balance ce que la 5G va représenter en termes d'économies au-delà de l'amélioration des services* » (Eric Bothorel, LRM). Les obscurantistes vont de l'avant, les premières enchères pour l'attribution des fréquences 5G débutent dès le 29 septembre avant toute analyse sérieuse avantage/coût de cette technologie.

Au sens des technophiles, si vous n'allez pas tout droit, vous ne pouvez que « *revenir en arrière* », ce qui veut dire à leur avis « régresser ». Que cet argument soit encore considéré comme imparable, au moment même où le monde brûle parce que le « train du progrès » nous a menés au désastre, a quelque chose de désespérant. Le président Macron et ses sbires feraient bien de se renseigner un peu sur « *le modèle amish* » qu'on a cru bon de ridiculiser, car lui au moins a l'avantage de faire discuter la communauté concernée sur l'ajout ou non de telle ou telle innovation. L'écologie, c'est la méfiance informée à propos de décisions politiques ou techno-économiques prétendument irréversibles. Faudrait-il cesser de vouloir apprendre ? Faudrait-il s'aveugler volontairement ? Tout se passe comme si les tenants du cliché progressiste ne voyaient derrière eux que le vide et devant eux qu'un mirage. Et c'est vrai qu'ils ont fait le vide en pillant la planète. Comme l'exprimait Jacques Chirac devant l'assemblée plénière du IV^e Sommet de la Terre le 2 septembre 2002 à Johannesburg, « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs ». Comment ignorer les faits au moment même de l'année la plus chaude jamais enregistrée à cause d'un réchauffement climatique provoqué par les techniques humaines. A force de continuer comme si le train du progrès n'avait qu'une seule voie, comme l'exprime Bruno Latour, ces gens-là vont finir par nous faire vivre pour de vrai dans des caves éclairées à la bougie... c'est alors que nous regretterons « *le modèle amish* » autant que « *la lampe à huile* ».

Principe d'innovation / principe de précaution

Michel Sourrouille 26 septembre 2020 / Par [biosphere](#)

Dans le livre « [Les Gardiens de la raison](#) », on explore les nouvelles stratégies des firmes pour instrumentaliser le savoir. L'usage de l'autorité scientifique est vital au maintien de pans entiers de l'industrie : c'est donc la possibilité même de la diffusion de la vérité scientifique auprès du plus grand nombre qui se trouve attaquée. Les années 2000 ont été vouées au lobbying des « marchands de doute » et de leurs études sponsorisées dissimulant les dangers de leurs activités. Aujourd'hui les arguments de l'industrie se dissimulent sous les atours de la science comme recherche du bien commun. Critiquer les pesticides, les biotechnologies ou le nucléaire, c'est être « contre la science », c'est verser dans l'« obscurantisme ». L'idéal de vérité est perverti. Des associations « à but non lucratif », en fait financées par l'industrie, mettent en selle des citoyens « ordinaires » qui demandent à leurs députés de prendre leurs décisions politiques sur la base de preuves scientifiques. Référencé comme journaliste, « biosphere » a reçu une illustration parfaite des propos de ce livre sur le thème « Pour le bien commun, vive la 5G » :

La 5G est en marche, la « Révolution du Soigner » avec la Télémédecine c'est maintenant ! Si la 5G succède à la 4G, nous aurons une couverture optimale sur l'ensemble du territoire, un débit plus important, une rapidité d'exécution, et la possibilité d'échanger un plus grand nombre de données sans engorgement du réseau... Ce serait une erreur historique de ne pas considérer et inclure la Télémédecine dans cette avancée majeure... La

Télémédecine se doit de prendre part au projet de la 5G avec autant d'audace que de prudence (Communiqué de Presse de l'« [Institut de France – Académie de Télémédecine et eSanté](#) <communiqu@pressonly.info>)

Les politiciens au pouvoir en France soutiennent cette tendance technophile, il faut dit Macron ne pas en rester à la lampe à huile. Le gouvernement veut mettre en place un centre officiel fournisseur de matière scientifique prête-à-l'emploi pour les journalistes. Si nous n'avons pas encore atteint le stade orwellien d'un ministère unifié de la Vérité, voilà déjà les brigades du Vrai qui entrent en action. Le [projet de loi de programmation de la recherche \(LPR\)](#) pour les années 2021 à 2030, présenté lundi 21 septembre 2020 à l'Assemblée nationale, prévoit la création d'une « Maison de la science et des médias ». A l'instar de Science Media Centres (SMC) au Royaume-Uni, cet organisme aurait pour vocation de « *permettre la mise en contact rapide entre journalistes et chercheurs, favoriser l'accès des citoyens à une information scientifique fiable, et accroître l'apport d'éclairages scientifiques dans les débats publics sur les grands sujets actuels... A l'heure où la société française est traversée par des courants d'irrationalité et de doutes sur les progrès et les connaissances, le gouvernement fait le choix d'inverser résolument la tendance* », expose le projet de loi. Et ce, afin de « *replacer la science et la rationalité scientifique au cœur du pacte social et du développement économique du pays* ».

Aucun des trois [groupes de travail](#) ayant nourri le projet de loi ne suggère la création d'un SMC « à la française ». Ce n'est que le fruit d'une volonté du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ! Sollicité, le cabinet de la ministre n'a pas répondu aux questions du MONDE. En fait il s'agit d'une action concertée par les lobbyistes du complexe thermo-industriel pour soutenir le « [principe d'innovation](#) » contre le principe de précaution.

232 000 avortements en France, insuffisant ?

Michel Sourrouille 28 septembre 2020 / Par [biosphere](#)

Plus de [232 000 interruptions volontaires de grossesse](#) (IVG) ont été pratiquées en France en 2019, soit environ une pour trois naissances. C'est le plus haut niveau constaté depuis trente ans. Depuis l'autorisation des IVG par voie médicamenteuse en 2001, le nombre d'avortements chirurgicaux est en baisse constante. En 2019, 70 % des IVG ont été pratiquées de façon médicamenteuse, contre 30 % en 2001. *Par ailleurs, près d'une IVG sur cinq est réalisée entre la 10e et la 12e semaine de grossesse, délai légal maximal.*

Les pays nordiques connaissent un taux faible d'IVG grâce à une information généralisée à la sexualité. Au contraire dans les pays Anglo-Saxons la sexualité n'est jamais évoquée et les taux de grossesse chez les mineures sont les plus élevés du monde occidental. En France, la sexualité comme la contraception sont des sujets dont on parle peu en famille, et avec gêne dans le cadre scolaire. Les jeunes filles ont les mêmes craintes, les mêmes problèmes qu'il y a des décennies, mais amplifiés par Internet et la pornographie. Il est vrai aussi que les mentalités sont profondément natalistes, empêchant de manière pernicieuse le contrôle personnel de sa fécondité. [Malthus](#) devrait être un nom connu de tous, le [néo-malthusianisme](#) devrait être enseigné dans toutes les écoles françaises, à commencer par les collèges.

En 1971 Paul Ehrlich publie « [la bombe P](#) » : « *Nous avons besoin d'une loi qui rende obligatoire l'éducation sexuelle. Quand je parle d'éducation sexuelle, je ne pense pas à des cours d'hygiène ou bien des histoires du genre « fleurs et papillons ». Il s'agit de présenter la fonction reproductrice comme une composante parmi d'autres de l'activité sexuelle, qui demande à être maîtrisée selon les besoins de l'individu et de la société. L'humanité devrait trouver le moyen de réduire l'importance conférée au rôle reproductif du sexe. Il s'agit en particulier de découvrir des valeurs nouvelles pour remplacer ce sentiment de plénitude que la femme retire du don de la vie, et cette satisfaction de l'ego engendrée chez le père par le spectacle d'une nombreuse progéniture. Admettons que les États-Unis inaugurent enfin une politique démographique sensée dans le pays : nous aurons alors la possibilité de proposer une solution à l'échelle mondiale.* » Un livre de Michel Sourrouille, à paraître en octobre prochain, fait le point sur tout ce qui concerne la maîtrise de la fécondité :

« Arrêtons de faire des gosses, comment la surpopulation nous mène à notre perte » aux éditions Kiwi (collection lanceurs d'alerte).

POLOGNE, LA QUESTION DU CHARBON

28 Septembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

[Visiblement](#), les polonais ont résolu la question de leur charbon.

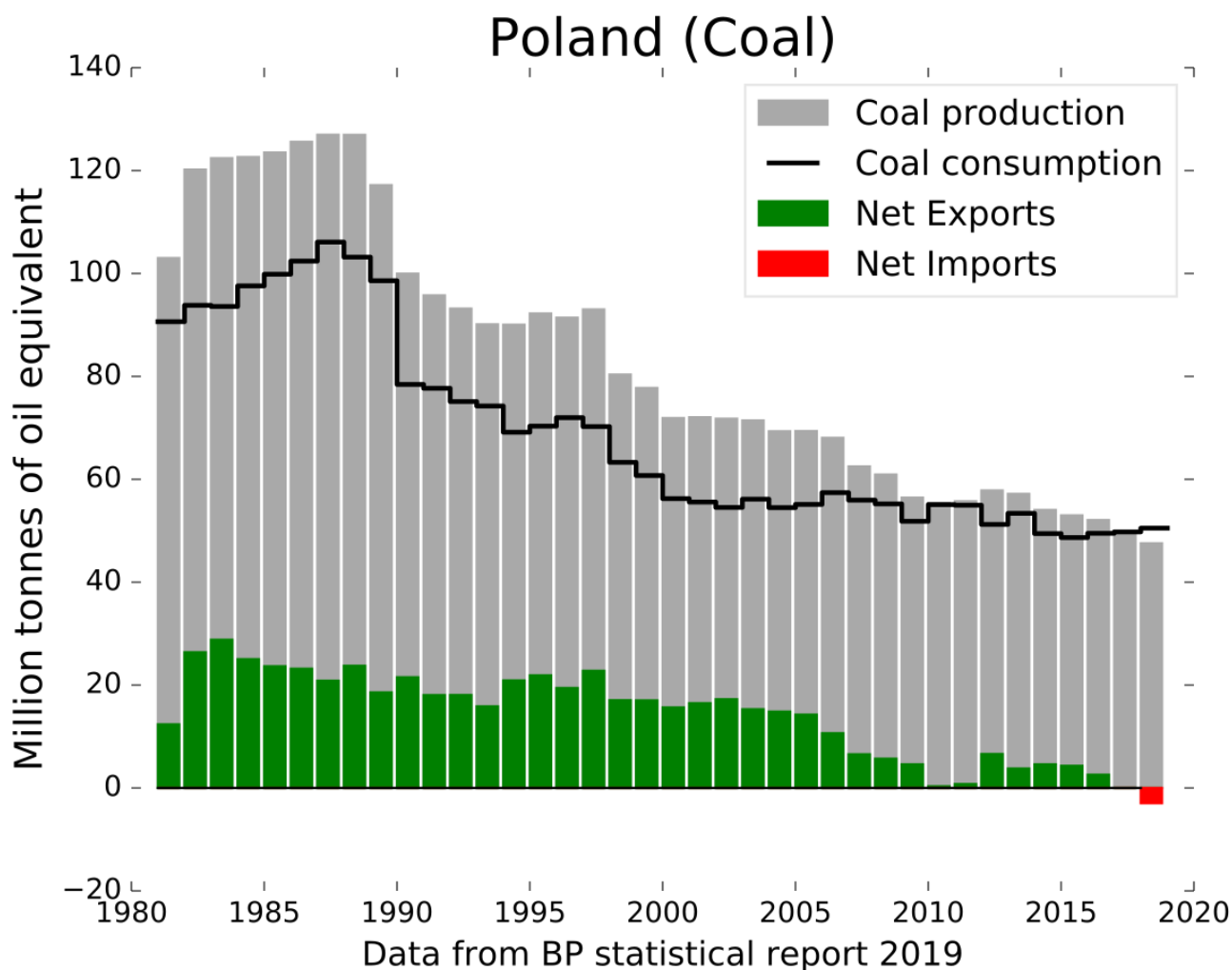
On laissera simplement les mines mourir de leur belle mort.

Comme aux USA avec Trump.

Loin d'avoir relancé la production de charbon, celle-ci, sous Trump, a continué à baisser, accélérant même la cadence de la baisse.

Après, la date exacte, c'est pas grave. En 2049, tous les mineurs actuellement en activités seront à la retraite...

Entre 1990 et 2018, la production de charbon a déjà diminué de moitié en Pologne (-51 %). La dispute porte simplement sur la vitesse à laquelle la production va tomber à presque rien.



Le pays est même devenu importateur en 2019, preuve que le secteur est [en déclin net](#), et en manque de rentabilité.

Tout est dit, et le reste, c'est pour amuser la galerie.

D'ailleurs, [un coup d'accordéon](#) vient d'être donné (en 2015) aux réserves de charbon US. Elles ne sont plus de 250 ans, mais seulement de 35. Mais ça, ça concerne uniquement le charbon économiquement et techniquement exploitable. Maintenant, la question est de savoir qui cède en premier. L'offre ou la demande ??? Visiblement, il se pourrait que ce soit les 2 en même temps.

Vous avez dit réchauffement climatique ???

L'ADAPTATION

25 Septembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

En matière immobilière...

Certains disent qu'il y a un "besoin structurel", de plus de logements, jeunes qui partent, divorces, etc... En fait, on néglige un paramètre important. Pour cela, il faut avoir les moyens, financiers et en énergies. Et ce "besoin structurel", il est en train de voler en éclat.

En effet, dans le monde occidental, c'était souvent l'alignement sur un "modèle" américain, qui voulait l'expulsion précoce du jeune, parce que jeunes et parents ne se supportaient plus, ou qu'il allait faire les études ou qu'il voulait baiser sans que cela se sache...

Ayant perdu son boulot, les universités et collèges fermant, la criminalité exponentielle des zones "démocrates" aidant, les loyers hors de prix, le 2.5 habitants réglementaires par logement a implosé. Le garnement ayant le choix entre le squat et le village de tente, souvent, se contente de lâchement revenir vivre chez ses parents. Avec de la bonne volonté, on peut trouver 3 ou 4 générations qui vivent sous le même toit.

Quelqu'un a fait scandale en disant que les smicardes n'avaient finalement, qu'à ne plus divorcer. Hérésie.

Je vais aller plus loin. Si vous croyez que vous aurez toujours un état pour vous torcher, vous vous trompez lourdement. L'unité de solidarité de base, c'est la famille. Et le touche pipi de l'avortement volera en éclat aussi. Ne pas avoir d'enfants, ce sera, à terme, crever de faim... Pour les vieux en Ephad, la survie n'est pas prévue. On trouvera ben quelque chose de plus sérieux que le covid.

Question USA, le pavillon qui faisait 100 M2 est passé à 300 M2 dans les années 1970. Comme les habitants ne voulaient pas forcément quitter leur pavillon et le coin qu'ils connaissaient depuis toujours, on y a injecté quelques noirs, jusqu'à ce qu'on y trouve quelques familles suffisamment délinquantes pour emmerder tout le monde, en les culpabilisant sur le racisme. Comme aux familles noirs, on avait ouvert les vannes du crédit, ils purent acheter les zones qui auraient eu besoin de rénovation et/ou qui avait tendance à périlcliter. Elle est pas belle la vie.

Désormais, en plus de la shanty town ou village de tente, les églises réinventent les mini-maisons, et refont des lotissements sur des surfaces de timbres postes. 20 à 60 M2, souvent totalement autonomes.

[En Grande Bretagne](#), ce sont ces trucs devenus inutiles qui sont réutilisés. Avec un petit commerce fermé, on fait facile 4 ou 5 logements mini, mais au prix de location maxi. On va donc voir les villes se rétrécir, comme jadis à l'époque romaine. Reste à savoir si on va rétrécir de 90 % (ce qui n'est pas impossible).

Bon, ça risque de faire un peu Union Soviétique, et appartement communautaire. Mais pour vous préparez, répétez 3 fois : "Hourra pour l'union soviétique".

En France, [même topo](#) un peu décalé, le nombre de logements proposés à la location explose, mais la loi économique qui voudrait que les loyers baisse, n'opère que peu ou pas... Il y a bien un jour où les commerces

vides -ou les bureaux- seront reconvertis en plusieurs logements, du moins dans les grandes villes où il y a de la demande locative. Ailleurs, le commerce redevient un logement, c'est du déjà vu. La nature n'aime pas le vide. Mais la vacance dans certains endroits rend la démolition sèche incontournable.

Le "[diesel renouvelable](#)" que certains nous chante n'est pas, en fait nouveau. En France, nous avons un excellent modèle, venu des "Zeurla plus ombre du notristoir". Le gouvernement français, celui de Vichy, alias "Etat Français", privé de carburant, réussi quand même à conserver un certain parc automobile en fonction, avec diverses sources variables, charbon de bois, éthanol, "biodiesel", mais une petite partie seulement, d'un parc de 3 millions de véhicules, qui était 1/10 de l'actuel. On va rigoler quand les gens vont s'apercevoir du peu qu'on peut sauvegarder...

Comme je l'ai souvent dit, notre civilisation est celle de "Will E Coyot", qui ne tombe dans le vide que quand il s'en aperçoit. Le transport aérien, le tourisme, en est l'illustration profonde. Comme l'a dit un lecteur, le monde d'après guerre, né dans les années 1970 où l'on s'en allait au bout du monde d'un coup d'avion est fini. Au moins pour une bonne partie de ceux qui en faisait partie. Il y aura beaucoup moins de vols, beaucoup moins d'avions, beaucoup moins de compagnies, et beaucoup moins de "besoins". Le touriste est resté chez nous. Enlevez la voiture, il ira se promener à pieds, pas loin de chez lui, comme en 1900.

Sans doute y aura t'il consolidation du transport aérien à un niveau très bas. Tant pis pour le président de l'IATA, réduit à faire un caca nerveux, pisser par terre et s'y rouler dedans.

Le crétinisme appliqué et assumé des "[bougistes](#)", aura quand même du mal à sauver les compagnies aériennes...

[1 % de la population](#), les plus riches, consomment 15 % de l'énergie et 10 % de la population, 52 %.

FLOPÉE D'INFORMATIONS...

28 Septembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

[BLM est décidément](#), bien dans l'américanité. Le responsable BLM d'Atlanta a détourné 200 000 \$ pour des dépenses personnelles, dont l'achat d'une maison. Mais d'une manière générale, BLM correspond aux normes américaines. En haut, des personnes grassement rémunérés, en bas, des lampistes et des clampins. 200 000 \$ doit on penser en haut ? P'tit joueur... Il faut dire que le dit responsable d'Atlanta ne semble pas briller par l'intelligence. Sans doute un pur produit du système éducatif US.

[Le CDC](#) donne son avis sur la mortalité du COVID. Bon, vous semblez risquer plus en traversant la rue. Mor(t)alité : on devrait interdire les rues.

[La Lime](#), conseil d'aller se faire soigner chez les grecs. Evidement, là aussi, c'est p'tit joueur. Il n'y a plus rien à tondre chez les grecs. [Même son](#) de cloche chez Martenson.

[Hunter Biden](#), avec l'aide de papa, avait recommencé une vieille activité : la traite des blanches, ou esclavage. Il ne dépareille pas dans sa famille de négriers. Lui aussi, un pur produit du système éducatif US.

Un profil de noir, consommateur de drogue avéré, trafiquant en gros, profiteur maximal, et totalement incapable d'être utile et productif. Comme les enfants Thatcher, quoi... Un vrai profil américain, comme papa... La seule différence étant que papa a mis au gnouf, en taule, en détention, des flopées industrielles de négros (dixit Martin Luther king). Bien sûr, avec la complicité des démocrates, et surtout des démocrates noirs, chargés de garder ceux-ci, dans la plantation. La différence est qu'au XIX^e, la plantation, c'était du coton, aujourd'hui, c'est de la drogue, et qu'au XIX^e l'esclave avait une valeur.

Une différence fondamentale aussi. Quand on se plaint d'une violence policière endémique, le vécu, c'est plutôt un je-m'en-foutisme XXXXXXXXL en ce qui concerne les fusillades dans le ghetto. Les "affaires parfaitement animales". Il faut dire qu'à Baltimore, par exemple, avec une cadence d'un mort par jour (ou presque, on est au score de 350 en général depuis 5 ans), ce qui implique 4 ou 5 fois plus de fusillades avec blessés et 40 ou 50 sans, minimum, les cops sont complètement blasés. Même pour ça, on peut noter l'incompétence notoire des exécutants. Le descendant de l'esclave est devenu une non-valeur, et une nuisance.

Et même les noirs recrutés dans le cadre de l'affirmative action, ne supportent pas leurs "frères". La scène du tabassage dans "The wire", n'implique que des policiers noirs.

[Au Colorado](#), comme dans bien des zones, le bourrage d'urnes est en vogue. Sans doute une importations, jadis, d'immigrants corses, avec des urnes pleines, des morts qui votent, sans rendre visite à leur famille le jour où ils se déplacent pour l'isoloir.

Comme le disait Ivan Illitch, l'éducation rend con. [Et conformiste](#). *"Les américains instruits sont les plus fermés d'esprit, Les Américains les plus éduqués sont les Américains les plus manipulables, Cela signifie que les dirigeants se maintiennent, conceptuellement, à l'intérieur d'un cocon"*.

Bref, ce que disait Todd. L'intelligence est en bas, la stupidité en haut.

CHRONIQUE DE L'EFFONDREMENT : LE RETOUR DU PINARD...

26 Septembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

La plupart des paysans sous l'ancien régime étaient parcellaires. Ils possédaient un grand jardin, sans plus, à l'étage au dessus, un peu plus gros, était l'empoisonneur, le producteur de raisin et de pinard. On n'était pas regardant sur la qualité, pourvu qu'il y ait la quantité, et si ça pouvait arracher, c'était encore mieux.

[En IDF](#), donc, résurrection de la filière viticole. Paris est sauvé, donc. Avec le grand retour de la viande de rat sur les étals, ça sera complet. Mais pour préciser, chasseur de rats, c'était risqué. Pas à cause des bêtes, à cause de la concurrence qui, il faut l'avouer n'était pas parfaite. Et encore moins non faussée.

C'est que dans les catacombes, les rats, ardemment chassé, n'étaient pas assez nombreux pour les chasseurs, qui logiquement, faisaient des plans sociaux. A coups de surins. En plus, ça nourrissait les rats survivants. A défaut, il me semble bien qu'aux alentours de 1400 un pâtissier fut condamné. Il avait zappé l'étape "rat", et faisait ses délicieux pâtés directement avec les clients que son voisin barbier avait égorgé. Il faut que j'arrête, ça pourrait donner des idées à certains.

On peut penser que le vin parisien aura son doux nectar de pollution, matinée d'un arrière goût de merde, rehaussé par l'urée répandu allégrement. Je pense, là, n'avoir rien oublié.

SECTION ÉCONOMIE



USA - Warning: La chaîne d'approvisionnement est rompue et les pénuries alimentaires sont là !

Publié le 28 septembre 2020 à 09:01:43 / 5 commentaires / 1 421 vues

Soyons pragmatiques, vous avez tous remarqué à quel point il y a eu de grosses perturbations liées aux chaînes d'approvisionnement. Il y a quelques mois, les... Lire la suite



Steve Quayle: "L'Amérique va vivre une vraie guerre civile et subir une énorme famine ! Dépêchez-vous d'acheter des boîtes de conserve, et ce n'est pas une blague !"

Publié le 27 septembre 2020 à 23:31:00 / 6 commentaires / 1 138 vues

Le célèbre animateur de radio, cinéaste et auteur de livres Steve Quayle anticipe ceci: "Les six prochains mois seront les plus périlleux de l'histoire de..."



On ne va pas interdire les voitures, on va vous dégoûter d'en vouloir une !

Publié le 28 septembre 2020 à 15:00:59 / 2 commentaires / 128 vues

La transition écologique et énergétique touche nos modes de vie au cœur. Deux secteurs sont terriblement concernés, le premier c'est les transports et le second... Lire la suite



Wall-Street: la remontée inattendue grâce à un nouvel espoir de vaccin

Publié le 28 septembre 2020 à 12:00:10 / 0 commentaire / 214 vues

L'espoir fait vivre... nous connaissons tous cette maxime populaire. Et bien l'espoir fait aussi monter les marchés surtout aux Etats-Unis où la ficelle est très grosse... Lire la suite



La Plus Grande Bulle Obligataire de l'histoire finira par conduire les banques centrales à perdre le contrôle des taux d'intérêt !

Publié le 28 septembre 2020 à 10:00:11 / 0 commentaire / 174 vues

Les gros problèmes de l'économie mondiale commenceront lorsque les marchés du crédit et des obligations s'effondreront. Dans un premier temps, les banques centrales... Lire la suite



Pascal Praud: "Les gens qui ferment les terrasses à Marseille sont incompetents. Faut le dire."

Publié le 28 septembre 2020 à 08:30:36 / 0 commentaire / 216 vues

Pascal Praud: "Les gens qui ferment les terrasses à Marseille sont incompetents. Faut le dire." François Asselineau: "Mr Macron, c'est l'horreur ! Mr... Lire la suite



Voici comment un bien immobilier peut perdre 95% de sa valeur...

Publié le 28 septembre 2020 à 06:00:42 / 6 commentaires / 526 vues

Une maison qui perd 95% de sa valeur, mesurée en or, qu'est-ce que ça veut dire ? La réponse est très simple : L'immobilier est une bulle et l'or est sous-évalué. De... Lire la suite



Trafic aérien: le nombre de passagers a chuté de 81% entre début mars et fin août

Publié le 27 septembre 2020 à 22:50:32 / 8 commentaires / 218 vues

Le rebond espéré au mois d'août n'a pas eu lieu, notamment sur les liaisons internationales. Trafic aérien : le nombre de passagers a chuté de 81% entre début mars... Lire la suite



Ne vous leurrez pas, tout cet argent imprimé ne revient pas dans les poches des gens ordinaires !

Publié le 27 septembre 2020 à 15:31:36 / 0 commentaire / 326 vues

Aux Etats-Unis, depuis le début de la dernière crise en août 2019, la Fed a imprimé 3 300 milliards de dollars, dont la plupart en 2020. Très peu de cet argent ne... Lire la suite

Le quatrième tournant : "Les années sombres sont là"

Publié par Tyler Durden Wed, 09/23/2020 ZeroHedge.com

Rédigé par Egon von Greyerz via GoldSwitzerland.com



Dans un monde éphémère, peu de choses survivent. Je ne parle pas des espèces ou des êtres humains dont l'existence sur terre est également éphémère. Je fais plutôt référence aux systèmes sociaux et financiers qui arrivent maintenant à leur fin.

En juillet 2009, j'ai écrit un article intitulé "Les années sombres sont là". Il a été réimprimé en septembre 2018.

Voici un extrait de mon article original :

"Les années noires seront extrêmement sévères pour la plupart des pays, tant sur le plan financier que social. Dans de nombreux pays du monde occidental, il y aura une grave dépression et ce sera la fin de l'État-providence. La plupart des régimes de retraite privés et publics risquent également de s'effondrer. Il s'agira d'une dépression mondiale, mais certains pays ne connaîtront peut-être qu'une profonde récession. Il y aura de la famine, des sans-abri et de la misère, ce qui entraînera des troubles sociaux et politiques. Différents types de dirigeants et de régimes gouvernementaux risquent d'en résulter.

Combien de temps dureront les années noires ? Il existe un livre intitulé "The Fourth Turning" écrit par Neil Howe. Il a identifié un schéma qui se répète tous les 80 ans. Ce schéma a été extrêmement précis dans le monde anglophone. Nous sommes récemment entrés dans le "Fourth Turning", qui correspond aux 20 dernières années du cycle. Selon Howe, nous sommes au début d'une période de 20 ans de bouleversements économiques et institutionnels.

Il s'agit d'une période de crise où le tissu social va changer de manière spectaculaire. Les quatrièmes tournants précédents ont été la Révolution américaine, la Grande Dépression et la Seconde Guerre mondiale. Selon Howe, la crise sera bien pire avant d'être terminée et elle durera encore pendant environ 20 ans.

Tout cela n'est pas une bonne nouvelle et nous espérons que Howe et nous nous trompons sur la gravité et la durée de cette crise. Mais nous craignons que nous ayons tous deux raison. Nous devons souligner à nouveau que jamais auparavant le monde entier n'est entré simultanément en récession dans un état aussi fragile, tant financièrement qu'économiquement, et c'est pourquoi les années noires risquent d'être aussi dévastatrices et durables".

LA CHUTE INÉVITABLE DE LA SOCIÉTÉ

Le livre de Neil Howe, *The Fourth Turning*, venait d'être publié lorsque j'ai écrit l'article et il a depuis atteint une grande notoriété. Nous sommes maintenant dans les 8 dernières années de son cycle de 20 ans et la partie la plus dramatique du cycle vient de commencer, c'est le Fourth Turning.

Dans mon article de 2009, je pensais que le ralentissement était plus imminent. Mais même si j'étais légèrement en dehors du timing, cela ne change rien à la chute inévitable de l'ensemble du tissu social dans les prochaines années, qu'il soit commercial, financier ou social.

Depuis 2009, la dette mondiale a doublé pour atteindre 280 000 milliards de dollars et le risque a augmenté de manière exponentielle. La phase finale de l'effondrement a commencé en août 2019, lorsque les banques centrales ont paniqué et se sont lancées dans une impression massive de monnaie en raison de problèmes majeurs dans le système financier.

LE CORONAVIRUS - UN CATALYSEUR

Comme je l'ai déjà dit, le coronavirus, qui a débuté au début de l'année 2020, n'est pas la cause du ralentissement actuel de l'économie mondiale. C'était juste un catalyseur. Pour une raison quelconque, lorsque les cycles sont sur le point de s'accélérer fortement, le déclencheur semble être le pire possible. Bien que j'aie souvent parlé de la maladie comme d'un catalyseur potentiel, je ne m'attendais pas à ce qu'elle vienne maintenant et provoque un blocage total de certaines parties de l'économie et de la société dans autant de pays.

Lorsqu'on approche de la fin d'une ère ou d'un cycle financier, il est très difficile de prévoir exactement comment tout cela va se terminer. Très peu de gens comprennent que nous vivons aujourd'hui sur du temps emprunté. Mais il ne fait absolument aucun doute que nous sommes maintenant à la fin d'un cycle majeur, que cela prenne 8 ans comme le prévoit Howe ou que tout se passe beaucoup plus vite, cela n'a aucune importance.

LES PERSONNES NON PRÉPARÉES POURRAIENT TOUT PERDRE

Le risque est là maintenant et si vous ne vous préparez pas à cela, vous risquez de perdre non seulement votre richesse, mais aussi votre emploi, votre pension ou votre sécurité sociale, selon votre situation. Et si vous vivez dans une ville, vous risquez également d'être touché par des troubles sociaux et la criminalité, ainsi que par une défaillance des services tels que les soins médicaux, la scolarité, l'ordre public, etc.

De nombreuses personnes tentent aujourd'hui de quitter les villes en raison du coronavirus et de la fermeture des bureaux et des magasins, ainsi que de l'augmentation du taux de criminalité. Pour la minorité riche, ce n'est pas un gros problème, mais pour les gens normaux, il n'est pas évident de déménager. Mais il est très clair que le travail à domicile va devenir beaucoup plus fréquent et que de nombreuses villes vont devenir des villes fantômes. Les recettes fiscales vont diminuer de façon spectaculaire et les autorités ne pourront plus assurer les services les plus simples comme l'eau, l'assainissement ou le nettoyage. En outre, de nombreux points de vente au détail et restaurants ainsi que des bureaux dans les villes vont fermer en raison du manque de clients, de la criminalité et des achats en dehors de la ville ou en ligne.

Cette tendance a bien sûr déjà commencé dans de nombreuses villes. Dans la City de Londres (Financial District), il y a maintenant très peu de personnes qui travaillent. Seuls quelques magasins ou restaurants sont ouverts et ceux qui le sont, font des hémorragies financières.

LE DÉLUGE POURRAIT ARRIVER PLUS TÔT

Pour en revenir aux 8 années restantes du quatrième tour de Howe, il s'agit bien sûr d'un chiffre approximatif et non absolu. Je pense qu'il faudra jusqu'à 8 ans, voire moins, pour que l'édifice artificiel que le monde a créé s'effondre. Mais cela pourrait aussi se produire beaucoup plus rapidement.

Ce que j'entends par "édifice artificiel", c'est tout d'abord tous les faux actifs qui ont été créés grâce à la prodigalité délibérée des banques centrales. Depuis la création de la Fed en 1913, les banquiers ont pris le contrôle total du système monétaire. À partir de 1971, lorsque Nixon a fermé la fenêtre de l'or, celle-ci est devenue un espace de liberté totale pour tous les banquiers (centraux). Ils pouvaient créer des quantités illimitées d'argent pour leur propre bénéfice. Se tenir à proximité de l'imprimerie est un avantage majeur lorsqu'on imprime de la monnaie. Le président Mugabe l'a découvert au Zimbabwe. En utilisant d'abord l'argent de l'imprimerie, il pouvait le dépenser rapidement ou acheter des dollars avant que la valeur de l'argent imprimé ne s'effondre.

L'ARGENT IMPRIMÉ N'ATTEINT PAS LES GENS ORDINAIRES

Aux États-Unis, la Fed a, depuis le début de la dernière crise en août 2019, imprimé 3,3 billions de dollars, dont la majeure partie depuis mars 2020. Très peu de cet argent a atteint les gens ordinaires. Si cela avait été le cas, cela aurait signifié une contribution de 25 000 dollars à chacun des 130 millions de ménages américains. Bien que l'imprimé soit fondamentalement sans valeur, il aurait pu avoir un certain effet bénéfique à court terme sur l'économie au sens large.

Mais non, l'impression de monnaie n'est pas pour les gens ordinaires. Elle est destinée aux banquiers et aux riches et ajoute du carburant ou des liquidités à des marchés d'actifs déjà massivement surévalués plutôt que d'atteindre les personnes qui en ont vraiment besoin. C'est ainsi que le Nasdaq a augmenté de 62 % depuis la fin mars et le Dow Jones de 52 %.

DOW 50 000 - OR 50 000 ?

Dans un article récent, j'ai indiqué que nous pouvions assister à une fonte des liquidités dans les actions, ce qui a fait doubler le Dow Jones pour atteindre 50 000 dollars. Comme je m'attends à ce que le rapport Dow/Gold atteigne 1 pour 1 ou moins (comme en 1980 le Dow 850 Gold \$850), l'or pourrait en même temps atteindre 50 000 \$ à mesure que l'inflation augmente. Comme je considère que les actions sont aujourd'hui surachetées et surévaluées, il n'y a aucune raison fondamentale ou même technique pour que cela se produise. Comme les marchés d'aujourd'hui n'ont rien à voir avec les fondamentaux ou les principes d'évaluation solides, mais sont uniquement axés sur la liquidité, ce genre de mouvement n'est pas impossible.

Mais les investisseurs doivent comprendre que je pense qu'il serait très risqué de rester entièrement investi dans les actions actuellement. C'est comme acheter le Nasdaq en 1999 pour participer à la hausse finale, mais pour ensuite le faire chuter jusqu'à une perte de 80 %.

Il est bien préférable de posséder de l'or, qui, fondamentalement et techniquement, est encore au début d'une tendance haussière à long terme, aimablement alimentée quotidiennement par l'impression de la monnaie de la banque centrale. Si les 50.000 prévus pour le Dow et l'or se concrétisaient, le Dow doublerait et l'or augmenterait de 25 fois, ce qui est clairement un bien meilleur risque.

LES ÉTATS-UNIS SONT EN FAILLITE

Soyons réalistes, les États-Unis sont en faillite. Aucun pays, entreprise ou individu ne pourrait perdre de l'argent chaque année pendant 90 ans et rester debout. (voir mon article). Normalement, la monnaie d'un tel pays devrait être tombée dans l'oubli. Eh bien, le dollar a presque disparu puisqu'il a chuté de 98 % en termes réels ou en or depuis 1971 et de 85 % depuis 2000. La seule raison pour laquelle le dollar n'a pas encore totalement disparu est due au Petrodollar. Une grande partie des actifs en dollars sont conservés en dehors des États-Unis en raison de la liquidité en dollars créée par le pétrodollar.

Le pétrodollar a été créé au début des années 1970 par Nixon et le secrétaire d'État de l'époque, Henry Kissinger. Ils craignaient, après la fermeture de la fenêtre de l'or, que le rôle de monnaie de réserve du dollar ne diminue sensiblement. Pour sauver le dollar, l'Arabie saoudite s'est vu offrir une protection militaire totale par les États-Unis à la condition que tout le commerce du pétrole se fasse uniquement en dollars. L'Arabie saoudite achèterait également des équipements militaires importants aux États-Unis.

LA DISPARITION IMMINENTE DU DOLLAR

C'était un arrangement très astucieux et c'est la seule raison pour laquelle le dollar est encore debout. Mais la combinaison d'une situation financière américaine qui se détériore rapidement et de pays comme la Chine, la Russie et l'Iran qui négocient progressivement dans leur propre monnaie, va bientôt précipiter la chute du dollar.

Comparer les monnaies entre elles est un exercice vraiment futile puisqu'elles vont toutes vers le ZERO. Il n'y a pas de prix à gagner pour arriver au fond en premier. Toujours dans cet exercice de relativité, il semble que le dollar atteindra le fond avant les autres. Ayant déjà perdu 98 % de sa valeur au cours des 50 dernières années,

les 2 % restants ne prendront pas autant de temps. Mais n'oubliez pas que cette baisse de 2 % signifie une perte de 100 % de la valeur du dollar à partir de là.

De nombreuses personnes sont très négatives à l'égard de l'euro en raison des problèmes majeurs que connaît l'UE. Il est tout à fait exact que l'euro est également une monnaie très faible et artificielle. L'euro a pratiquement la même valeur en dollars que lors de son lancement le 1er janvier 1999. Mais à l'heure actuelle, malgré ses problèmes, l'euro semble techniquement plus fort que le dollar.

Un effondrement du dollar au cours des prochaines années est donc pratiquement garanti et agira comme un détonateur qui fera exploser l'économie américaine.

Au cours des deux ou trois prochaines années, nous assisterons également à l'effondrement des marchés de la dette aux États-Unis et dans le monde. La plupart des dettes dans le monde consistent en de l'argent imprimé, sans garantie d'actifs réels sous-jacents. Des actifs massivement surévalués sont adossés à des dettes qui deviendront totalement sans valeur puisqu'elles ne reposent que sur de l'argent manufacturé émis par une presse à imprimer ou un ordinateur. Lorsque des dizaines de milliers de milliards de dollars sont créés sans qu'aucune main-d'œuvre, aucun bien ou service n'ait été produit, cet argent a clairement une valeur ZÉRO.

LES TAUX D'INTÉRÊT VONT FORTEMENT AUGMENTER

Nous n'aurons pas de taux zéro permanent comme le disent la FED et Ray Dalio. Il y a deux certitudes virtuelles avant que la méga crise imminente ne soit terminée. La première sera l'effondrement du système monétaire, comme je l'ai évoqué plus haut. La seconde certitude est l'effondrement des marchés du crédit, y compris des obligations. La manipulation des taux échouera totalement. Les banques centrales essaieront de maintenir les taux courts à un niveau bas mais perdront le contrôle des taux longs. Lorsque les gouvernements et les entreprises insolubles commenceront à faire défaut, les investisseurs, y compris les souverains, se débarrasseront des obligations.

Les prix des obligations s'effondreront et les taux retrouveront au moins les niveaux des années 70 et du début des années 80, soit 15 à 20 %. La combinaison de l'hyperinflation et des défauts de paiement des emprunteurs fera que de nombreuses obligations atteindront le niveau zéro et les taux l'infini. Lorsque les taux longs augmenteront, ils tireront les taux courts vers le haut, indépendamment des tentatives des banques centrales pour les maintenir à un niveau bas. Cela entraînera la disparition du marché obligataire. Il est évident que les banques centrales imprimeront frénétiquement des billions, voire des quadrillions, à mesure que les produits dérivés disparaîtront dans un trou noir. Mais en vain, sauf en cas de panique et d'hyperinflation.

PAS LE TEMPS DE L'OMPHALOSKEPSIS

Ce n'est donc pas le moment de faire de l'omphaloskepsis (observation du nombril) ou de se réjouir des gains boursiers des investisseurs. Parce que le monde entre maintenant dans une phase que l'on n'avait pas vue depuis des centaines ou peut-être 2 000 ans. Oui, les actions pourraient fondre une dernière fois avant l'effondrement total, mais si elles le font, cela s'accompagnera très probablement d'un dollar très faible.

NE MESUREZ PAS VOTRE RICHESSE EN MONNAIES FIDUCIAIRES SANS VALEUR

Mesurer ses avoirs dans une monnaie fiduciaire, qu'il s'agisse de dollars, d'euros ou de livres, est une folie absolue. Pourquoi mesurez-vous votre richesse dans une monnaie qui, en termes réels, a diminué de 98 % depuis 1971 et de 85 % depuis 2000. Cela peut sembler agréable pendant un moment, mais lorsque vous

réalisez que ces gains ne sont que des profits sur papier qui non seulement n'ont aucun sens, mais qui s'évaporeront totalement au cours des prochaines années à mesure que les actions et le papier-monnaie imploseront ensemble.

Et ne croyez pas une seconde que les actifs que vous possédez, qu'il s'agisse d'actions, d'obligations ou de biens, valent réellement les milliers ou les millions qu'ils valent en fausse monnaie.

La destruction imminente des richesses révélera bientôt aux investisseurs que leurs actifs ne valent qu'une fraction de la valeur imaginaire qu'ils ont aujourd'hui.

Les banques centrales ne sauveront pas le monde, elles ne le peuvent pas. Car comment résoudre un problème d'endettement avec plus de dettes sans valeur ou comment créer de la richesse en émettant plus de dettes. Cette combine à la Ponzi est maintenant terminée depuis très longtemps.

Dans les prochaines années, l'or (et l'argent) physique révélera la totale illusion sur laquelle le système financier a reposé. Les investisseurs qui ne sont pas protégés devraient en tenir compte.

Steve Quayle: “L’Amérique va vivre une vraie guerre civile et subir une énorme famine ! Dépêchez-vous d’acheter des boîtes de conserve, et ce n’est pas une blague !!”

Source: [usawatchdog](https://www.usawatchdog.com) Le 27 Sep 2020



Le célèbre animateur de radio, cinéaste et auteur de livres Steve Quayle anticipe ceci: *“Les six prochains mois seront les plus périlleux de l’histoire de l’Amérique... Ce n’est pas une prédiction, car il vous suffit de bien regarder ce qui se passe tous les jours aux Etats-Unis. Il y a trois ans, lors de ma conférence « True Legends », j’ai affirmé qu’à partir de cette date-là, le mot « normal » ne sera plus jamais utilisé comme avant. J’ai également dit que les attentes que vous considérez comme normales dans les mois et années à venir, changeront à jamais. Il n’y a pas de retour à la normale. Cela n’existe plus. La plupart des gens ne savent même pas ce qui a changé, mais quand vous n’avez même plus de quoi manger à votre faim, quand vous n’avez plus de travail, et que vous dépendez des 600\$ par semaine que le gouvernement vous donne, quand les restaurants où vous alliez manger, sont fermés et que 166 000 entreprises ont fait faillite, je vous le dis Mesdames et Messieurs, nous sommes à un tournant de notre histoire extrêmement important.”*

Steve Quayle met également en garde contre de profonds changements terrestres, tels que des tremblements de terre et des volcans, qui ont récemment augmenté leur activité dans le monde. **Voici ce que Steve Quayle explique à ce sujet:** *“Je pense que parfois nous focalisons toute notre attention sur des sujets relatifs à la*

politique et nous oublions d'analyser la situation dans son ensemble. La vue d'ensemble nous rappelle que les tremblements de terre changent la face de la planète et que les volcans changent la température de la terre. Tout cela arrivera à un point où nous allons être confrontés à une famine qui sera induite géologiquement par la nature. La plupart des gens ne voient absolument pas cela et n'en sont même pas conscients. Il y a eu des séries de volcans ou des volcans triplés depuis juillet qui ont atteint des magnitudes de 7,2 et 7,3 en Papouasie et en Nouvelle-Guinée. Quand je vous parle de tremblements de terre « empilés », je ne parle pas de répliques... Cela signifie que trois tremblements de terre spécifiques sont générés... Et je peux vous dire que c'est vraiment significatif... Ce sont des tremblements de terre majeurs et non de petits tremblements. Vous avez sûrement observé le soit disant « anneau de feu » il y a trois jours. Le 18 septembre, la crête médio atlantique a commencé à subir ces multiples tremblements de terre – c'est-à-dire de très gros tremblements de terre. Quand il y a un très grand tremblement sur la crête médio Atlantique, et c'est pourquoi nous en parlons, ce volcan (mort) glisse dans l'océan, et puis vous pouvez avoir le tsunami sur la côte Est... La faille de San Andreas est toute petite par rapport à ce dont je vous parle... Cela pourrait affecter la côte Est de manière mortelle et très dangereuse... Nous parlons d'un tsunami qui va à 804 km par heure ou un raz de marée allant jusqu'à 160 km par heure à l'intérieur des terres...

Steve Quayle explique que ses sources affirment que: *“les experts universitaires et gouvernementaux sont muselés pour ne pas provoquer de panique... Il dit même qu'on leur a interdit d'en parler...”*

Steve Quayle rappelle que le produit le plus important à avoir à l'avenir sera la nourriture. *“Vous feriez mieux de vous dépêcher d'acheter des boîtes de conserves, sans blague ! Et en plus, il n'y a pas besoin de les garder au réfrigérateur.”*

N'oublions pas les mondialistes pervers et certaines sociétés secrètes qui ont un seul objectif, c'est de mettre en place un monde Antéchrist. Antéchrist signifie tout simplement à la place du Christ. »

Voici ce que Steve Quayle affirme: *“C'est ce que veulent les mondialistes et les élitistes. Ils veulent une religion basée sur le satanisme. Ils souhaitent une économie mondiale unique basée sur le tout numérique, puis ils veulent un gouvernement mondial unique. Mesdames, Messieurs, cela se produit sous nos yeux. Ils veulent renverser l'Amérique !”*

Voici ce que Steve Quayle anticipe: *“L'Amérique subira une grosse famine. Je l'ai également dit, la plus grande migration de l'histoire des Etats-Unis aura lieu pour obtenir de l'eau douce. Elle sera causée par de la sécheresse, l'empoisonnement des puits et les tremblements de terre qui fractureront différentes zones et aquifères... N'attendez pas que tout arrive pour paniquer. Ne vous préoccupez pas du papier toilette. La seule chose à penser est votre estomac.”*

En ce qui concerne les élections de novembre, voici ce que Steve Quayle dit: *“Je pense que cela va se finir dans les rues d'Amérique. Je pense que Trump va gagner les élections. Evidemment, sa victoire va être contestée. Mais je crois vraiment qu'avant même le 3 novembre, ce sera l'enfer. Je l'ai dit il y a 25 ans mais je pense réellement que nous allons vivre une vraie guerre civile... L'idée qu'il existe une solution politique à un problème spirituel est tout simplement ridicule.”*

USA – Warning: La chaîne d'approvisionnement est rompue et les pénuries alimentaires sont là !

Source: [zerohedge](https://www.zerohedge.com) Le 28 Sep 2020



Soyons pragmatiques, vous avez tous remarqué à quel point il y a eu de grosses perturbations liées aux chaînes d'approvisionnement.

Il y a quelques mois, les perturbations immédiates ont commencé au début de l'hystérie du Covid-19, lorsque des usines, des centres de distribution et même des fermes ont fermé leurs portes dans le seul but de réduire le nombre de cas confirmés.

Très vite, de nombreux autres produits sont devenus clairement introuvables.

Les gens ont commencé à remarquer que la viande, et même les légumes en conserve et le riz ont rapidement disparu des rayons. La plupart de ces pénuries étaient simplement le résultat d'achats à outrance générés par la panique, bien que les personnes que l'on appelle les « preppers » aient été accusés d'avoir dévalisé tous les rayons. C'est la raison pour laquelle les gens qui ne se sont jamais trop inquiétés de ce genre de pénuries, en anticipant un minimum, se retrouvent désormais le bec dans l'eau.

Mais il n'y a pas que cela !

Les installations de fabrication et de conditionnement et les abattoirs ont été fermés en raison des réactions intrusives du gouvernement totalitaire suite à une prétendue pandémie. En plus des achats à outrance générés par la panique, la capacité de ces installations à remplacer ce qui avait été acheté a été considérablement réduite. En conséquence, les consommateurs ont été contraints d'attendre des semaines avant d'acheter à nouveau ce dont ils avaient besoin (ou voulaient). Et même là, il fallait se lever tôt et faire partie des premiers clients le matin.

Nous subissons toujours des pénuries, mais personne n'en parle pas. Si vous avez l'habitude d'effectuer des achats régulièrement, vous avez remarqué que vous pouvez trouver pratiquement tout ce dont vous avez besoin, sauf qu'aujourd'hui, il faudra vous déplacer dans trois magasins différents alors qu'avant vous pouviez tout trouver dans le même magasin. Dans cet article, vous trouverez des conseils sur la gestion des variétés limitées d'inventaire que les gens remarquent actuellement dans les magasins.

La guerre économique déclenchée par les gouvernements des états : ils ont mis des millions d'américains au chômage !

Maintenant, alors que la plupart des gens rationnels seraient heureux d'avoir un emploi, et avec un taux de chômage qui est si élevé, ils se sont fait à l'idée de ne plus rien produire et de ne dépendre uniquement que des aides financières du gouvernement.

Les employés ont soudainement commencé à s'organiser, à faire des grèves et à effectuer du télétravail alors que l'approvisionnement alimentaire était déjà interrompu. Bien entendu, ces employés n'avaient jamais

organisé ni déclenché une grève auparavant, alors que les conditions de travail étaient sombres et les salaires faibles.

Ce qui est troublant dans nos sociétés c'est de voir des fermiers en colère qui déversent des milliers de litres de lait dans les égouts, des producteurs de viande qui abattent et enterrent des animaux, et des agriculteurs qui détruisent des récoltes entières partout dans le pays et même dans le reste du monde.

Il y a deux raisons qui justifient cela.

1°) De nombreux grands producteurs ne voudraient pas une surabondance de leurs produits sur le marché et voir les prix baisser.

2°) avec les mesures totalitaires qui ont obligées la fermeture de restaurants à travers le pays, de nombreuses fermes et producteurs ont perdu une énorme partie de leur production, voire les ont détruites complètement.

Un gouvernement véritablement soucieux de la santé de sa population aurait acheté ces produits et les aurait distribués ou lyophilisés et stockés pour l'apocalypse qui se profile.

En effet, l'administration Trump a tenté cela avec un succès très limité mais à un coût élevé. Les banques alimentaires en ont au moins bénéficié. Mais les dégâts sur l'approvisionnement alimentaire étaient déjà là.

Et puis sont venus les tempêtes.

Au fil du temps, nous avons vu des vents dévastateurs et violents qui soufflaient sur des lieux comme l'Iowa, qui ont détruit d'énormes quantités de cultures et d'infrastructures agricoles, avec des effets qui sont rarement annoncés dans les médias mainstream.

A la suite de ces vents violents, nous avons d'énormes incendies de forêt sur la totalité de la côte ouest de Washington à la Californie et aussi loin à l'Est du Colorado, le Dakota du sud et le Texas.

Il suffit de regarder la carte des incendies qui se dirigent apparemment vers l'Est, brûlant les prairies et les terres agricoles sur son chemin pour mieux comprendre pourquoi la chaîne d'approvisionnement va être ébranlée, une fois que la fumée se sera dissipée.

Mais alors que les gauchistes affirment que les incendies sont le résultat naturel du changement climatique et que les conservateurs accusent le manque de gestion adéquate des forêts (ce qui a un certain mérite), tous deux ignorent complètement le fait que près de dix personnes ont été arrêtées pour avoir allumé ces incendies.

A plusieurs reprises, des incendiaires sont arrêtés pour avoir déclenché des incendies, bien que le motif ne soit pas clair. Ceux d'entre nous qui ont étudié l'histoire, peuvent spéculer avec une certaine certitude.

Mais ces problèmes ne sont pas propres aux Etats-Unis

Des pays du monde entier connaissent des problèmes de chaîne d'approvisionnement. L'Australie, par exemple, est sur le point de manquer complètement de son approvisionnement national en riz d'ici décembre. Maintenant, nous y sommes, avec l'hiver qui approche à grands pas et l'approvisionnement alimentaire qui est décimé. La population mondiale se promène avec des masques sur le visage, et est terrifiée à l'idée de se trouver à moins d'un mètre cinquante d'un autre humain, et les grandes villes américaines sont littéralement en feu à cause de violentes émeutes.

Les communistes et leurs adversaires s'affrontent dans les rues et menacent pratiquement de tout transformer en une véritable nouvelle guerre civile en 2020. Quel rôle jouera la faim dans un tel scénario ?

Pour être franc, nous ne pouvons pas le dire avec certitude.

Mais ce que nous pouvons pour l'instant affirmer, c'est que nous allons avoir un hiver très long et extrêmement éprouvant.

Les pénuries alimentaires arrivent, et elles ont commencé à nous impacter !

Il ne vous reste plus beaucoup de temps avant que les produits que vous pouvez saisir aujourd'hui, ne disparaissent pour de bon. Voici quelques conseils pour faire vos courses quand il ne reste plus beaucoup de certains produits dans les rayons, et voici une autre liste de choses qui sont généralement importées de Chine et que nous ne recevons plus dans les mêmes quantités (voire plus du tout) depuis le début de la crise.

Beaucoup de lecteurs de ce site Web seront prêts, sans aucun doute, mais pas les autres. Non seulement nous vous conseillons de vous préparer, mais nous vous conseillons également d'être prêt pour ceux qui ne seront pas préparés.

« Immobilier. Le choc de la transition écologique !! »

par [Charles Sannat](#) | 28 Sep 2020



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

On en parle encore assez rarement, et peu nombreux sont ceux qui ont formalisé les impacts et les effets de ce processus de transition écologique spécifiquement... sur l'immobilier.

Il est encore assez difficile d'avoir une idée très précise de ce qu'il va se passer, mais les premiers contours se dessinent, et, nous pouvons déjà les intégrer aussi bien dans nos réflexions patrimoniales que les intégrer dans nos stratégies futures.

L'immobilier tient une place particulière et spécifique dans le patrimoine de chacun de nous.

De façon générale et en moyenne, 80 % du patrimoine des Français sont composés d'immobilier.

A cette réalité s'en ajoute une autre, si nous ne vivons pas dans nos contrats d'assurance-vie, nous vivons... dans notre immobilier, et la valeur d'usage est l'une des spécificités de ce placement pas tout à fait comme les autres.

Je vous expose dans ce JT du grenier, les grandes lignes des changements majeurs qui vont impacter le secteur immobilier.

L'idée n'est pas de savoir si c'est bien ou mal. Chacun aura sa vision politique de la chose et il est évident qu'il est fondamental de débattre sur ces sujets, l'idée c'est de partager avec vous ces grandes tendances qui vont changer radicalement nos habitudes, nos modes de construction, notre façon d'habiter et aussi d'occuper l'espace de notre territoire.

Pour ceux qui veulent aller plus loin, vous pourrez lire dans quelques jours mon dossier intitulé [« Immobilier, le choc de la transition écologique et énergétique »](#). (Tous les renseignements [ici](#))

Bonne vidéo, et bons partages !

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Emission Ecorama. Covid : une rechute économique inévitable ?



« Sur fond de résurgence de la pandémie, le gouvernement annonce de nouvelles restrictions de circulation et de rassemblement. De quoi donner du crédit à une potentielle rechute de l'activité en fin d'année ».

Voici donc le sujet et le thème de mon intervention dans l'émission Ecorama de la semaine dernière.

La dernière fois que j'étais passé sur Ecorama, c'était le 14 juillet, et j'avais dit et annoncé que le nombre de contamination repartirait sensiblement à la hausse à partir du 15 août et que cela serait perceptible dans les chiffres. Cela a été exactement le cas. Il ne s'agit pas de savoir si on le veut ou pas, si on est pour ou pas. Il y a une seconde vague d'infections qui semble provoquer nettement moins de mort que la première, ce qui est une bonne nouvelle dont nous ne pouvons que nous réjouir.

Si l'indicateur du nombre de morts est évidemment un indicateur important, il est décalé dans le temps dans la mesure où l'on met plusieurs semaines (entre 7 et 9) à être éventuellement emporté par la maladie. C'est donc un indicateur non pas avancé mais retardé. Ce n'est également pas le seul qui doit être pris en considération pour comprendre où nous en sommes et où nous risquons d'aller.

Les séquelles à long terme sont également très peu discutées, mais bien réelles et en pourcentage très importantes. Le risque de mutation ou de croisement est également sous-discuté ce qui est volontaire car il ne faut pas déprimer les madames Michu. Sans oublier les évidentes capacités hospitalières et de réanimation. Sans réa, le taux de mortalité s'envole et n'est évidemment plus le même.

Bref, ce qui arrive était prévisible, de même qu'il est analytiquement prévisible de dire que le gouvernement fera effectivement tout ce qu'il peut pour éviter le confinement général, et qu'il va suivre une stratégie « Pareto » à savoir que nous fermerons les 20 % de lieux responsables de 80 % des contaminations. C'est la logique à l'œuvre.

Nous espérons tous qu'elle sera suffisante, mais rien n'est moins sûr. Les prochaines semaines nous donneront une indication précise des mesures nécessaires non pas pour « vivre » avec le virus, mais pour éradiquer le virus, car si nous ne l'éradiquons pas nous rentrons dans d'autres types de risques, des risques qu'aucun pays ne veut prendre.

Ces nouvelles mesures auront un impact économique fort et il faudra que l'Etat ouvre à nouveau le porte-monnaie pour indemniser ceux qui seront fermés comme les restaurateurs ou les salles de sports par exemple.

Nous pouvons dès à présent estimer que la récession du dernier trimestre 2020, sera donc moins forte que celle liée au premier confinement.

Nous devrions être entre -2 et -4 % de baisse du PIB en première estimation.

Charles SANNAT

On ne va pas interdire les voitures, on va vous dégouter d'en vouloir une !



La transition écologique et énergétique touche nos modes de vie au cœur.

Deux secteurs sont terriblement concernés, le premier c'est les transports et le second l'immobilier.

Parlons, ici des transports.

Avec l'hypocrisie à la française, on ne vous dira pas que vous n'avez pas le droit d'avoir une voiture.

On va vous dégouter d'en avoir une.

Amende et répression de la sécurité routière d'un côté, et fiscalité punitive de l'autre, sans oublier au milieu de tout cela, quelques maires qui font de leur ville un enfer pour tous ceux qui ont besoin de s'y rendre en voiture. On supprime des places de parking, on supprime des voies entières en piétonisant ou en les offrant aux vélos. Bref, la voiture est mise dehors.

Je ne dénonce pas forcément ce qui est fait mais la manière dont on ne dit pas ce que l'on fait.

Ces mensonges et ces cachoteries ne permettent pas aux agents économiques que nous sommes de prendre les meilleures décisions.

Je dois changer ma voiture.

Quel modèle j'achète aujourd'hui ? Faut-il d'ailleurs acheter ou ne vaudrait-il pas mieux la louer?

Et vous aurez compris ma petite suggestion du jour.

Vu le contexte actuel, et les évolutions fiscales, et techniques, il n'est pas stupide d'envisager la location longue durée d'un véhicule, qui certes ne vous appartient pas... mais au moins vous ne vous retrouverez pas coincé avec un véhicule invendable.

Charles SANNAT

Nouvelle taxe sur les voitures: les automobilistes en sursis?

Bercy a apposé son veto au futur «malus» sur le poids des véhicules réclamé par le ministère de la Transition écologique. Si elle ne figurera pas dans le projet de loi de Finances 2021, cette future taxe devrait faire partie d'une future loi, englobant d'autres mesures alourdissant la fiscalité automobile. Analyse.

Les automobilistes auront-ils vraiment un répit fiscal en 2021? Alors qu'un nouveau malus écologique sur le poids des véhicules était pressenti, à l'occasion de la présentation le 28 septembre du Projet de loi de finances (PLF), le ministère de l'Économie a fermé la porte à une telle éventualité. «Dans le contexte économique actuel, je ne veux aucune augmentation d'impôts et je veux protéger les emplois industriels, les usines et le pouvoir d'achat des Français», a déclaré Bruno Le Maire aux Échos.

Pour autant, face au veto de Bercy, Barbara Pompili, ministre de l'Écologie, ne désarme pas. «Les négociations sont encore en cours», a-t-elle déclaré vendredi 25 septembre au matin sur le plateau de RMC et BFMTV, justifiant ainsi qu'il était «normal que ça ne soit pas dans le budget». L'ex-élue EELV va même plus loin en évoquant un projet de loi qui pourrait être présenté «mi-décembre» en Conseil des ministres et arriver à l'Assemblée «après le premier trimestre» 2021.

Reprenant un tiers des mesures prônées par la Convention citoyenne pour le climat (CCC), ce texte inclurait le fameux «malus» dont la création avait été annoncée le 11 septembre par les services du ministère de l'Écologie aux représentants du secteur automobile, ainsi que bien d'autres mesures fiscales destinées à décourager les Français d'acheter certains véhicules. Si par un heureux hasard, Barbara Pompili a déjà défendu cette mesure à travers un amendement au PLF l'an passé, la ministre l'assure:

«Ma mission est de faire en sorte que ce qu'a voulu faire la Convention citoyenne trouve des résultats dans le concret», a-t-elle répondu à Jean-Jacques Bourdin.

En somme, les automobilistes pourraient bien avoir à faire face à une volée de nouvelles taxes s'ajoutant à la hausse de celles déjà existantes. En effet, créer un «malus» sur les véhicules suivant leur poids (proposition SD-C1.2) n'est que l'une des nombreuses mesures préconisées par la fameuse Convention citoyenne pour le climat, adoptée en juin 2020.

Convention citoyenne pour le climat: des taxes à gogo

Ainsi, afin de «faire évoluer au plus vite le parc automobile français», dans l'optique d'atteindre les objectifs tant nationaux qu'européens en matière de réduction des émissions de CO₂, ce panel de 150 membres «tirés au sort, représentatifs de la diversité de la société française» avait également suggéré de surtaxer les contrats d'assurance de ces mêmes véhicules lourds (proposition SD-C1.4). Ces véhicules émettent notamment «plus de particules fines lors du freinage» et «occupent davantage d'espace public» au détriment d'autres moyens de transports moins polluants, soulignaient-ils dans leur rapport.

Autre suggestion: «réformer» l'indemnité kilométrique (proposition SD-A1.2), qui permet à ceux se rendant à leur travail en voiture de déduire de leurs impôts une partie de leur note de carburant. Une «niche fiscale anti-écologique» qui serait à revoir, afin que «d'ici 2030, la voiture individuelle ne soit plus le mode de transport

privilegié pour les trajets domicile-travail», et ce même en milieu rural, via le développement d'«une offre de transports publics adaptée à la densité de population des territoires». À noter également que la création d'un «malus» sur le poids des véhicules s'accompagne de la nécessité de «renforcer très fortement le malus» existant sur les émissions de CO₂, actuellement plafonné à 20.000 euros pour les véhicules émettant 185 g de CO₂/km. Plus de 90% des nouveaux véhicules concernés

Or, le rapport suggère de supprimer ce plafond, dont l'existence «signifie que le carbone n'est plus taxé pour les véhicules très polluants». Par ailleurs, le document suggère d'accentuer sensiblement les pénalités financières et d'abaisser tout aussi sensiblement leur seuil de déclenchement. Ces derniers suggéraient notamment dans leur rapport de «taxer plus tôt, dès 95 g de CO₂» par kilomètre (contre 110 g aujourd'hui). Notons que d'après les données disponibles dans ce même rapport, à peine 10% des véhicules achetés par les Français et les entreprises parviennent à émettre moins de 100 g de CO₂ au kilomètre. Fixer un tel seuil reviendrait donc à taxer 90% des véhicules actuellement achetés.

Quant à l'évolution du montant de cette taxe, les rédacteurs estiment qu'il faut «atteindre un malus dissuasif plus rapidement, avec un malus de 1.000 euros dès 110 g de CO₂/km et de 15.000 euros à 150 g de CO₂/km»... au lieu de 310 euros soit... 48 fois plus.

Les retombées fiscales d'une telle mesure seraient d'autant plus importantes que le gouvernement renforce déjà chaque année les critères du malus CO₂. Par ailleurs, les normes d'homologation des véhicules ont changé cette année.

Ainsi, la nouvelle norme WLTP (Worldwide harmonized light vehicles test procedures) «augmente les valeurs des émissions de CO₂ de 25% en moyenne» par rapport à la norme NEDC (New European Driving Cycle) qu'elle remplace, souligne le site Caroom. Si au 1er mars, un nouveau barème prenant en compte cette différence est entré en vigueur, les pénalités continueront d'être régulièrement revues à la hausse... alors que leurs seuils de déclenchement seront revus à la baisse.

Malus poids: 1.400 € pour une Peugeot

Bien que les négociations soient toujours en cours, selon Barbara Pompili, concernant ce futur malus qui pourrait être voté l'an prochain, la note risque fort d'être salée pour le consommateur. Au rythme de 10 € facturé par kilo au-delà des 1,4 tonne, «une Peugeot 5008 BlueHDi 180 EAT8 serait ainsi gratifiée d'un malus poids de 1.400 € en plus des quelque 10.000 € de malus CO₂», estime ainsi Automobile magazine.

Des taxes qui ne concerneraient que les véhicules neufs (ou d'occasion si importés), avec un impact négatif prévisible sur le marché automobile. Suffira-t-il pour autant de conserver son vieux véhicule pour être à l'abri? Pas sûr, si le gouvernement devait ressortir des cartons la fameuse taxe carbone.

Bien que le rapport aborde avec une grande prudence cette taxe à l'origine du mouvement des Gilets jaunes, proposant un moratoire de cinq ans sur sa hausse afin que «les ménages soient informés de l'urgence climatique», il fait peu de doute que son évolution est appelée à terme à repartir à la hausse. Pour cette dernière, il faut actuellement compter 12 centimes par litre d'essence et 13 centimes du côté le gazole... après TVA.

«L'exaspération fiscale» était l'une des quatre «exigences» retenues par le gouvernement Édouard Philippe à l'issue d'un autre exercice de démocratie participative: le Grand débat national. Sur ce plan, grâce à l'élargissement au poids du malus existant sur les seules émissions de CO₂, Bercy s'attend à 4,5 milliards d'euros de rentrées fiscales l'année prochaine, bien loin des 500 millions d'euros collectés en 2018, soit un montant «en hausse de 800%!» soulignait Le Monde.

Source Agence de presse russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)

Wall-Street : la remontée inattendue grâce à un nouvel espoir de vaccin

L'espoir fait vivre... nous connaissons tous cette maxime populaire.

Et bien l'espoir fait aussi monter les marchés surtout aux Etats-Unis où la ficelle est très grosse pour ne pas être notée.

En effet, nous avons eu vendredi dernier une remontée assez inattendue de Wall Street, une remontée qui correspond plus à une grossière manipulation qu'à un mouvement de conviction fort.

Comme le note Cercle Finance relayé par le Zonebourse, « la manœuvre consistant à ramasser une poignée de 'titans' de la cote (Apple en priorité) pour renverser la tendance à la hausse était déjà assez flagrante lundi et mardi, elle est encore montée en intensité ce vendredi où les 'GAFAM' ont plus que jamais servi de leviers pour inverser la vapeur, sans aucune 'actualité', ni 'stat', package de relance ».

Cela reste donc, avant tout, une hausse qui doit tout aux GAFAM... avec l'appui de certaines 'pharmas' comme Moderna et Novavacs qui ont bondi de +6,5 %.

« Manifestement, Wall Street s'est remis à croire à un vaccin miracle alors que Johnson & Johnson revendique une 'forte réponse immunitaire' suite à l'injection d'un de ses candidats vaccins (ce qu'il ne faut pas confondre avec une réaction ciblant précisément le Coronavirus). La 'réponse immunitaire' n'est que le 1er stade du développement (sinon tout s'arrête, pas de 'phase 2') d'un vaccin, il faut ensuite s'assurer de son innocuité à moyen terme, ce qui prend des années ».

J'ai toujours dit qu'une pandémie, c'est long, très long, qu'il y aura des moments de forte déprime et de dépression, et d'autres d'euphorie et encore de faux espoirs ou d'espoirs déçus.

C'est ainsi, et c'est la raison pour laquelle il ne faut pas se précipiter à la première nouvelle ou à la moindre rumeur.

Éliminer tout le bruit pour vous concentrer sur l'essentiel.

A ce jour nous n'avons toujours aucun marqueur de fin de crise sanitaire ce qui implique la poursuite de la crise économique et la nécessité pour les Etats et les banques centrales de maintenir un soutien colossal à l'économie.

Beaucoup ne veulent ni l'entendre, ni l'accepter, mais la crise sanitaire n'est pas terminée, la crise économique ne fait que commencer.

Charles SANNAT Source [ZoneBourse.com](https://zonebourse.com) [ici](#)



Editorial: il faut oser parler de la finance, la faire sortir de l'ombre, oser des-amalgamer, la désacraliser. Sortir du Ponzi financier.

Bruno Bertez 25 septembre 2020

La financiarisation de nos systèmes a atteint un stade critique.

Nous en sommes au point où les décisions de gestion des responsables que sont les gouvernements et les banques centrales sont maintenant imposées par l'état précaire du système financier. Il est devenu « **too big to fail** », c'est à dire qu'il est devenu beaucoup trop important pour qu'on puisse le laisser tomber en faillite.

La finance est devenu envahissante, elle est maintenant systémique. Systémique au sens où elle met en danger toute notre société.

Ce constat ne vise pas simplement les banques, oh non, car les banques ne sont plus qu'une modeste partie de la finance.

Ce constat vise d'abord et avant tout les marchés financiers, le système bancaire de l'ombre,- le shadow- et les très grandes banques.

Il vise également la partie financiarisée des grandes entreprises qui pratiquent l'ingénierie financière à grande échelle et les grandes institutions financières comme les caisses de retraites qui, face à l'érosion des rendements de leurs placements ont été obligées de participer à la financiarisation par le biais des hedge funds, des dérivés et des Privat Equity et autres armes de destruction massive.

La financiarisation est un avatar qui se développe régulièrement lors des périodes d'expansion capitaliste. Ceci a été fort justement démontré et analysé par Minsky.

Minsky est un neo keynesien c'est à dire qu'il ne s'interroge absolument pas sur le fondement radical de l'évolution financière vers la finance spéculative.

Il passe à côté de l'essentiel à savoir que le développement capitaliste, à un moment donné, bute sur l'érosion du taux de profitabilité des activités productives et qu'il devient plus rentable de développer la spéculation financière que les équipements productifs.

C'est ce qui s'est passé vers le milieu des années 60 dans nos systèmes lorsque l'effet de l'après-guerre ont cessé de « booster » les taux de profit.

Remarquez que le refuge de l'ignorance de Minsky est résumé clairement lorsqu'il dit que « les économies capitalistes ont tendance à passer d'une structure financière dominée la couverture des risques à une structure spéculative.

Une tendance qu'est-ce que cela veut dire? Rien, pour être scientifique il faut découvrir l'origine de cette tendance, il faut trouver les forces à l'œuvre, ses causes.

Ces causes sont endogènes au système, elles se regroupent sous le chapeau de la chute tendancielle du taux de profit capitaliste sous l'effet conjoint de l'accumulation de la masse de capital et du rétrécissement relatif de la base de travail salarié qui est nécessaire pour mettre en valeur ce capital. Trop de capital pour pas assez de profit car la production de surproduit ne suit pas.

« Sur une longue période de prospérité, les économies capitalistes ont tendance à passer d'une structure financière dominée par des unités de financement de couverture à une structure dans laquelle les unités engagées dans la finance spéculative et Ponzi pèsent beaucoup. . . . Plus le poids de la finance spéculative et de Ponzi est élevé, plus les marges de sécurité globales dans l'économie sont petites et plus la fragilité de la structure financière est grande. »

Hyman Minsky, 1992

“Over a protracted period of good times, capitalist economies tend to move from a financial structure dominated by hedge finance units to a structure in which there is a large weight to units engaged in speculative and Ponzi finance. . . . The greater the weight of speculative and Ponzi finance, the smaller the overall margins of safety in the economy and the greater the fragility of the financial structure.”

Hyman Minsky, 1992

Pour faire face à l'érosion de la profitabilité, au ralentissement de l'investissement, de la productivité et de la croissance le système s'oriente tout naturellement vers le crédit et la dette. Un engrenage se met en branle.

La finance se développe et si en plus les autorités prennent des mesures pour libérer la finance de toute contrainte, de toute prudence et en repousser les limites, alors on se financiarise de façon excessive et donc perverse.

L'histoire moderne depuis le début des années 70 c'est l'histoire de la dérégulation financière qui a permis de libérer la finance de toute contrainte , de toute limite.

L'opération la plus importante a été bien sur le désencrage de la monnaie américaine, désencrage qui a permis de produire toujours plus de crédit et plus de déficits sans limite.

Et bien sur l'appareil financier s'est adapté, la fonction a créé les organes et les théories, et la finance a prospéré de façon à traiter tous ces flux financiers , l'intermédiation a explosé. La boîte de Pandore s'est ouverte avec en particulier le développement du marché de l'euro dollar et des marchés offshore opaques .

Le génie est sorti de la bouteille et, d'auxiliaire des activités productrices et esclave, le génie financier est devenu le Maître du système. Il tient tout le système en otage, il n'est plus possible de le frustrer ou de décevoir ses attentes. Le monde est à genoux.

C'est le grand secret de notre époque, ce secret a un pouvoir explicatif des événements considérable et bien entendu il ne tire sa force, sa capacité tyrannique que de n'être pas su. Le secret de la domination financière c'est d'être enfouie, non reconnue. C'est en tant que système qui a dérapé et s'est autonomisé que la finance est devenue un problème.

Il est quasi impossible dans notre culture d'oser s'élever contre la dérive de la finance, de dénoncer la spéculation ou même simplement de démontrer qu'elle nous conduit à la catastrophe.

Il est très mal vu d'expliquer que peu à peu la spéculation prend le pas sur la production et le travail.. Ce n'est pas une question de savoir ou d'intelligence, non c'est plus profond: la sphère monétaire ou financière , c'est sacré. Elle est protégée par l'ignorance bien sur mais surtout par la prégnance d'un long passé qui a fait amalgamer tout ce qui concerne l'argent, la finance, l'usure, la spéculation à la question du racisme et de l'anti sémisme.

Déjà je viole un tabou en osant énoncer cette vérité à savoir que tout ce qui touche à l'argent, la finance, la spéculation converge vers la question historique du rôle des juifs dans l'histoire.

Je vous invite à aller lire ces quelques feuilles synthétiques de Jean Philippe Schreiber en suivant ce lien, lisez tout , réfléchissez et surtout aiguisiez votre esprit critique , vous en aurez besoin. .

https://www.persee.fr/doc/rbph_0035-0818_2001_num_79_2_4529

Il faut faire sortir la chose financière, la chose monétaire, la financiarisation de l'ombre dans lesquelles elles se complaisent. Cette opacité nourrit tous les fantasmes. Il faut sortir de l'irrationnel qui entretient les évolutions perverses . Il faut soulever le voile et accepter de projeter sur ce qu'il recouvre toute l'intelligibilité dont nous sommes capables.

il faut oser mettre tout cela au grand jour afin de pouvoir en prendre le contrôle, agir dessus. On ne peut agir que si et seulement si les choses viennent à la conscience et donc au débat. Tout ce qui reste inconscient, caché, enfoui exerce sa tyrannie sans espoir de libération.

Le progrès, la sortie de crise passent par une désacralisation de la chose financière, par sa banalisation. Il faut que la chose financière redescende sur terre. Nous devons nous l'approprier.

Il faut faire un travail considérable pour des-amalgamer la question financière de tout ce passé raciste qui paralyse la réflexion tout en perpétuant les mythes. Il faut oser affronter l'histoire et surtout la dépasser. Il faut dénouer le noeud, l'écheveau qui a été tracé par l'histoire , il faut l'assumer pour s'en débarrasser, c'est la condition pour arriver à en débattre .

Le texte ci dessous a été écrit en septembre 2012, il n'a pas pris une ride, il pose la question du Ponzi financier dans lequel nos sociétés se sont enfermées et surtout dans lequel elles s'auto détruisent.

BCG, Boston Consulting Group Septembre 2012.

En 1920, un immigrant italien aux États-Unis du nom de Charles Ponzi a créé le plan qui fera vivre son nom dans l'histoire. Il a annoncé une entreprise d'arbitrage qui achèterait des coupons-réponse postaux en Italie et les échangerait contre des timbres aux États-Unis, profitant des différences de prix importantes dues à la forte inflation d'après-guerre.

Il a attiré les investisseurs en promettant des rendements extraordinairement élevés – 50% en 45 jours. Mais au lieu d'investir de l'argent pour acheter les coupons et les échanger contre des timbres, il a simplement utilisé l'argent des investisseurs ultérieurs pour payer des rendements élevés aux investisseurs précédents, en tirant d'énormes profits personnels en cours de route.

Au moment où la fraude s'est effondrée, les investisseurs avaient perdu près de 20 millions de dollars, soit l'équivalent d'environ 225 millions de dollars en dollars de 2011. Depuis, ces fraudes sont connues sous le nom de stratagèmes de Ponzi.

Le deuxième plus gros plan de Ponzi de l'histoire récente – organisé par le gestionnaire de fonds spéculatifs new-yorkais Bernard Madoff – a entraîné des pertes d'environ 20 milliards de dollars en 2008.

Le plus important, cependant, est toujours en cours: c'est le plan de Ponzi des pays développés.

Ce n'est pas simplement que le monde développé a emprunté de manière significative à la richesse future pour financer la consommation d'aujourd'hui, ce qui entraîne d'énormes charges pour la prochaine génération. Il a également réduit le potentiel de croissance économique future, ce qui rendra plus difficile pour la prochaine génération de gérer cet héritage.

Il peut sembler dur ou exagéré de comparer les troubles actuels des économies développées à un schéma de Ponzi. Je le fais délibérément pour souligner la portée et la gravité du problème.

Près de cinq ans après la crise financière, les dirigeants du monde développé sont bien trop complaisants.

Les politiciens et les banquiers centraux ont continué à « kick the can » «shooter dans la canette sur la route», en poursuivant des politiques visant à reporter le jour des comptes et à éviter de dire au public la vérité: qu'une part importante de la dette ne sera pas remboursée de manière ordonnée.

Heureusement, il est encore temps d'agir.

Mais les dirigeants de tous les secteurs sociaux – gouvernement, entreprises, syndicats, environnement et autres groupes de parties prenantes – doivent agir de manière décisive et rapide pour assurer la prospérité économique future, la cohésion sociale et la stabilité politique.

Il est dans la nature des projets de Ponzi de s'effondrer soudainement, sans avertissement. Personne ne sait quel événement peut renvoyer le monde développé et l'économie mondiale dans son ensemble en crise.

Cet article explore les causes et les caractéristiques du schéma de Ponzi du monde développé et propose dix étapes que toute économie développée devra prendre pour le résoudre. Toutes les parties prenantes devront faire des sacrifices.

Les créanciers devront accepter des pertes.

Les riches devront payer plus d'impôts.

Les salariés devront travailler plus longtemps et épargner davantage pour leur retraite.

Les dépenses publiques de protection sociale devront être réduites, alors même que les dépenses dans de nouveaux domaines d'investissement social devront être augmentées.

Le gouvernement devra devenir plus petit et plus efficace.

Et comme ces problèmes n'affectent pas uniquement les économies développées mais aussi la croissance mondiale, les économies émergentes devront contribuer à la solution en consommant plus et en exportant moins.

La question de savoir qui paie pour tout cela et qui en profite fera l'objet d'une vive controverse politique. La manière dont les compromis critiques sont gérés variera d'un pays à l'autre.

Mais plutôt que de s'attaquer à ces problèmes, cette publication vise simplement à mettre en évidence les dilemmes douloureux auxquels le monde développé est confronté, à définir les étapes nécessaires vers une véritable solution et à créer un sentiment d'urgence pour une action rapide.

Editorial. Une mutation historique passée inaperçue. A lire pour faire partie des happy fews!

Bruno Bertez 26 septembre 2020

Ceci est un texte un peu difficile mais le lecteur qui fera l'effort de le suivre sera largement récompensé par une compréhension accrue et déterminante de la finance moderne. Il fera partie des happy fews!

La relation entre la masse de liquidités globales et l'indice du marché boursier phare mondial -le S&P 500- ne fait absolument aucun doute malgré les dénégations des banquiers centraux.

J'ai maintes fois expliqué ce phénomène: la dérégulation pratiquée depuis le début des années 70 a permis d'assimiler les actifs financiers à de la quasi monnaie, des money-like. Les différents M monétaire, M1, M2, M3 etc se sont intégrés dans un seul et même ensemble .

La dérégulation a décroché la finance de l'épargne et de l'économie réelle. Elle lui a donné une nature monétaire. Retenez bien ceci, c'est central.

Les actifs financiers se sont détachés de leur valeur fondamentale pour devenir des avatars de la monnaie.

Ce constat a été fait , sous une autre forme par Greenspan dès l'année 2000, lorsqu'il a dit comme il est rapporté ci dessous en cartouche que le mix entre la monnaie et la quasi-monnaie, le near-money était continuellement changeant et que l'on ne sait plus ce qu'est vraiment la monnaie maintenant .

Greenspan n'en a pas tiré de conclusion à l'époque et personne n'a cherché à comprendre ce qu'il voulait dire, mais c'était -en son temps- une découverte fondamentale. Découverte hélas laissée inexplorée. Si on l'avait creusée, on aurait évité les erreurs post 2008 et post 2020.

La confusion entre la monnaie et les actifs quasi monétaires et near- moneytaire joue dans les deux sens ce qui signifie que l'on ne sait plus ce qu'est la monnaie mais aussi que l'on ne sait plus ce que sont les actifs financiers. On passe de l'un à l'autre en continu, sans rupture. Cela Greenspan ne l'a pas vu. Il n' a pas vu que l'efficacité des politiques monétaire butait sur la fuite vers le quasi monétaire.

Il y a confusion; il y a unification des deux ensembles/champs auparavant distincts, l'ensemble monétaire et l'ensemble quasi monétaire des actifs financiers.

Et comme le système ne tient maintenant depuis les années 2000 que par la confusion entre ces deux ensembles , alors on est obligé sans cesse de maintenir maintenir cette confusion, de la réaffirmer: il ne faut pas qu'elle se fissure, il ne faut pas que soit mise en doute l'équivalence entre la détention de monnaie et la détention de quasi monnaie.

Il ne faut pas que l'on puisse douter de la « moneyitude » des actifs financiers. Le barbarisme que je crée de « moneyitude » signifie, « du caractère monétaire de ». On ne doit pas douter de cette équivalence centrale dans le système moderne, et c'est pour cela que Greenspan a été obligé d'inventer le fameux « PUT », qui n'est rien d'autre que ceci; « toujours vous pourrez échanger vos actifs financiers contre la monnaie, je m'y engage. Jamais nous ne laisserons la valeur des actifs financiers se laisser plomber par la « gravité » de l'économie réelle. La gravitation des valeurs fondamentales , je vous le promets, ne s'appliquera pas, nous ne la laisserons pas jouer ».

Donc il faut toujours re-prouver le caractère monétaire des actifs financiers. donc il faut sans arrêt, quand les marchés baissent et demandent de la monnaie, leur en fournir et attester de l'équivalence.

D'ou l'importance maintenant centrale dans le système de la crédibilité et de la détermination des banquiers centraux: il faut qu'on les croient. Et tant que l'on les croira, le système tiendra, la masse des actifs financiers, malgré sa surévaluation historique réelle restera plus ou moins stabilisée, elle ne se déversera pas. Si on cesse de les croire, alors elle se déversera.

Dollar Short



“

The problem is that we cannot extract from our statistical database what is true money conceptually, either in the transactions mode or the store-of-value mode. One of the reasons, obviously, is that **the proliferation of products has been so extraordinary that the true underlying mix of money in our money and near money data is continuously changing.** As a consequence, while of necessity it must be the case at the end of the day that inflation has to be a monetary phenomenon, **a decision to base policy on measures of money presupposes that we can locate money. And that has become an increasingly dubious proposition.**

Alan Greenspan
FOMC Meeting Transcript
June 2000

41

Greenspan qui était certainement le plus intelligent des banquiers centraux- il n'avait pas beaucoup de concurrence, il est vrai-, Greenspan avait mis le doigt sur ce que j'explique.

Lisez la cartouche ci dessus. mais il regardait par l'autre bout, il s'interrogeait sur l'inefficacité de la politique monétaire et il répondait qu'elle était inefficace parce que l'on ne savait plus ce qu'était la monnaie , on ne pouvait plus la distinguer de la quasi monnaie.

Moi je renverse la perspective et je m'interroge sur les quasi monnaie et pour quoi elles ne sont plus redevables d'analyses en termes fondamentaux, et je réponds; c'est parce qu'elles ont perdu leur ancrage dans le fondamental et sont devenues des bestioles monétaires.

Les value investors, les fondamentalistes comme Hussman n'ont pas compris cette mutation et ils restent prisonniers de l'essence ancienne des actifs financiers, essence qui les rattachait au Réel et aux Valeurs économiques et micro économiques .

Je formule autrement pour bien insister : les dérégulations et les pratiques des banques centrales ont permis d'unifier le champ des monnaies et le champ des quasi monnaies . On passe de l'un l'autre sans changer de nature, il sont interchangeables . Tout se passe comme si on avait des-ancré les actifs financiers de leur ancrage dans le monde réel, l'économie, le fondamental pour les transformer en pure commodities comme les monnaies elles même.

De la même façon que les monnaies sont des-ancrées depuis 1971 et 1973, les actifs financiers eux aux se sont trouvés des-ancrés, on a coupé le lien avec le fondamental pour créer un lien quasi-direct avec le monétaire. C'est un phénomène qui n'a pas été théorisé ou même perçu mais c'est la nouvelle réalité. C'est la seule hypothèse qui permet de comprendre le monde financier et monétaire depuis 40 ans. De comprendre à la fois ses crises et sa résilience.

Je résume et conclus, les actifs financiers ont comme la monnaie été libérés du poids du réel économique et ne sont plus que des actifs quasi monétaires et near-moneytaire.

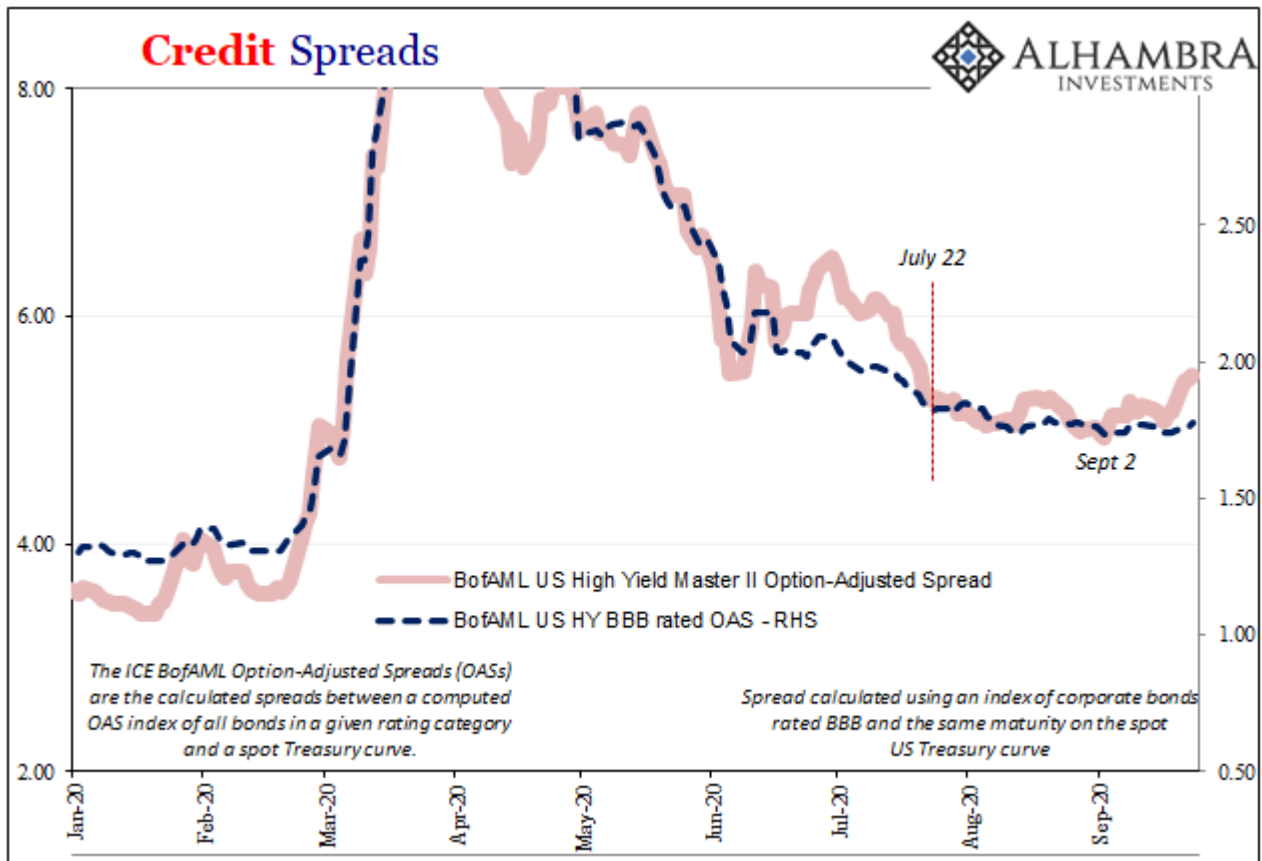
Leur nouvelle nature , après cette mutation est monétaire. Cette mutation a rendu les actifs financiers frivoles, mais manipulables par les banques centrales, elles en ont pris le contrôle et c'est pour cela que d'une part elles peuvent s'opposer aux crises périodiques et d'autre part qu'elles sont maintenant otages, prisonnières du monstre qu'elles ont créé.

Leurs interventions répétées comme celles de Mars dernier par exemple sont obligatoires, elles ne peuvent y échapper car il faut à tout prix démontrer que les actifs financiers sont toujours aussi bons que la monnaie de base et que l'on peut passer de l'un à l'autre sans perdre trop. Il faut sans cesse maintenir le caractère monétaire des actifs financiers., leur moneytude.

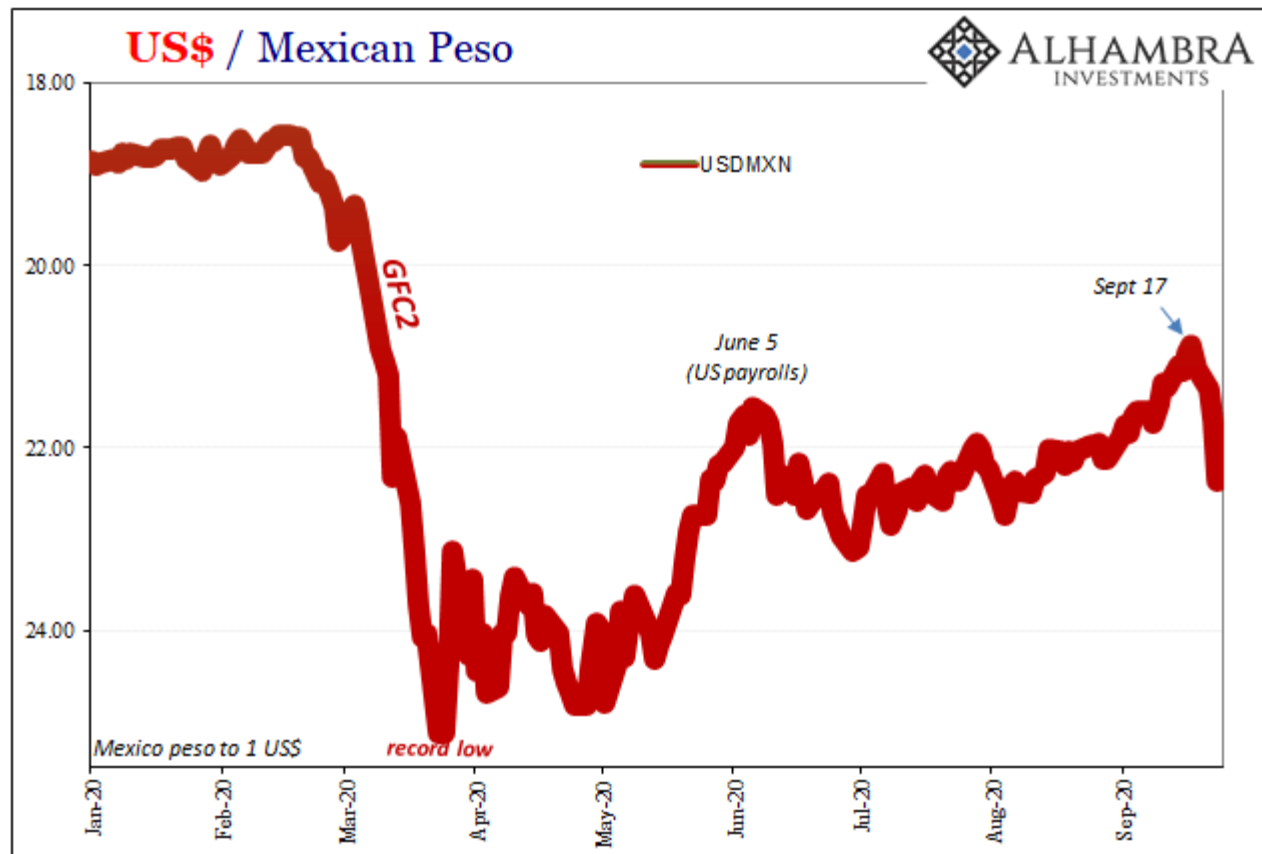
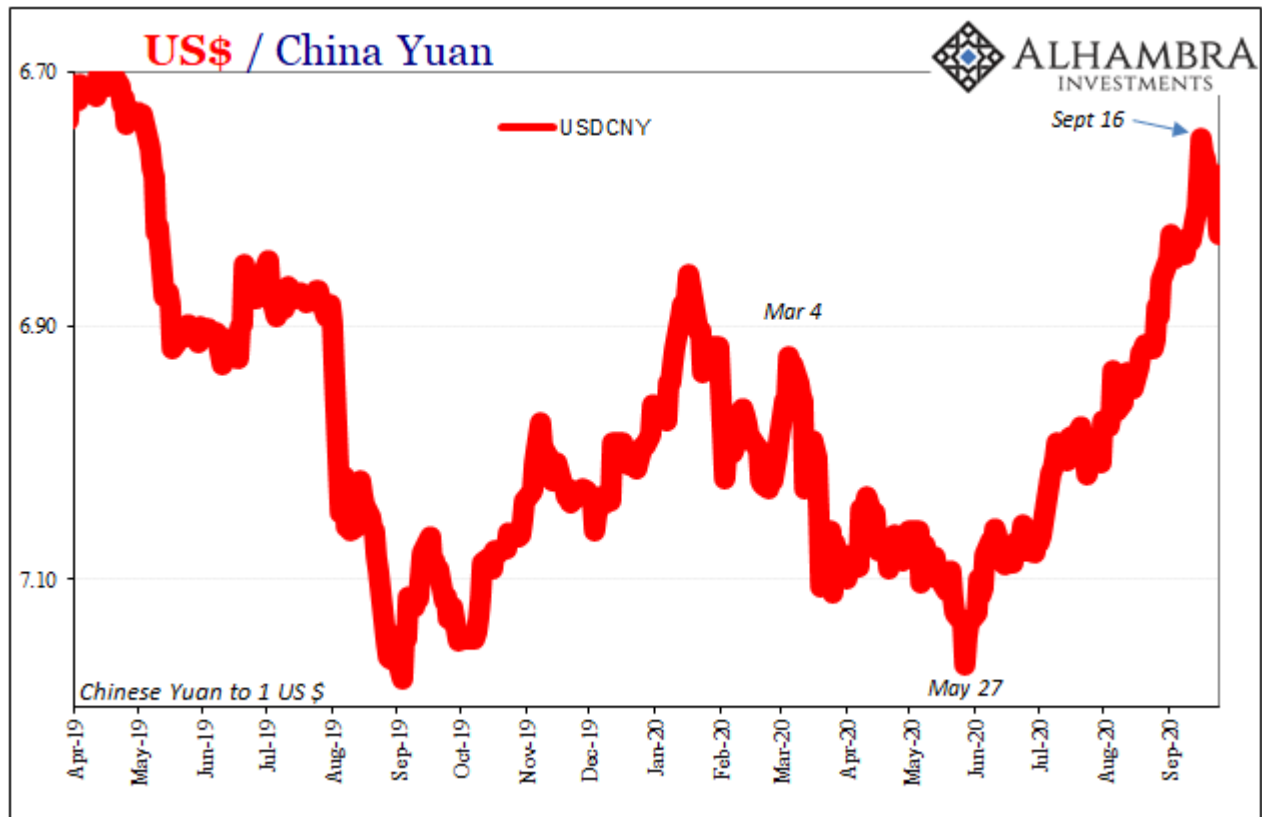
La moneytude en image et en action. La liquidité globale a baissé de 1 trillion, les marchés le donnent à voir.



La liquidité se resserre, on le voit sur les spreads qui font un plateau puis remontent .



Le dollar a cessé de baisser, il remonte, on le recherche il est à nouveau plus rare



Billet. L'essentiel que l'on ne vous dit pas: le système doit devenir partiellement socialiste

Notre système repose sur la monnaie.

La monnaie, hélas, repose sur le crédit. Le crédit repose sur la solvabilité, c'est à dire sur la capacité à honorer les intérêts et à rembourser le principal. La solvabilité repose sur la production d'un surproduit c'est à dire d'un cash flow bénéficiaire. Pour générer un surproduit, on doit payer les salariés moins qu'ils ne produisent de richesse.

La production du surproduit, d'un cash flow bénéficiaire et donc d'un profit pour honorer les dettes et fournir un garant, un sous bassement à la monnaie dépend du maintien de la nature profonde du système c'est à dire qu'elle dépend du maintien du caractère capitaliste du système, du maintien de sa priorité à produire du profit, du surproduit.

Les dettes accroissent la nécessité du profit. Voilà ce que l'on ne vous dit jamais.

Cette situation entre en collision avec les demandes qui se font jour dans cette période de crise sanitaire.

En effet, la situation présente, en dernière analyse, exige une sorte de suspension des règles de fonctionnement du système, elle exige que l'on distribue des revenus même si les gens ne travaillent pas, même si les entreprises ne produisent rien; bref, elle implique que l'on rémunère sans contrepartie de production de richesse.

Il faut que le système fonctionne à perte. Il doit, pour parler vulgairement, bouffer ses réserves, bouffer du capital. En le disant aussi clairement et aussi vulgairement, on voit à quel point il est absurde de faire monter la bourse et de gonfler les portefeuilles.

Pour résumer, la situation demande un mode de fonctionnement socialiste, ce qui entre en collision avec la possibilité de reproduction du système capitaliste à l'identique.

Pourquoi les banques centrales ont peur des marchés

rédigé par [Bruno Bertez](#) 28 septembre 2020

Il manque des milliers de milliards de dollars au PIB mondial parce que les politiques monétaires n'ont pas fonctionné. Pourtant, les banques centrales persistent et signent, pour une raison toute simple...



Les perceptions de risques toujours élevés, la recherche de liquidité avant tout, ont convaincu les concessionnaires/courtiers (encourageant ainsi les autres banques à les suivre) à s'accrocher aux actifs les plus liquides et les plus sûrs, quel que soit le niveau nominal des bénéfices. Ces actifs peuvent être des valeurs du Trésor (UST) ou des réserves.

Les autorités sont peut-être capables de [manipuler la perception du faux risque](#), le risque sur les actifs financiers... mais elles sont incapables de manipuler le vrai risque, la vraie incertitude du monde réel ! Leur magie et leurs pouvoirs d'illusionnistes s'arrêtent aux frontières du vrai monde, du monde de chair, d'os, de sang et de sueur.

Elles ont été et sont encore maintenant incapables de relancer l'activité économique au niveau des tendances antérieures, malgré des bilans gonflés de façon stratosphérique ; quelque chose s'est brisé en 2007 qui n'a jamais été réparé.

Milliards et valeur fictive

Il manque 7 500 Mds\$ de PIB, c'est-à-dire de richesses dans le monde. 7 500 Mds\$ qui auraient dû être produits si les politiques monétaires avaient fonctionné et si elles avaient permis de retrouver les tendances d'avant 2007. On a décroché et on n'a jamais pu rattraper.

Ces politiques ne marchent pas. En fait, elles restent circonscrites dans un monde imaginaire, le monde de la finance. Il n'y a pas, selon la formule consacrée, « transmission du monde de la finance au monde de l'économie réelle ».

Ces politiques produisent de la valeur, mais c'est de la valeur fictive, du capital fictif gonflé. Ces politiques créent ce que j'appelle [de la valeur de misère](#), en ce sens qu'il n'y a pas transmission de l'impulsion financière au monde réel : dans le monde réel, le taux de profit est trop bas et considéré comme insuffisant compte tenu du facteur risque.

Les autorités mènent une politique qui se heurte à un cul-de-sac. La fonction bancaire ne se réalise pas, tout aboutit à la mer morte, mer intérieure fermée que constitue le marché financier mondial.

S'il y avait transmission, il y aurait alors intermédiation des fonds ainsi disponibles vers l'économie réelle ; on assisterait à une reprise de la croissance saine et durable.

Mécanisme de transmission + intermédiation = reprise réelle et croissance durable.

Les banquiers centraux pensent faux et archi-faux – les marchés également. Les uns satisfont les attentes fausses des autres, c'est un cercle vicieux. Un cercle vicieux obscène dont tout ce beau monde jouit... puisque tout ce monde s'enrichit.

Menace de chantage

Les banques centrales gèrent en fonction des attentes des marchés car elles ont peur d'eux. Elles savent que si elles n'obéissent pas aux marchés, le chantage va se mettre en branle, les Bourses vont chuter et ce sera le risque suprême pour la stabilité financière – avec sa conséquence : la déflation.

Au lieu de réécrire constamment le même conte de fées onanique, il faudrait avoir le courage de briser le cercle vicieux, de décevoir les Bourses, de les laisser s'effondrer et trouver leur équilibre sans artifice.

Comme je le dis : le retour à une économie réelle saine et croissante passe par [une crise de destruction boursière](#). C'est le prix à payer.

La destruction du capital fictif, inefficace, qui ne tient que par les béquilles des politiques de copinage monétaires imbéciles, restaurera le taux de profit moyen à un niveau élevé – ce qui à son tour relancera l'investissement, la productivité, l'emploi et la distribution de revenus décents.

Cela permettrait de mettre en place, de manière crédible, un système monétaire responsable, transparent, plutôt que caché au plus profond des grottes de l'*offshore* mondial. Un régime monétaire avec des règles simples, que tout le monde comprend.

Cette promesse crédible d'un système monétaire orthodoxe associerait les caractéristiques traditionnelles de la monnaie saine aux innovations et aux avancées de la technologie moderne.

Ainsi serait encouragé un niveau élevé d'intermédiation vers des opportunités productives plutôt que vers des spéculations financières.

Les apprentis sorciers des banques centrales, les gouvernements, les ploutocrates, les médias, les intellectuels sont prisonniers du pacte faustien, celui qu'a conclu l'empereur surendetté pour tricher et continuer de régner quand même. Ils ont ensemble créé un monde faux, un monde des ombres dominé par le fétiche argent/monnaie.

Ils ont détaché l'ombre de la richesse du corps de la richesse réelle.

L'argent n'est pas une richesse. C'est un outil utilisé pour promouvoir l'efficacité économique, la spécialisation/division du travail ainsi que l'échange de biens et de services au sens le plus large humainement possible.

Remerciements à Jeffrey Snider, du fonds Alhambra Investments, qui a [inspiré cet article](#).

Place au neuf !

rédigé par [Bill Bonner](#) 28 septembre 2020

Y a-t-il encore des gens pour croire les sottises débitées par la Fed et les autorités financières ? (À part les médias grand public, évidemment...)



Dehors l'ancien, place au neuf ! Aujourd'hui, [nous quittons la casse automobile](#) pour nous tourner vers les véhicules flambant neufs de l'autre côté de la route.

Tandis que le gouvernement fédéral américain – les conservateurs comme les progressistes – remplace l'ancienne économie libre par un nouveau modèle (vaguement basé sur [la conception soviétique](#)), la Réserve fédérale dévoile son nouveau système financier post-libre échange. Le *New York Times* nous en donne les dernières nouvelles :

« La Réserve fédérale promet des taux bas pendant des années et jusqu'à ce que l'inflation accélère.

Des dirigeants de la Réserve fédérale prévoient de laisser les taux d'intérêts proches du zéro pendant des années – au moins jusqu'en 2023 – tandis qu'ils tentent de faire revenir l'économie à sa pleine vigueur après la récession provoquée par la pandémie, si l'on se fonde sur leur déclaration stratégique pour septembre et les projections économiques publiées mercredi. »

Ici, nous allons nous départir de notre objectivité habituelle pour dire que c'est vraiment idiot.

Les temps changent. Les goûts évoluent. Les gens pourraient tout à fait décider qu'ils en ont assez de la liberté... même si elle n'est qu'un objectif. Ils ne veulent pas gagner leur propre argent... ou payer leurs propres soins de santé... ou choisir quand et comment vivre.

Ils veulent des dirigeants – des Hommes Forts – qui prennent leurs décisions à leur place, allant jusqu'à leur dire quand ils ont le droit de sortir de chez eux !

Mais y a-t-il vraiment des gens pour croire que 12 vieux croûtons siégeant au comité de la Fed peuvent décider du prix le plus important de la finance, le prix du crédit, mieux que le marché libre ? Si oui, où sont les preuves ?

Lorsque la Fed met le taux proche du zéro, cela ne signifie-t-il pas que le crédit – le fait de prêter de l'argent – n'a aucune valeur ? Qui irait croire ça ?

Nous n'en savons rien... mais quoi que ce soit, cette personne est crétine.

Sottises

Hélas, dans le monde moderne – avec son éducation publique, ses réseaux sociaux et ses agents chronophages – , les crétins sont aussi nombreux que les électeurs. La dernière proclamation de la Fed n'a donc été accueillie ni par des hurlements de rire, ni par un mépris non déguisé.

Au lieu de cela, les analystes et les rêveurs ont pris cela comme c'était prévu – c'est-à-dire comme un fantasme, un fantasme dont ils sont tous complices.

Le *New York Times* offre son avis :

« Pousser une légère augmentation des prix donnerait aux dirigeants de la Fed une plus grande marge de manœuvre pour stimuler l'économie quand c'est nécessaire, dans la mesure où les taux tiennent compte [de l'inflation](#). On pense également qu'un peu d'inflation graisse les rouages de l'économie, donnant aux employés la possibilité de répercuter les augmentations de prix et d'augmenter les impôts. »

Voyons voir – les entreprises peuvent augmenter les prix... et aussi payer plus leurs employés. Existe-t-il un être doué de raison incapable de voir les sottises honteuses que cela représente ?

Pourtant, nous voilà avec le président de la Fed, Jerome Powell, affirmant ces énormités en public... et les journalistes financiers du *New York Times* le traitant comme s'il n'était pas complètement idiot.

Le problème, c'est que lorsqu'on construit sur des fantasmes, on termine avec des monstruosités.

Sur l'Ile enchantée

Ce qui nous ramène en Argentine, qui vit sur l'Ile enchantée, par intermittence, depuis que l'homme fort lui-même – [Juan Perón](#) – a promis de construire 100 000 maisons pour les pauvres en 1945.

En quelques mois, les anciens « conservateurs » avaient disparu. Le marché libre, le droit à la propriété, la libre entreprise et le respect des contrats... l'indépendance et la responsabilité financières – tout cela était soudain passé de mode.

A la place, le gouvernement s'occuperait de tout le monde... taxant les riches, dépensant, contrôlant les prix, empruntant... et, finalement, imprimant de l'argent.

Aujourd'hui, 75 ans plus tard, les fantasmes continuent de dominer la politique... tandis que les politiques financières ne sont guère plus que des rustines et des mensonges. Bloomberg :

« Désormais, les Argentins cherchant à acquérir des dollars pour leur épargne devront payer une nouvelle taxe de 35% en plus de la précédente taxe 'de solidarité' de 30%, et ils resteront limités à des achats de 200 \$ par mois, pas plus. Ce prélèvement supplémentaire affectera également les achats en dollars par carte de crédit. »

Défaut lent

Les Argentins, cependant, peuvent repérer les voleurs même lorsqu'ils portent un masque.

Quelques secondes à peine après l'annonce de mardi, des files s'étaient formées devant les vendeurs de devises au marché noir, avec des gens se hâtant d'échanger [des liasses de pesos](#) contre quelques dollars US (sachant de fait les efforts du gouvernement pour maintenir le dollar en baisse).

Le taux de change a grimpé en flèche, passant de 130 pesos/dollar mardi matin à 150 le lendemain.

Au moins le défaut argentin se fait-il ouvertement. Dans quelques années, il sera quasiment oublié.

Le défaut américain, lui, prendra plus de temps. Il sera plus sournois... et bien plus coûteux.